DOSSIER DE DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS

Annexe 7 : Description du projet

Renouvellement et approfondissement de la carrière d'Etais-la-Sauvin

Commune d'Etais la Sauvin - Yonne (89)



EQIOM GRANULATS
Colisée Gardens
10 avenue de l'Arche
92400 COURBEVOIE Cedex

Décembre 2024

Qualité |

MAITRE D'OUVRAGE

EQIOM GRANULATS
Colisée Gardens
10 avenue de l'Arche
92400 COURBEVOIE Cedex

333 892 610 R.C.S. Nanterre

https://www.eqiom.com

REALISATION DE L'ETUDE

ARTIFEX
4 rue Jean le Rond d'Alembert
81000 Albi
Tél. : 05 63 48 10 33
contact@artifex-conseil.fr
RCS 502 363 948

www.artifex-conseil.fr

AUTEURS DU DOCUMENT

Personne	Fonction	Contribution	Organisme
Sébastien WATEL	**Chef de projet**	**Rédaction et cartographie**	artifex

Sommaire

A PREAMBULE 6

PARTIE 1 CONTEXTE DU SITE 7

PARTIE 2 CONTEXTE REGLEMENTAIRE 8

I. AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE 8

II. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 8

III. AUTRES PROCEDURES 8

PARTIE 3 BILAN DES PROCEDURES REGLEMENTAIRES 12

B PRESENTATION DU DEMANDEUR 13

PARTIE 1 LA SOCIETE EQIOM GRANULATS 14

I. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR 14

II. PRESENTATION INSTITUTIONNELLE DU GROUPE EQIOM GRANULATS 14

III. SOLIDITE ET STABILITE D'EQIOM GRANULATS RENFORCEES PAR SA SOCIETE MERE 17

IV. CAPACITE FINANCIERE D'EQIOM GRANULATS 18

V. CAPACITE TECHNIQUE DU GROUPE EQIOM GRANULATS 23

VI. MOYENS FINANCIERS, HUMAINS ET MATERIELS MIS EN ŒUVRE POUR L'EXPLOITATION DE LA CARRIERE 35

PARTIE 2 BUREAU D'ETUDE ASSISTANT LE DEMANDEUR 36

C PRESENTATION DE LA CARRIERE ACTUELLE 37

PARTIE 1 LOCALISATION ET MAITRISE FONCIERE 38

I. SITUATION GEOGRAPHIQUE 38

II. MAITRISE FONCIERE 41

PARTIE 2 HISTORIQUE DU SITE 43

I. CONTEXTE ADMINISTRATIF 43

II. EVOLUTION DU SITE 43

III. ETAT ACTUEL DU SITE 45

D LE PROJET DE RENOUVELLEMENT ET D'PPROFONDISSEMENT .. 47

PARTIE 1 DESCRIPTION DU PROJET 48

I. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES 48

II. CADRE REGLEMENTAIRE DU PROJET 49

PARTIE 2 ORGANISATION DU SITE 51

I. FONCTIONNEMENT 51

II. MOYENS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE 52

PARTIE 3 L'EXPLOITATION DE LA CARRIERE 53

I. PRINCIPE D'EXPLOITATION 53

II. TRAITEMENT DES MATERIAUX 64

III. ACCUEIL DE MATERIAUX INERTES EXTERIEURS 65

IV. EVACUATION DES MATERIAUX 68

PARTIE 4 PROJET DE REAMENAGEMENT 69

I. REMISE EN ETAT PREVUE INITIALEMENT 69

II. PRESENTATION DU REAMENAGEMENT 69

E ANALYSE DES PRINCIPAUX ENJEUX 73

PARTIE 1 MILIEU PHYSIQUE 74

I. SOL/SOUS SOL 74

II. EAUX 74

PARTIE 2 MILIEU NATUREL 75

I. SITUATION VIS-A-VIS DES ZONAGES OFFICIELS DE BIODIVERSITE 76

II. ETAT INITIAL 76

III. IMPACTS / MESURES 79

IV. SYNTHESE DES CONTRAINTES REGLEMENTAIRES LIEES AUX ESPECES PROTEGEES 79

V. DIAGNOSTIC DES ZONES HUMIDES 79

PARTIE 3 MILIEU HUMAIN 80

I. BRUIT 80

II. POUSSIERES 81

III. VIBRATIONS 83

IV. TRAFIC ROUTIER 83

PARTIE 4 PAYSAGE - PATRIMOINE 84

I. PAYSAGE 84

II. PATRIMOINE 86

PARTIE 5 TABLEAU DE SYNTHESE 87

F ANNEXES 89

ANNEXE 1 ARRETES PREFECTORAUX 91

ANNEXE 2 PLANS DE TIR TYPE 92

ANNEXE 3 MESURES DE BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT - ITGA - 2024 93

ANNEXE 4 MESURES DE RETOMBEES ATMOSPHERIQUES - ITGA - 2023 94

ANNEXE 5 MESURES DE VIBRATIONS – 2022/2024 95

INDEX DES ILLUSTRATIONS

Illustration 1 : Carte d'implantation du groupe CRH dans le monde 14
Illustration 2 : Carte de localisation des sites EQIOM 15
Illustration 3 : Démarche globale de la société EQIOM pour la construction durable..... 16
Illustration 4 : Carte de localisation des sites EQIOM Granulats..... 16
Illustration 5 : Démarche environnementale - Ressourceo 17
Illustration 6 : Emplacement du site dans le département..... 38
Illustration 7 : Emplacement du site sur la commune 39
Illustration 8 : Plan de situation 40
Illustration 9 : Emprise cadastrale du projet..... 42
Illustration 10 : Historique de la carrière – Evolution du site..... 44
Illustration 11 : Etat actuel du site du site 46
Illustration 12 : Phase d'exploitation – Phase 1a - Extraction 56
Illustration 13 : Phase d'exploitation – Phase 1a - Extraction 57
Illustration 14 : Phase d'exploitation – Phase 1b – Extraction 58
Illustration 15 : Phase d'exploitation – Phase 1b – Déplacement remblai 59
Illustration 16 : Phase d'exploitation – Phase 1c – Extraction..... 60
Illustration 17 : Phase d'exploitation – Phase 2– Extraction 61
Illustration 18 : Phase d'exploitation – Phase 3– Extraction 62
Illustration 19 : Phase d'exploitation – Phase 4– Extraction 63
Illustration 20 : Plan de remise en état du site..... 71
Illustration 21 : Localisation de l'aire d'étude écologique..... 75
Illustration 22 : Synthèse des enjeux écologiques 78
Illustration 23 : Emplacement des mesures de bruit réalisées 80
Illustration 24 : Emplacement des mesures de poussières réalisées..... 82
Illustration 25 : Suivi pluri annuel – Moyenne annuelle glissante – Station 2 / Période 2021-2023 82

A

PREAMBULE

PARTIE 1 CONTEXTE DU SITE

La société **EQIOM Granulats** est actuellement autorisée à exploiter une carrière de roche massive calcaire sur la commune d'**Etais-la-Sauvin** par **l'arrêté préfectoral du 4 mai 2006** (cf. Annexe 1). Les caractéristiques de l'autorisation sont les suivantes :

- Surface d'autorisation : 9 ha 39 a 77 ca
- Durée : 20 ans
- Rythme : 100 000 tonnes par an
- Rubrique 2515 : puissance de 550 kW

Le **projet de renouvellement et d'approfondissement** porté aujourd'hui par la société EQIOM Granulats découle donc de la présence d'une réserve en matériaux disponible en profondeur ainsi qu'une nécessité de pérenniser l'activité de l'entreprise dans ce secteur géographique.

La présente demande concerne donc le renouvellement de l'emprise autorisée avec un **approfondissement jusqu'à la cote 227 m NGF**. Le gisement disponible permettra une exploitation sur une **durée de 20 ans.** Le rythme de production demandée est identique, c'est-à-dire **100 000 t/an en moyenne et 130 000 t/an au maximum**.

La société EQIOM Granulats souhaite également pouvoir **accueillir des matériaux inertes extérieurs** à raison de 10 000 t/an au maximum. Ces matériaux inertes permettront de répondre aux besoins en matériaux pour le réaménagement du site.

PARTIE 2 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

I. AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Les activités de carrière sont soumises à Autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). A noter que le projet comprend également une activité visée par la rubrique 2515-1 ainsi que la rubrique 2517-1 des ICPE.

Le projet consiste au renouvellement et à l'approfondissement de la carrière existante d'Etais-la-Sauvin.

La présente demande est soumise à autorisation environnementale.

II. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'évaluation environnementale est un processus constitué de :

- L'élaboration d'un **rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement** (étude d'impact) par le maître d'ouvrage du projet, de manière systématique ou après examen au cas par cas, conformément à l'article R122-2 du Code de l'Environnement,
- La réalisation des **consultations** prévues, notamment la consultation de l'autorité environnementale, qui rend un avis sur le projet et sur le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, et la consultation du public,
- L'**examen** des informations contenues dans le rapport d'évaluation et reçues dans le cadre des consultations par l'autorité autorisant le projet.

Le présent projet consiste au renouvellement et à l'approfondissement de la carrière existante d'Etais-la-Sauvin, sans extension surfacique. Conformément à l'annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement (catégorie 1c), ce projet est concerné par la procédure d'examen au cas par cas.

Le projet est soumis à demande d'examen au cas par cas. Le présent dossier est une annexe de cette demande.

III. AUTRES PROCEDURES

1. CODE FORESTIER

1.1. Définition du défrichement

Selon l'article L. 341-1 du Code Forestier, un défrichement est considéré comme « *toute opération volontaire ayant pour effet de détruire l'état boisé d'un terrain et de mettre fin à sa destination forestière* ».

L'état boisé est une constatation de fait et non de droit ; ce ne sont pas les différents classements (cadastre ou documents d'urbanisme) qui l'établissent.

Or, selon l'article L. 341-3 du Code Forestier, « *Nul ne peut user du droit de défricher ses bois sans avoir préalablement obtenu une autorisation* ». De fait, tout défrichement de boisement est soumis à une demande d'autorisation de défrichement sauf pour :

- Les opérations qui ne sont pas considérées comme un défrichement par la réglementation,
- Les défrichements exemptés d'autorisation.

1.2. Opérations non considérées comme un défrichement

Les opérations qui ne constituent pas un changement de destination du sol ne sont pas considérées comme un défrichement par la réglementation (Article L 341-2 du Code Forestier). Il s'agit des opérations suivantes :

« 1° Les opérations ayant pour but de remettre en valeur d'anciens terrains de culture, de pacage ou d'alpage envahis par une végétation spontanée, ou les terres occupées par les formations telles que garrigues, landes et maquis ;

2° Les opérations portant sur les noyeraies, oliveraies, plantations de chênes truffiers et vergers à châtaignes ;

3° Les opérations portant sur les taillis à courte rotation normalement entretenus et exploités, implantés sur d'anciens sols agricoles depuis moins de trente ans ;

4° Un déboisement ayant pour but de créer à l'intérieur des bois et forêts les équipements indispensables à leur mise en valeur et à leur protection ou de préserver ou restaurer des milieux naturels, sous réserve que ces équipements ou ces actions de préservation ou de restauration ne modifient pas fondamentalement la destination forestière de l'immeuble bénéficiaire et n'en constituent que les annexes indispensables, y compris les opérations portant sur les terrains situés dans les zones délimitées et spécifiquement définies comme devant être défrichées pour la réalisation d'aménagements, par un plan de prévention des risques naturels prévisibles établi en application des articles L. 562-1 à L. 562-7 du Code de l'environnement. ».

1.3. Défrichements exemptés d'autorisation

Selon l'article L. 341-1 du Code Forestier, un **défrichement** est considéré comme « *toute opération volontaire ayant pour effet de détruire l'état boisé d'un terrain et de mettre fin à sa destination forestière* ». **L'état boisé** est une constatation de fait et non de droit, ce ne sont pas les différents classements (cadastre ou documents d'urbanisme) qui l'établissent.

Or, selon l'article L. 341-3 du Code Forestier, « *Nul ne peut user du droit de défricher ses bois sans avoir préalablement obtenu une autorisation* ». Ainsi, selon la superficie défrichée, la règlementation suivante s'applique :

Superficie de boisements défrichée	Procédure règlementaire
< 0,5 ha	-
0,5 ha < surface boisée < 4 ha	Etude d'impact environnementale au « cas par cas » sur décision de l'Autorité Environnementale.
> 4 ha ou attenant à un bois de plus de 4 ha	Demande d'autorisation

Les défrichements réalisés dans certains types de boisements sont exemptés de demande d'autorisation de défrichement (Article L.342-1 du Code Forestier) :

Type de boisements exemptés de demande d'autorisation de défrichement	Situation du projet vis-à-vis de la demande de défrichement
1) Bois de superficie inférieure au seuil de 4 hectares, fixé dans l'Yonne.	Le boisement concerné par le défrichement à une surface de 1,0 ha. Ce boisement n'est pas attenant à un massif boisé plus important. **Un défrichement dans ce massif boisé est donc exempté de demande d'autorisation de défrichement.**
2) Parcs ou jardins clos, de moins de 10 hectares, attenants à une habitation.	Non concerné
3) Zones dans lesquelles la reconstitution des boisements après coupe rase est interdite ou réglementée, ou ayant pour but une mise en valeur agricole.	Non concerné
4) Jeunes bois de moins de 30 ans sauf s'ils ont été conservés à titre de réserves boisées ou plantés à titre de compensation.	Non concerné

Les boisements à défricher, concernés par le projet, ont une surface de 1,0 ha. Ils ne sont cependant pas attenant à un massif boisé plus important. Ces terrains peuvent donc être exemptés d'une demande d'autorisation de défrichement.

Le projet n'est pas concerné par une demande d'autorisation de défrichement.

2. EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

L'**article R414-19 du Code de l'Environnement** précise que les travaux et projets étant soumis à une étude d'impact au titre des articles R. 122-2 et R. 122-3, doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences sur un ou plusieurs sites Natura 2000 en application du 1° du III de l'article L. 414-4.

A noter que le site d'étude n'est pas inclus dans un périmètre de site Nature 2000, le plus proche étant à 6,5 km au Nord (SIC – Directive Habitats FR2601011 - Milieux humides et habitats à Chauves-souris de Puisaye-Forterre).

Le présent projet n'est pas soumis à Etude d'Impacts systématique. Cependant, une évaluation simplifiée des incidences sur les sites Natura 2000 sera présentée dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

3. REGLEMENTATION LOI SUR L'EAU

La loi sur l'eau prévoit une nomenclature (définie par l'article L214-1 du Code de l'Environnement) d'Installations, Ouvrages, Travaux et Activités (IOTA) dont l'impact sur les eaux nécessite d'être déclaré ou autorisé. Le présent projet est concerné par la rubrique 2.1.5.0. sous le régime de la déclaration. En effet, le site présente une superficie totale de moins de 20 ha. Sur le site, les eaux de ruissellement s'écoulent naturellement vers le point bas du carreau où elles s'infiltrent.

L'activité est concernée par la nomenclature loi sur l'eau (déclaration).

4. DEROGATION AU TITRE DE LA DESTRUCTION D'ESPECES PROTEGEES OU DE LEURS HABITATS

L'article L.411-1 du Code de l'Environnement prévoit une liste d'interdiction autour des espèces protégées dont les listes sont fixées par arrêté ministériel, et de leurs habitats :

« I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits :

> 1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ;
>
> 2° La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel ;
>
> 3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ; »

Mais l'article L.411-2 apporte un **cadre dérogatoire** fixé par des conditions bien précises :

> « 4° La délivrance de dérogations aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle :
>
> a) Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ;
> b) Pour prévenir des dommages importants notamment aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriété ;
> c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ;
> d) A des fins de recherche et d'éducation, de repeuplement et de réintroduction de ces espèces et pour des opérations de reproduction nécessaires à ces fins, y compris la propagation artificielle des plantes ;

e) Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, d'une manière sélective et dans une mesure limitée, la prise ou la détention d'un nombre limité et spécifié de certains spécimens. »

L'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixe les conditions de demande et d'instruction des dérogations en cas de destruction prévisible de ces espèces ou de leur habitat. Il précise également le contenu de la demande. Dans le cas général, la demande est faite auprès du préfet du département.

Des préconisations ont été prises en compte dans la partie « Synthèse des enjeux écologiques » afin d'intégrer pleinement la biodiversité dans le projet. ***D'après l'analyse des incidences du projet sur le milieu naturel, le projet n'engendrera pas de destruction d'espèce ni d'habitat d'espèce protégée. Ainsi, aucune demande de dérogation pour destruction d'espèce protégée n'est nécessaire.***

Le projet n'est pas concerné par une demande de dérogation « espèces protégées ».

5. ETUDE PREALABLE AGRICOLE

Selon l'article L112-1-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime, « *Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir des conséquences négatives importantes sur l'économie agricole font l'objet d'une étude préalable comprenant au minimum une description du projet, une analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné, l'étude des effets du projet sur celle-ci, les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet ainsi que des mesures de compensation collective visant à consolider l'économie agricole du territoire.* »

Le décret n°2016-1190 du 31 août 2016 et les articles D112-1-18 à D112-1-22 du Code rural et de la pêche maritime déterminent les modalités d'application du présent article, en précisant, notamment, les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés qui doivent faire l'objet d'une étude préalable. Il s'agit des projets qui réunissent les conditions suivantes :

Conditions de déclenchement d'une étude préalable agricole	Cas du projet	Condition vérifiée
1) Soumis à étude d'impact systématique,	Le renouvellement et l'extension de la carrière n'est pas soumis à réalisation d'une étude d'impact systématique	Non
2) Situés sur une zone qui est ou a été affectée par une activité agricole : dans les 5 dernières années pour les projets en zone agricole, naturelle ou forestière d'un document d'urbanisme ou sans document d'urbanisme, dans les 3 dernières années pour les projets localisés en zone à urbaniser.	Le projet ne concerne pas de terrain agricole	Non
3) Surface prélevée définitivement par le projet, est supérieure à un seuil à 1 ha (seuil applicable dans la Creuset).	Le projet ne concerne pas de terrain agricole	Non

Au regard de la réglementation en vigueur et des caractéristiques du projet, l'ensemble des conditions de déclenchement de l'étude agricole n'est pas vérifié. Le projet n'est donc pas concerné par la réalisation d'une Etude Préalable Agricole.

PARTIE 3 BILAN DES PROCEDURES REGLEMENTAIRES

L'analyse préliminaire effectuée a permis de déterminer les procédures réglementaires auxquelles le projet est soumis.

Procédure	Référence règlementaire	Situation du projet vis-à-vis de la procédure	
Autorisation environnementale	Article R. 512-46-9 du code de l'Environnement	Activité soumise à Autorisation.	**Concerné**
Evaluation environnementale comprenant étude d'impact	Article R 122-2 du Code de l'Environnement	**Demande d'examen au cas par cas réalisée**	
Demande de défrichement	Article L. 341-1 du Code Forestier	Pas de demande de défrichement.	**Non concerné**
Evaluation des incidences Natura 2000	Article R414-19 du Code de l'Environnement	Evaluation d'incidences Natura 2000 incluse dans le présent dossier	**Concerné**
Dossier Loi sur l'Eau	Article L214-1 du Code de l'Environnement	Rejet d'eau pluviales dans le sous-sol (infiltration)	**Concerné**
Dossier de demande de dérogation au titre de la destruction d'espèces protégées et de leur habitat	Articles L. 411-1 et L.411-2 du Code de l'Environnement	Absence d'espèces protégées	**Non concerné**

B

PRESENTATION DU DEMANDEUR



PARTIE 1 LA SOCIETE EQIOM GRANULATS

I. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Les informations relatives au demandeur sont les suivantes :

EQIOM A CRH COMPANY	Raison sociale	**EQIOM GRANULATS**
	Forme juridique	Société par actions simplifiée
	Capital	57 894 195,00 €
	Siège social	Colisée Gardens - 10 avenue de l'Arche 92400 COURBEVOIE Cedex
	N° SIRET	333 892 610 01034
	Code APE	08.12Z (Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin)
	N° Registre du commerce	333 892 610 R.C.S. Nanterre

Le signataire de la demande est présenté ci-après :

Nom – Prénom	BIGNOLAS Christophe
Nationalité	Française
Qualité	Président EQIOM GRANULATS

II. PRESENTATION INSTITUTIONNELLE DU GROUPE EQIOM GRANULATS

La société Eqiom Granulats et ses filiales font partie du groupe Eqiom, qui lui-même fait partie du groupe CRH depuis le rachat en 2015 par le groupe CRH des activités de Holcim (France).

Le groupe CRH a une implantation mondiale :

Illustration 1 : Carte d'implantation du groupe CRH dans le monde
Source : EQIOM



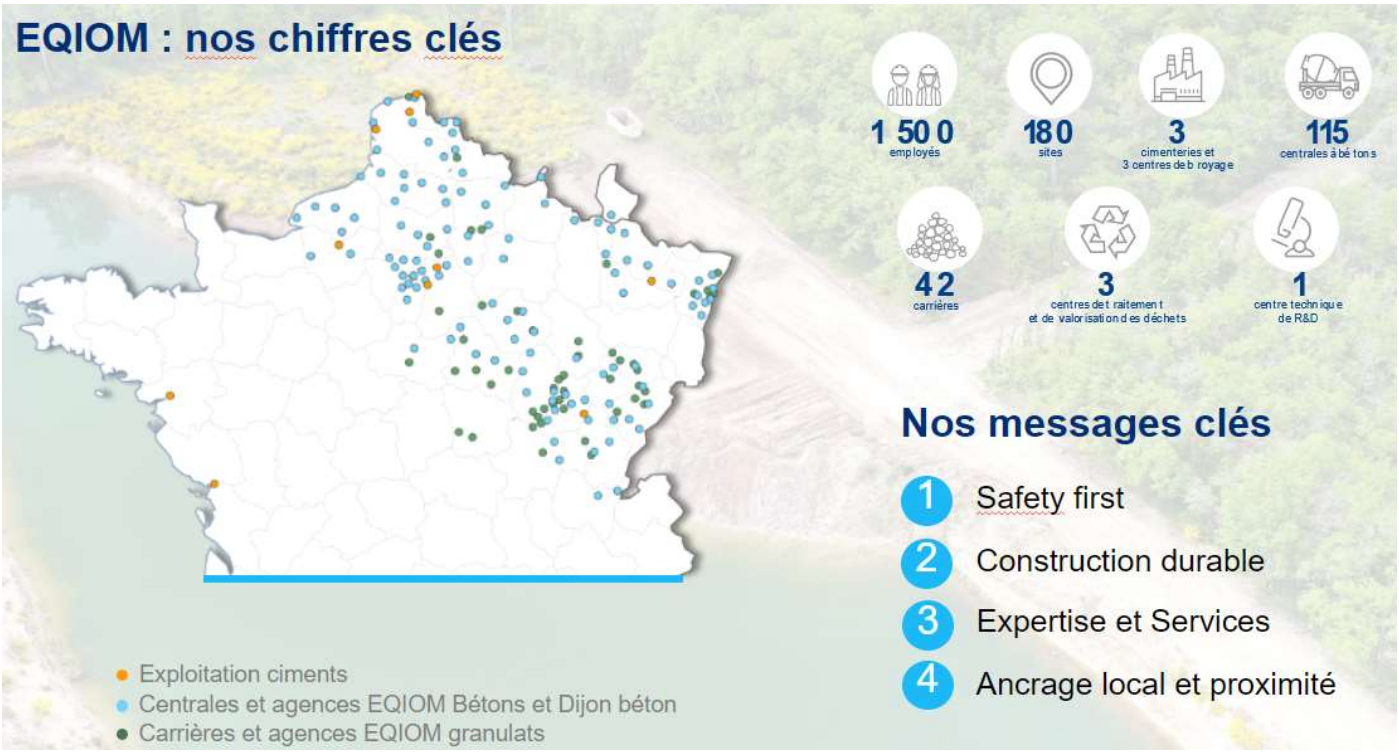
Les produits CRH couvrent tout l'éventail du secteur de la construction :

- Produits lourds pour la construction des territoires. En France ces activités sont déclinées par les sociétés STRADAL, IBCINOR et EQIOM (Eqiom (activité ciment), Eqiom Béton et Eqiom Granulats).
- Produits légers pour l'aménagement et la finition des constructions (clôtures, verres)
- Distribution pour l'aménagement intérieur, décoration, rénovation des bâtiments. En France ces activités sont déclinées dans 393 agences par les sociétés RABONI, BUSCA, SAMSE.

Le groupe Eqiom représente la part la plus importante des produits lourds du groupe CRH en France, avec une implantation géographique dans la moitié Nord de la France.

Le groupe Eqiom, spécialisé dans les activités de production et de commercialisation du Ciment, des Granulats et du Béton prêt à l'emploi, est le quatrième acteur cimentier en France. Les principales sociétés du groupe Eqiom sont les suivantes : Eqiom (activité Ciment), Eqiom Béton (activité Béton) et Eqiom Granulats (activité Granulats), ainsi que les filiales Eqiom Luxembourg, Béton Castel et Dijon Béton, ayant toutes les trois une activité dans le béton.

Illustration 2 : Carte de localisation des sites EQIOM
Source : EQIOM



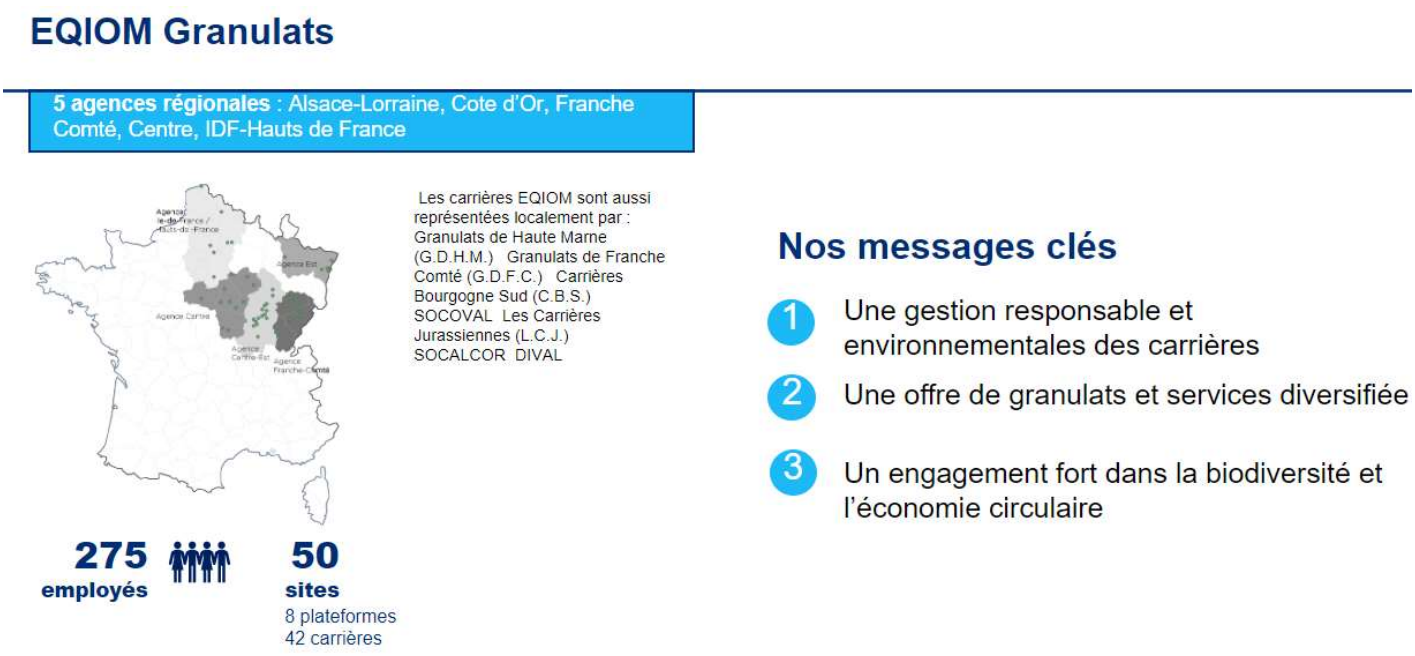
Le groupe EQIOM s'inscrit également dans une démarche globale en faveur d'une construction durable. Le groupe développe des solutions pour répondre aux besoins environnementaux. Eqiom (activité Ciment) commercialise des ciments bas carbone, traite et valorise des déchets à travers SAPPHIRE. Eqiom Béton traite et valorise des déchets issus de la déconstruction et des retours chantiers. Eqiom Granulats recycle et valorise les matériaux de construction. Tous les secteurs d'activité du groupe Eqiom favorise les transports alternatifs, respectueux de l'environnement.

Illustration 3 : Démarche globale de la société EQIOM pour la construction durable
Source : EQIOM



S'agissant enfin du groupe Eqiom Granulats, celui-ci gère l'exploitation de plus de 50 sites (carrières, installations de traitement et de transit de matériaux inertes) dans le quart Nord-Est de la France :

Illustration 4 : Carte de localisation des sites EQIOM Granulats
Source : EQIOM



Eqiom Granulats s'inscrit aussi dans une démarche environnementale à travers une marque dédiée Ressourceo. Cette solution a été mise en place pour accueillir, gérer et valoriser les déblais et déchets de chantiers.

Illustration 5 : Démarche environnementale - Ressourceo
Source : EQIOM



III. SOLIDITE ET STABILITE D'EQIOM GRANULATS RENFORCEES PAR SA SOCIETE MERE

Le groupe Eqiom assure à sa branche Granulats une solidité financière et une stabilité importante.

1. ELEMENTS D'ANALYSE FINANCIERE DU GROUPE EQIOM

Evolution du chiffre d'affaires

	2023	2022	2021	2020
Chiffre d'affaires EQIOM en millions d'Euros (norme IFRS)	726	708	671	612

Le chiffre d'affaires d'EQIOM est en augmentation constante depuis 2017, à la suite du rachat du groupe EQIOM par le groupe CRH. L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire, puis les ventes ont repris en 2021. Depuis 2022, le marché se tend avec une légère baisse des ventes mais le chiffre d'affaires se maintient et même progresse.

La rentabilité d'exploitation

	2023	2022	2021	2020
Résultat d'exploitation (Ebitda) en m€ (norme IFRS)	123	105	107	81
Résultat exploitation/chiffre affaire en %	17.0%	14,8%	15,9%	13,2%

Le résultat d'exploitation est en hausse constante depuis 2017. Une stabilité importante des résultats peut être observée. L'augmentation du résultat d'exploitation en 2019 est partiellement due à l'intégration de la norme IFRS 16 qui comptabilise les éléments de location en immobilisation. Le résultat d'exploitation s'est stabilisé entre 2021 et 2022 puis a augmenté de nouveau dès 2023.

2. GOUVERNANCE

La gouvernance d'entreprise vise à protéger d'une manière efficace et appropriée les intérêts légitimes des secteurs concernés par les activités d'EQIOM pour qui la sécurité et l'éthique sont les deux piliers de la création de valeurs durables pour toutes les parties prenantes.

EQIOM a ainsi pour principe de conduire ses activités avec professionnalisme, loyauté et intégrité, ainsi que dans le respect des programmes ABCD (Directive anti-corruption) et VCCE (directive pour une concurrence loyale), imposés par le groupe CRH qui affirme ainsi sa tolérance zéro vis-à-vis de la corruption et des pratiques anti-concurrentielles.

IV. CAPACITE FINANCIERE D'EQIOM GRANULATS

1. INTRODUCTION

L'entité EQIOM Granulats est détenue à 100% par la société EQIOM, membre du groupe CRH depuis août 2015. Les éléments financiers présentés ci-dessous ont pour objet de justifier la solidité financière du groupe EQIOM Granulats (Eqiom Granulats et ses filiales) et ainsi sa capacité à honorer de manière durable ses engagements financiers. Les éléments financiers présentés sont conformes aux normes financières internationales IFRS.

La société Eqiom Granulats contrôle et détient des parts majoritaires dans ses filiales qui sont :

- Est Granulats (51%)
- Granulats de Franche Comté (60%)
- SOCALCOR (67%)
- SOCOVAL (34%)
- Carrières Bourgogne Sud (CBS) (64.5%)
- Les Carrières Jurassiennes (LCJ) (70%)
- Granulats de la Haute Marne (GDHM) (100%)

La société Eqiom Granulats est actionnaire pour 1/3 dans le Groupement GIE du Briennois.

2. ELEMENTS D'ANALYSE FINANCIERE RELATIFS A EQIOM GRANULATS

L'évolution du Chiffre d'affaires du groupe Eqiom Granulats (Eqiom Granulats et ses filiales) est présentée en norme IFRS dans le tableau ci-dessous :

Evolution du chiffre d'affaires

Evolution du chiffre d'affaires (m€)	2023	2022	2021	2020
Eqiom Granulats	67	72	71	68
Eqiom branche Granulats (filiales comprises)	108	110	107	100

Le chiffre d'affaires de la branche Eqiom Granulats est stable depuis 4 ans, malgré une baisse des volumes depuis 2022.

La rentabilité d'exploitation

	2023	2022	2021	2020
Résultat d'exploitation (Ebitda) en m€ (norme IFRS)	19.5	16,3	17,8	13,0
Résultat exploitation/chiffre affaire en %	18.1%	14,8%	16,7%	13,0%

La part du résultat d'exploitation sur le chiffre d'affaires est en constante augmentation pour atteindre les 18% en 2023.

Postes de Bilan

Postes de bilan norme IFRS (en millions d'€)	2023	2022	2021	2020
Capitaux propres	54	56	64	60
Dette nette long terme	0	0	0	0
Dette nette court-terme	48	47	39	45

Le groupe EQIOM Granulats ne détient pas de dette long terme. Celle-ci est portée par la société EQIOM qui détient une dette vis-à-vis du groupe CRH (dette intra-groupe).

Ratios d'analyses du bilan

Ratios d'analyse du bilan	2023	2022	2021	2020
Indépendance financière				
Capitaux propres / capitaux permanents	69%	70 %	71 %	71 %
Doit être supérieur à 50%				
Autonomie financière				
Capitaux propres / total bilan	39%	41 %	45 %	49 %
Doit être supérieur à 20%				
Gearing				
Dette nette / capitaux propres	51%	46 %	37 %	33 %

Le ratio d'indépendance financière est élevé du fait de l'absence de dette long terme. De même le ratio d'autonomie financière reste au-dessus des standards. Ces ratios financiers, adossés à la forte solidité financière du groupe CRH qui finance les activités d'EQIOM, permettent de garantir la tenue des engagements d'EQIOM Granulats sur le long terme.

3. CAPACITE DU GROUPE EQIOM GRANULATS A OBTENIR DES CAUTIONS BANCAIRES

La branche Granulats de Eqiom bénéficie de la confiance des organismes financiers et bancaires qui lui ont octroyé plus de 15 millions d'euros de cautions bancaires en cours de validité, permettant ainsi à Eqiom Granulats et ses filiales d'obtenir les Garanties Financières devant être présentées aux différentes préfectures d'implantation de leurs carrières en exploitation (voir tableau suivant) :

BRANCHE GRANULATS EQIOM
Caution Bancaires au 31 mai 2024
Valant Garanties Financières

Titulaire	Organisme caution	Bénéficiaire de la caution	Date début	Date fin	Montant
CBS	EULER	CHAUX : Préfecture de Côte d'Or	12/04/2022	12/04/2027	559 532 €
CBS	EULER	ROCHEPOT : Préfecture de Côte d'Or	26/03/2022	26/03/2027	720 383 €
CBS	EULER	SENNECEY LE GRAND - Préfecture de Saône et Loire	28/11/2023	28/11/2028	412 698 €
Eqiom Granulats	EULER	AISY-SUR-ARMANCON : Préfecture de l'Yonne	01/03/2023	28/02/2026	369 435 €

Titulaire	Organisme caution	Bénéficiaire de la caution	Date début	Date fin	Montant
Eqiom Granulats	EULER	ANDRYES : Préfecture de l'Yonne	19/06/2020	18/06/2025	101 194 €
Eqiom Granulats	EULER	ARCEAU : Préfecture de la Côte d'or	23/03/2023	23/03/2028	179 312 €
Eqiom Granulats	EULER	ATHEE - VILLERS LES POTS : Préfecture de Côte d'Or	03/01/2022	30/07/2025	610 748 €
Eqiom Granulats	EULER	AUTREVILLE-SUR-MOSELLE : Préfecture de Meurthe et Moselle	07/01/2020	06/01/2025	56 868 €
Eqiom Granulats	BNP Paribas	BAYEL : Préfecture de l'Aube	20/11/2019	19/11/2024	542 029 €
Eqiom Granulats	EULER	BISCHWILLER et GRIES - Préfecture du Bas Rhin	23/07/2021	22/07/2025	231 467 €
Eqiom Granulats	EULER	CHEVENON, SAUVIGNY-SUR-LOIRE - Préfecture de la Nièvre	20/02/2021	19/02/2026	406 828 €
Eqiom Granulats	EULER	DECIZE : GERMANCY -Préfecture de la Nièvre	10/10/2023	10/10/2027	306 665 €
Eqiom Granulats	EULER	ETAIS-LA-SAUVIN : Préfecture de l'Yonne	16/06/2020	15/06/2025	177 480 €
Eqiom Granulats	EULER	FLEUREY SUR OUCHE : Préfecture de Côte d'Or	15/01/2024	15/01/2026	120 581 €
Eqiom Granulats	BNP Paribas	HOLTZHEIM : Préfecture du Bas Rhin	24/12/2023	24/12/2026	399 613 €
Eqiom Granulats	BNP Paribas	LINGOLSHEIM : Préfecture du Bas Rhin	09/01/2020	08/01/2025	154 562 €
Eqiom Granulats	EULER	MAIZY : Préfecture de l'Aisne	26/03/2023	23/03/2027	420 352 €
Eqiom Granulats	EULER	MONTREAL : Préfecture de l'Yonne	10/10/2022	10/10/2027	65 920 €
Eqiom Granulats	EULER	PRENOIS - Préfet de la Côte d'or	24/02/2021	23/02/2026	85 843 €
Eqiom Granulats	EULER	PRESLES ET BOVES - Préfet de l'Aisne	20/10/2020	20/10/2025	561 206 €
Eqiom Granulats	EULER	ROUVRES-EN-PLAINE : Préfecture de Côte d'Or	01/04/2024	01/10/2026	143 421 €
Eqiom Granulats	EULER	ROUVRES-EN-PLAINE : Préfecture de Côte d'Or	26/05/2022	26/05/2027	668 136 €
Eqiom Granulats	EULER	SOUPIR - Préfecture de l'Aisne	11/01/2022	11/01/2027	909 422 €
Eqiom Granulats	EULER	SULLY SUR LOIRE : Préfecture du Loiret	10/10/2022	10/10/2027	556 030 €
Eqiom Granulats	EULER	VANDIERES - Préfecture de Meurthe et Moselle	07/07/2021	06/07/2024	184 143 €
Eqiom Granulats	EULER	VANDIERES - Préfecture de Meurthe et Moselle	07/07/2023	07/07/2026	238 907 €

Titulaire	Organisme caution	Bénéficiaire de la caution	Date début	Date fin	Montant
Eqiom Granulats	EULER	VILLENEUVE AU CHATELOT : Préfecture de l'Aube	07/02/2024	07/02/2027	529 098 €
Est Granulats	EULER	BISCHOFFSHEIM : Préfecture du Bas Rhin	15/03/2023	14/03/2028	242 896 €
Est Granulats	EULER	GERSTHEIM : préfecture du Bas-Rhin	05/05/2021	04/05/2026	212 085 €
GDFC	EULER	ANTEUIL : Préfecture du Doubs	30/05/2021	29/05/2026	100 927 €
GDFC	BNP Paribas	ARCEY : Préfecture du Doubs	11/03/2020	10/03/2025	352 583 €
GDFC	BNP Paribas	ARCEY : Préfecture du Doubs	22/06/2019	22/06/2024	196 208 €
GDFC	EULER	BART : Préfecture du Doubs	10/10/2023	10/10/2028	713 136 €
GDFC	EULER	BOUGNON et GRATTERY : Préfecture de Haute-Saône	30/03/2021	29/03/2026	79 968 €
GDFC	EULER	BREUREY les FAVERNEY MERSUAY : Préfecture Haute-Saône	21/03/2023	18/02/2025	65 834 €
GDFC	EULER	BREVILLIERS ET BANVILLARS : Préfecture Haute-Saône	09/12/2023	09/12/2028	262 502 €
GDFC	EULER	FLEUREY les FAVERNEY : Préfecture de Haute Saône	07/07/2022	07/07/2026	105 364 €
GDFC	BNP Paribas	HOPITAL GROSBOIS - Préfecture du Doubs	22/02/2020	21/01/2025	373 521 €
GDFC	EULER	MAGNY-DANIGON : Préfecture de Haute Saône	12/04/2021	11/04/2026	111 983 €
GDFC	EULER	MAILLEY et CHAZELOT : Préfecture de Haute Saône	19/09/2021	19/09/2026	522 640 €
GDFC	EULER	MARCHAUX - Préfecture du Doubs	25/11/2023	25/11/2028	434 689 €
GDFC	EULER	SAINT-GERMAIN : Préfecture de la Haute-Saône	17/03/2022	17/03/2027	187 021 €
GDFC	EULER	SAINT-GERMAIN : Préfecture de la Haute-Saône	17/03/2022	17/03/2027	187 021 €
GDHM	EULER	NOIDANT LE ROCHEUX : Préfecture de Haute Marne	30/01/2020	29/01/2025	780 086€
GDHM	EULER	ROLAMPONT : Préfecture de Haute Marne	11/07/2019	11/07/2024	191 837 €
GDHM	EULER	ROLAMPONT : Préfecture de Haute Marne	11/07/2024	11/07/2029	251 037 €

Titulaire	Organisme caution	Bénéficiaire de la caution	Date début	Date fin	Montant
GIE Briennois	BNP Paribas	BRIENNE LA VIEILLE : Préfecture de l'Aube	14/06/2022	13/06/2027	506 964 €
GIE Briennois	EULER	BRIENNE LA VIEILLE : Préfecture de l'Aube	14/06/2022	13/06/2027	506 964 €
LCJ	EULER	BRIOD-CONLIEGE : Préfecture du Jura	30/07/2021	30/07/2025	782 720 €
LCJ	EULER	BRIOD-CONLIEGE : Préfecture du Jura	20/09/2021	20/09/2026	764 862 €
LCJ	EULER	VINCENT-LOMBARD : Préfecture du Jura	30/07/2022	30/07/2024	174 658€
SOCALCOR	EULER	DIENAY : Préfecture de Côte d'Or	16/01/2024	15/01/2029	423 548 €
SOCALCOR	EULER	EPAGNY - Préfecture de Côte d'Or	03/08/2023	10/07/2026	952 613 €
SOCALCOR	EULER	EPAGNY - Préfecture de Côte d'Or	11/07/2021	11/07/2026	923 802 €

Ceci témoigne de la capacité financière de la branche granulats du groupe Eqiom à lever les cautions nécessaires pour l'exploitation administrative de ses sites.

V. CAPACITE TECHNIQUE DU GROUPE EQIOM GRANULATS

1. CAPACITE A EXPLOITER DES CARRIERES

La situation solide et stable de l'entreprise lui permet d'exploiter les sites de carrière conformément aux exigences règlementaires applicables et aux conditions d'exploitation prescrites dans les autorisations préfectorales de chacun des sites, notamment en matière d'environnement. La liste des 53 autorisations environnementales permettant à Eqiom Granulats d'exploiter ses sites est reproduite ci-après :

EXPLOITANT	*DEPARTEMENT*	*SITE*	*TYPE D'AUTORISATION*	*TYPE D'EXTRACTION*	*TYPE DE REAMENAGEMENT*	*DATE D'AUTORISATION*	*DATE D'EXPIRATION*
CBS	**Côte d'Or (21)**	**CHAUX**	Extraction	Massif	Ecologique	12/04/2012	12/04/2042
CBS	**Côte d'Or (21)**	**ROCHEPOT-BEL-AIR**	Extraction	Massif	Ecologique (Loisir)	26/03/2012	26/03/2042
CBS	**Côte d'Or (21)**	**COMBLANCHIEN**	Extraction	Massif		20/11/2013	20/11/2043
CBS	**Côte d'Or (21)**	**MAGNY-LES-VILLERS**	ISDI	Alluvionnaire en eau	Ecologique	04/12/2013	04/12/2033
CBS	**Côte d'Or (21)**	**SENNECEY-LE-GRAND**	Extraction	Massif	Ecologique (loisir)	28/11/2008	28/11/2033
EQIOM GRANULATS	**Aisne (02)**	**MAIZY**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Réaménagement agricole	26/03/2013	26/03/2030
EQIOM GRANULATS	**Aisne (02)**	**PRESLES-ET-BOVES**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Réaménagement écologique (zone humide)	20/10/2015	20/10/2025
EQIOM GRANULATS	**Aisne (02)**	**SOUPIR SUD**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Réaménagement agricole et écologique	11/01/2022	11/01/2032
EQIOM GRANULATS	**Aisne (02)**	**SOUPIR-MOUSSY-VERNEUIL (2515)**	Installation			07/04/2010	-
EQIOM GRANULATS	**Aube (10)**	**BAYEL**	Extraction	Massif	Réaménagement forestier	20/11/2008	20/11/2038
EQIOM GRANULATS	**Aube (10)**	**VILLENEUVE-AU-CHATELOT**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Réaménagement écologique (zone humide)	08/02/2019	08/02/2025

EXPLOITANT	*DEPARTEMENT*	*SITE*	*TYPE D'AUTORISATION*	*TYPE D'EXTRACTION*	*TYPE DE REAMENAGEMENT*	*DATE D'AUTORISATION*	*DATE D'EXPIRATION*
EQIOM GRANULATS	**Bas-Rhin (67)**	**BISCHWILLER**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Réaménagement écologique (implantation PV flottant sur une partie)	23/07/2001	23/07/2028
EQIOM GRANULATS	**Bas-Rhin (67)**	**HOLTZHEIM**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Réaménagement écologique	10/06/1997	23/12/2024
EQIOM GRANULATS	**Bas-Rhin (67)**	**LINGOLSHEIM**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Réaménagement écologique	09/01/2002	08/01/2032
EQIOM GRANULATS	**Côte d'Or (21)**	**ARCEAU**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Ecologique (loisir)	25/03/2008	25/03/2033
EQIOM GRANULATS	**Côte d'Or (21)**	**ATHEE**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Ecologique (loisir)	30/07/2010	30/07/2025
EQIOM GRANULATS	**Côte d'Or (21)**	**PRENOIS**	Extraction	Massif	Ecologique	24/02/2011	24/02/2031
EQIOM GRANULATS	**Côte d'Or (21)**	**ROUVRES-EN-PLAINE**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Ecologique/Agricole/Loisir	26/05/2022	26/05/2042
EQIOM GRANULATS	**Loiret (45)**	**SULLY**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Réaménagement écologique (zone humide)	25/08/2022	25/08/2046
EQIOM GRANULATS	**Meurthe-et-Moselle (54)**	**AUTREVILLE**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Réaménagement écologique	07/01/2020	06/01/2035
EQIOM GRANULATS	**Meurthe-et-Moselle (54)**	**VANDIÈRES**	Extraction	Alluvionnaire en eau		07/07/2011	07/07/2024
EQIOM GRANULATS	**Meurthe-et-Moselle (54)**	**VANDIÈRES**	ISDI		Réaménagement écologique (ISDI liée avec réaménagement agricole)	29/08/2011	
EQIOM GRANULATS	**Nièvre (58)**	**CHEVENON-LES-RONDES**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Réaménagement écologique (zone humide) et agricole	28/12/2020	28/12/2050

EXPLOITANT	*DEPARTEMENT*	*SITE*	*TYPE D'AUTORISATION*	*TYPE D'EXTRACTION*	*TYPE DE REAMENAGEMENT*	*DATE D'AUTORISATION*	*DATE D'EXPIRATION*
EQIOM GRANULATS	**Nièvre (58)**	**DECIZE-GERMANCY**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Réaménagement écologique (zone humide)	10/10/2003	10/10/2027
EQIOM GRANULATS	**Oise (60)**	**SILLY-LE-LONG**	Installation			06/04/2005	-
EQIOM GRANULATS	**Seine-et-Marne (77)**	**VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE**	Installation			10/07/2013	-
EQIOM GRANULATS	**Moselle (57)**	**WOIPPY**	Plateforme			04/06/2009	-
EQIOM GRANULATS	**Yonne (89)**	**AISY-SUR-ARMANCON**	Extraction	Massif		28/02/2008	28/02/2033
EQIOM GRANULATS	**Yonne (89)**	**ANDRYES**	Extraction	Massif		12/06/2012	12/06/2027
EQIOM GRANULATS	**Yonne (89)**	**ETAIS-LA-SAUVIN**	Extraction	Massif		04/05/2006	04/05/2026
EST GRANULATS	**Bas-Rhin (67)**	**BISCHOFFSHEIM**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Réaménagement écologique (Installation PV flottant en sus)	15/03/2018	15/03/2028
EST GRANULATS	**Bas-Rhin (67)**	**GERSTHEIM**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Réaménagement écologique	05/05/2006	05/05/2036
GDFC	**Doubs (25)**	**ANTEUIL**	Extraction	Massif		03/05/2006	03/05/2036
GDFC	**Doubs (25)**	**ARCEY**	Extraction	Massif		11/03/2020	10/03/2050
GDFC	**Doubs (25)**	**BART**	Extraction	Massif	Réaménagement forestier	11/10/2018	11/10/2035
GDFC	**Doubs (25)**	**HOPITAL-DU-GROSBOIS**	Extraction	Massif	Réaménagement forestier	22/01/2010	22/01/2040
GDFC	**Doubs (25)**	**MARCHAUX**	Extraction	Massif	Réaménagement écologique	25/11/2008	25/11/2038
GDFC	**Haute-Saône (70)**	**BOUGNON**	Extraction	Massif	Réaménagement écologique	30/03/2001	30/03/2026
GDFC	**Haute-Saône (70)**	**BREUREY-FAVERNEY**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Réaménagement écologique (zone humide)	18/02/2015	18/02/2025

EXPLOITANT	*DEPARTEMENT*	*SITE*	*TYPE D'AUTORISATION*	*TYPE D'EXTRACTION*	*TYPE DE REAMENAGEMENT*	*DATE D'AUTORISATION*	*DATE D'EXPIRATION*
GDFC	**Haute-Saône (70)**	**FLEUREY-LES-FAVERNEY**	Extraction	Massif	Réaménagement écologique (zone humide)	07/07/2008	07/07/2026
GDFC	**Haute-Saône (70)**	**ROYE-LURE**	Installation			23/07/1998	-
GDFC	**Haute-Saône (70)**	**SAINT-GERMAIN**	Extraction	Alluvionnaire hors d'eau	Réaménagement agricole	17/03/2017	17/03/2040
GDFC	**Haute-Saône (70)**	**MAILLEY-ET-CHAZELOT**	Extraction	Massif	Réaménagement forestier et verger	19/09/2011	19/09/2041
GDFC	**Territoire de Belfort (90)**	**BANVILLARS**	Extraction	Massif		09/12/2003	09/12/2033
GDHM	**Haute-Marne (52)**	**ROLAMPONT**	Extraction	Massif	Ecologique	11/07/2019	11/07/2049
GDHM	**Haute-Marne (52)**	**NOIDANT-LE-ROCHEUX**	Extraction	Massif	Ecologique (agricole)	30/01/2015	30/01/2045
GIE Briennois	**Aube (10)**	**BRIENNE-LA-VIEILLE**	Extraction	Alluvionnaire en eau		13/06/2017	13/06/2032
LCJ	**Jura (39)**	**BRIOD**	Extraction	Massif	Réaménagement écologique	20/09/2021	20/09/2051
LCJ	**Jura (39)**	**VINCENT**	Extraction	Alluvionnaire en eau	Réaménagement écologique (zone humide)	24/10/2023	24/10/2037
SOCALCOR	**Côte d'Or (21)**	**DIENAY**	Extraction	Massif	Ecologique	16/01/2019	16/01/2049
SOCALCOR	**Côte d'Or (21)**	**EPAGNY**	Extraction	Massif	Ecoloque (agricole)	11/07/2001	11/07/2031
SOCOVAL	**Côte d'Or (21)**	**DIJON MONGEOTTE**	ISDI			29/03/2021	-
SOCOVAL	**Côte d'Or (21)**	**MARSANNAY-LE-BOIS**	ISDI		Agricole (Ecologique)	31/03/2017	31/03/2042

EQIOM Granulats a su également démontrer sa capacité à remettre les sites en état conformément aux prescriptions administratives imposées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter, ce qui lui a permis d'obtenir plus de 64 procès-verbaux de récolement listés dans le tableau suivant :

Année	Département	Commune	Lieux-dits
25/01/2023	Haute-Saône (70)	Lure	Mollet, Chaux, Ages
10/08/2022	Nièvre (59)	Chevenon	Les Rondes
22/02/2021	Côte d'Or (21)	Voulaines-Les-Templiers	La Charme
04/07/2020	Haute-Marne (52)	La Rothière	Les Corvées, La Garenne
2019	Haute-Saône (70)	Fleurey-lès-Faverney	Sur la Roche et Vigne la Dame
	Haute-Marne (52)	Chassigny	Aux Fontenilles
	Côte d'Or (21)	Fraignot-et-Vesvrotte	Les Rotures
2018	Aube (10)	La Villeneuve-au-chatelot	Les petits Hauts du Frëne
2017	Aube (10)	La Rothière	Les Corvées
2016	Côte d'Or (21)	Obtrée	
		Dienay	
		Arceau	Bois de Roche
	Bas-Rhin (67)	Ostwald	Lindel et Sand
2015	Haute-Saône (70)	Saint Loup sur Semouse	Près de la citadelle
	Pas-de-Calais (62)	Conchil-le-Temple	Pas Authie, Les Pontceaux
	Haute-Saône (70)	Saint Loup sur Semouse	Près de la citadelle
2014	Côte d'Or (21)	Flacey	
2013	Meurthe-et-Moselle (54)	Dieulouard	
	Aisne (02)	Maizy	Bois Gobert
	Oise (60)	Verberie	Remise Rouiller, Herneuse, Plaine d'Herneuse, Fossé Creusette
	Côte d'Or (21)	Obtrée	
		Vielverge	Les Prés Bourrés et La Noue
2012	Côte d'Or (21)	Rouvres-en-Plaine	
	Haute-Saône (70)	Roye et Lure	Près de l'étang Mollet
2011	Aisne (02)	La Fere	Les Mollières et la Vatroye
2010	Meurthe-et-Moselle (54)	Belleville	
	Seine-et-Marne (77)	Marcilly	Les Vieilles Vignes
2009	Aisne (02)	Soupir	Vignettes, Champ Grand Jacques, Le Parc
	Moselle (57)	Ay-sur-Moselle	

Année	Département	Commune	Lieux-dits
	Haute-Marne (52)	Prauthoy	Mont Muzard
	Haute-Saône (70)	Roye et Lure	La Becquerie et Forêt de Telle
2007	Oise (60)	Longueil-Ste-Marie	Queue de Rivecourt
	Val d'Oise (95)	Bruyères-sur-Oise	ZAC des Aubins
	Haute-Saône (70)	Saint Loup sur Semouse	Les Neufs prés et Le Tournant des îles
2006	Meurthe-et-Moselle (54)	Vandières, Champey-sur-Moselle	Fenotte et Les Noues L'Abbé
	Oise (60)	Pontpoint	Installation SPEB
	Aube (10)	Puits & Nuisements	Chapon
	Aisne (02)	Villers-en-prayères	Bois Barry
		Soupir	Les Pré de la Paturelle
	Pas-de-Calais (62)	Colline-Beaumont	Les Carrières
		Conchil-le-Temple	Les Prelles, Foraine d'Authie
		Verton	Chaufour du Mont St Eloi
2005	Aisne (02)	Deuillet	Pré Taureau
		Limé	Long Bochet Sud
		Soupir	Parc 1
	Oise (60)	Verberie	Les Gâts
2004	Seine-et-Marne (77)	Fresnes-sur-Marne	Flammèches, Le Parc, Les Sablons
	Bas-Rhin (67)	Bischwiller	Bruchwald
	Aube (10)	Petit-Mesnil	Les Bergeries
	Oise (60)	Pontpoint	Moru/criblerie
		Longueil-Ste-Marie	Petit Muid
		Pont-Sainte-Maxence	La Jonquoire
		Pontpoint	Bois Pinson, Fond de Rambourg, Hautes Lanternes, Prés Véry
2003	Aisne (02)	Villers-en-prayères	Les Mauchamps
		Limé	Les Sables Nord, Les Grands Aulnes & Les Terres Noires
2001	Pas-de-Calais (62)	Conchil-le-Temple	Les Bas Champs Sud
	Oise (60)	Pontpoint	Longues Raies
		Longueil-Ste-Marie	Port Salut, Orméon
		Verberie	Corroye

Année	Département	Commune	Lieux-dits
		Chambly	Le Marais de Chambly
2000	Oise (60)	Lachelle	Bois St Thernud
1999	Haute-Saône (70)	Mersuay	Etuz
	Aube (10)	La Villeneuve-au-Châtelot	Les Grands Hauts du Frêne
	Aisne (02)	Limé	Les Sables Sud
1994	Haute-Saône (70)	Mersuay	Etuz
1991	Meurthe-et-Moselle (54)	Vandières, Champey-sur-Moselle, Vittonville	
1987	Haute-Saône (70)	Breurey-lès-Faverney, Mersuay	La Boffe, La Chapelle

2. CAPACITE A ACCUEILLIR DES MATERIAUX ET DECHETS INERTES

Sont ci-après listés l'ensemble des sites d'Eqiom Granulats autorisés à accueillir des matériaux et/ou déchets inertes en transit, valorisation ou élimination.

Site	Rubrique d'accueil	Volumes autorisés annuels (en tonnes)
Carrière de Gerstheim	2517	transit
ISDI de Vandieres	2760-3	64 000
Plateforme de St Remy	2517	transit
Carrière de Lingolsheim	2517	transit
Carrière de Brienne la Vieille	2510	37 800
Carrière de La Villeneuve-au-Chatelôt	2510	68 000
Carrière de Sully-Sur-Loire	2510	68 000
Carrière d'Andryes	2510	18 000
Carrière de Montreal	2760-3	42 500
ISDI de Marsannay	2760-3	200 000
Plateforme de Dijon	2517	transit
Carrière de la Rochepot	2510	40 000
Carrière de Rouvres	2510	40 000
ISDI de Magny-Les-Villers	2760-3	45 000
Carrière de Chaux	2510	50 000
Carrière de Noidant	2517	40 000
Carrière d'Epagny	2510	-
Carrière de Bart	2510	180 000

Site	Rubrique d'accueil	Volumes autorisés annuels (en tonnes)
Carrière de Marchaux	2510	90 000
Carrière d'Arcey	2510	200 000
Carrière de Briod	2510	35 000
Carrière de Mailley	2510	36 000
Carrière de Bougnon	2510	-
Carrière de Saint Germain	2510	54 300
Carrière de Banvillars	2510	90 000
Carrière de Maizy	2510	-
Carrière de Presles-et-Boves	2510	15 000
Plateforme du Plessis-Belleville	2510	transit
Carrière de Soupir	2510	-
Plateforme de Gennevilliers	2517	transit
Plateforme de Longueil	2517	transit

3. MOYENS HUMAINS

La société EQIOM Granulats emploie actuellement environ 290 collaborateurs.

Chaque site de production est organisé avec un chef de site, un agent de bascule, les moyens de chargement des clients et le personnel de production qui assure l'exploitation de la carrière et la maintenance du matériel.

La société est organisée en 5 Agences (Centre, Alsace-Lorraine, Côte d'Or, Franche-Comté et Ile-de-France/Haut de France) qui disposent toutes d'équipes support (comptabilité, foncier/environnement, laboratoire, sécurité, logistique, encadrement). Le siège social est situé à Courbevoie où sont basés les services centraux (directions juridique, environnement, contrôle de gestion, direction générale).

4. MOYENS MATERIELS

Pour l'exploitation de ses sites, EQIOM Granulats dispose de 35 installations de traitement complètes avec notamment 117 cribles et 59 concasseurs.

EQIOM Granulats dispose aussi de l'ensemble du matériel roulant nécessaire (chargeuses, dumpers, tombereaux, pelles, chariots roulant) à l'exploitation de ses sites. A date, la liste suivante de matériels roulants peut être présentée, étant précisé que cette liste est fournie à titre indicatif et évolue régulièrement.

Agence	Site	Engin
Centre	Aisy/Armançon (89)	Tombereau rigide/Dumper
Centre	Aisy/Armançon (89)	Chargeuse
Centre	Aisy/Armançon (89)	Pelle
Centre	Aisy/Armançon (89)	Chargeuse
Côte d'Or	Arceau (21)	Tombereau articulé
Franche-Comté	Arcey (25)	Tombereau articulé
Franche-Comté	Arcey (25)	Tombereau rigide/Dumper

Agence	Site	Engin
Franche-Comté	Arcey (25)	Chargeuse
Franche-Comté	Arcey (25)	Chargeuse
Franche-Comté	Arcey (25)	Pelle
Franche-Comté	Arcey (25)	Pelle
Côte d'Or	Athée (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Athée (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Athée (21)	Tombereau articulé
Côte d'Or	Athée (21)	Chargeuse
Franche-Comté	Banvillars (25)	Chargeuse
Franche-Comté	Bart (25)	Trax/Bull/Bouteur
Franche-Comté	Bart (25)	Chargeuse
Franche-Comté	Bart (25)	Pelle
Centre	Bayel (10)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	Bischoffsheim (67)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	Bischoffsheim (67)	Chariot de manutention
Alsace -Lorraine	Bischoffsheim (67)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	Bischwiller (67)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	Bischwiller (67)	Tombereau articulé
Alsace -Lorraine	Bischwiller (67)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	Bischwiller (67)	Chariot de manutention
Alsace -Lorraine	Bischwiller (67)	Chargeuse
Franche-Comté	Briod (39)	Tombereau articulé
Franche-Comté	Briod (39)	Pelle
Franche-Comté	Briod (39)	Tombereau rigide/Dumper
Franche-Comté	Briod (39)	Chargeuse
Franche-Comté	Briod (39)	Chargeuse
Franche-Comté	Briod (39)	Pelle
Côte d'Or	Chaux (21)	Pelle
Côte d'Or	Chaux (21)	Tombereau articulé
Côte d'Or	Chaux (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Chaux (21)	Mini Pelle
Côte d'Or	Chaux (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Comblanchien (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Comblanchien (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Comblanchien (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Comblanchien (21)	Pelle
Côte d'Or	Comblanchien (21)	Tombereau rigide/Dumper

Agence	Site	Engin
Côte d'Or	Comblanchien (21)	Tombereau rigide/Dumper
Côte d'Or	Comblanchien (21)	Pelle
Côte d'Or	Comblanchien (21)	Chariot de manutention
Côte d'Or	Comblanchien (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Comblanchien (21)	Pelle
Centre	Decize (58) Germancy	Chargeuse
Centre	Decize (58) Germancy	Chariot de manutention
Centre	Decize (58) Germancy	Chargeuse
Côte d'Or	Epagny (21)	Tombereau rigide/Dumper
Côte d'Or	Epagny (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Epagny (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Epagny (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Epagny (21)	Chariot de manutention
Côte d'Or	Epagny (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Epagny (21)	Tombereau articulé
Côte d'Or	Epagny (21)	Mini pelle Canopy
Côte d'Or	Epagny (21)	Tombereau rigide/Dumper
Centre	Etais la Sauvin (89)	Chargeuse
Centre	Etais la Sauvin (89)	Tombereau articulé
Centre	Etais la Sauvin (89)	Chargeuse
Franche-Comté	Faverney (70)	Chargeuse
Franche-Comté	Faverney (70)	Chargeuse
Franche-Comté	Faverney (70)	Chariot de manutention
Côte d'Or	Fleurey sur Ouche (21)	Chargeuse
IdF	Gennevilliers (92)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	Gerstheim (67)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	Gerstheim (67)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	Gerstheim (67)	Chariot de manutention
Alsace -Lorraine	Gerstheim (67)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	Holtzheim (67)	Chargeuse
Côte d'Or	La Rochepot (21)	Tombereau rigide/Dumper
Côte d'Or	La Rochepot (21)	Pelle Brise Roche
Côte d'Or	La Rochepot (21)	Chargeuse
Côte d'Or	La Rochepot (21)	Chargeuse
Côte d'Or	La Rochepot (21)	Tombereau articulé
Côte d'Or	La Rochepot (21)	Mini Pelle
Centre	La Villeneuve au Chatelot (10)	Chargeuse

Agence	Site	Engin
Centre	La Villeneuve au Chatelot (10)	Trax/Bull/Bouteur
IdF	Le Plessis (60)	Mini chargeuse
IdF	Le Plessis (60)	Locomotive
IdF	Le Plessis (60)	Chargeuse
Franche-Comté	L'Hôpital du Grosbois (25)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	Lingolsheim (67)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	Lingolsheim (67)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	Lingolsheim (67)	Chariot de manutention
Franche-Comté	Lure (70)	Chargeuse
Franche-Comté	Lure (70)	Chargeuse
Franche-Comté	Lure (70)	Chariot de manutention
Côte d'Or	Magny les Villers (21)	Trax/Bull/Bouteur
Franche-Comté	Mailley (25)	Chargeuse
Franche-Comté	Mailley (70)	Chargeuse
Franche-Comté	Mailley (70)	Pelle
Franche-Comté	Mailley (70)	Tombereau articulé
Franche-Comté	Marchaux (25)	Chargeuse
Franche-Comté	Marchaux (25)	Chargeuse
Franche-Comté	Marchaux (25)	Chargeuse
Franche-Comté	Marchaux (25)	Chargeuse
Franche-Comté	Marchaux (25)	Mini Pelle
Côte d'Or	Marsannay le Bois (21)	Chargeuse
Franche-Comté	Mathay (25)	Chargeuse
Franche-Comté	Mathay (25)	Chariot de manutention
Côte d'Or	Mongeotte (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Noidant (52)	Tombereau rigide/Dumper
Côte d'Or	Noidant (52)	Pelle
Côte d'Or	Noidant (52)	Tombereau rigide/Dumper
Côte d'Or	Noidant (52)	Chargeuse
Côte d'Or	Noidant (52)	Chargeuse
Côte d'Or	Noidant (52)	Tombereau rigide/Dumper
IdF	Presles et Boves (02)	Chargeuse
IdF	Presles et Boves (02)	Chargeuse
Côte d'Or	Rouvres (21)	Chariot de manutention
Côte d'Or	Rouvres (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Rouvres (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Rouvres (21)	Chargeuse

Agence	Site	Engin
Côte d'Or	Rouvres (21)	Tombereau articulé
Côte d'Or	Rouvres (21)	Chargeuse
Côte d'Or	Rouvres (21)	Chargeuse
Franche-Comté	Roye (70)	Chargeuse
Franche-Comté	Roye (70)	Chargeuse
Centre	Saint-Eloi (58)	Chargeuse
Centre	Saint-Eloi (58)	Chariot de manutention
Centre	Saint-Eloi (58)	Chargeuse
Centre	Saint-Eloi (58)	Chariot de manutention
Centre	Saint-Eloi (58)	Chariot de manutention
Côte d'Or	Sennecey (71)	Pelle
Côte d'Or	Sennecey (71)	Tombereau rigide/Dumper
Côte d'Or	Sennecey (71)	Chargeuse
Côte d'Or	Sennecey (71)	Tombereau rigide/Dumper
Côte d'Or	Sennecey (71)	Mini Pelle
IdF	Soupir (02)	Chargeuse
IdF	Soupir (02)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	St Rémy (57)	Chargeuse
Centre	Sully (45)	Chargeuse
Centre	Sully (45)	Chargeuse
Centre	Sully (45)	Chariot de manutention
Alsace -Lorraine	Vandières (54)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	Vandières (54)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	Vandières (54)	Chargeuse
Alsace -Lorraine	Vandières (54)	Pelle
Alsace -Lorraine	Vandières (54)	Chariot de manutention
Alsace -Lorraine	Vandières (54)	Chariot de manutention
Alsace -Lorraine	Vandières (54)	Mini chargeuse
Alsace -Lorraine	Vandières (54)	Trax/Bull/Bouteur
IdF	Vernou (77)	Chargeuse
IdF	Vernou (77)	Chargeuse
Franche-Comté	Vincent (39)	Chargeuse
Franche-Comté	Vincent (39)	Chargeuse
Franche-Comté	Vincent (39)	Chargeuse

Sur chacun des sites, les matériels et techniques mis en œuvre permettront la meilleure exploitation possible du gisement avec le souci majeur d'assurer la sécurité du personnel, des clients et des riverains de l'exploitation, mais également d'appliquer les mesures nécessaires à la protection de l'environnement. EQIOM Granulats fera l'acquisition de matériels neufs nécessaires à l'exploitation en complément de ceux déjà disponibles.

L'expérience de la société dans le domaine de l'exploitation des carrières, les moyens techniques dont elle dispose et la compétence de son personnel démontrent et justifient les capacités de l'entreprise à conduire à la fois des exploitations de carrières et des installations classées de transformation des minéraux.

VI. MOYENS FINANCIERS, HUMAINS ET MATERIELS MIS EN ŒUVRE POUR L'EXPLOITATION DE LA CARRIERE

Le montant total des investissements nécessaires à l'exploitation de la carrière d'Etais la Sauvin située dans le département de l'Yonne (89) et faisant l'objet d'une demande d'autorisation environnementale pour une durée d'exploitation de 20 années et un gisement total de 2 608 000 tonnes, est évalué à **3 200 000 euros sur 20 années** correspondant à :

- Coûts de maîtrise foncière (coûts de foretage) : 1 550 000 €
- Coûts de préparation du terrain avant exploitation (bornage, clôture, V.R.D., bassin, aménagements paysagers, etc ..) : 100 000 €
- Coûts de production des matériaux intégré au budget de fonctionnement du site avec un le traitement par l'installation existante.
- Coût du minage pour abattage des matériaux (forage, minage (y compris le personnel)) : 850 000 €
- Coût du suivi environnemental du site (analyses d'eaux, de bruit, des poussières, biodiversité) : 300 000 €
- Coût de la remise en état intégrant les opérations de décapage, de défrichement et de reboisement : 400 000 €
- Pour un total de 3 200 000 € sur 20 années, soit un **coût annuel moyen de fonctionnement de 160 000 €.**

Le financement de ces investissements se fera **exclusivement sur fonds propres** de la société Eqiom Granulats. Il n'est pas prévu que la société Eqiom Granulats ait recours à l'emprunt.

Eu égard aux données financières, la société EQIOM Granulats dispose ainsi des capacités financières pour exploiter la carrière d'Etais-la-Sauvin, étant précisé qu'en tout état de cause, les recettes d'exploitation obtenues au fur et à mesure de l'exploitation de la carrière permettront de couvrir les coûts de fonctionnement de celle-ci exposés ci-dessus.
A toutes fins utiles, il est précisé que 5 personnes travailleront sur le site :

- 1 responsable d'exploitation en charge également d'autres carrières sur le département de l'Yonne et de l'Aube;
- 1 chef de carrière responsable également des carrières de l'Yonne,
- 1 chef d'équipe,
- 2 conducteurs d'engins ;
- 1 agent au pont bascule,

Enfin, la liste des matériels mis en œuvre sur le site sera *a minima* la suivante :

- 1 installation fixe de concassage et de criblage ;
- 1 tombereau pour l'alimentation de l'installation mobile,
- 1 chargeuse pour le chargement client et pour le front de taille ;
- 1 pont bascule et des bureaux,

PARTIE 2 BUREAU D'ETUDE ASSISTANT LE DEMANDEUR

Dans le cadre de son projet, la société EQIOM s'est rapprochée du bureau d'études ARTIFEX pour se faire accompagner dans le montage du projet et la rédaction du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale Unique. L'ensemble des intervenants est présenté ci-après.

ARTIFEX
70 Bis Avenue du Drapeau 21000 DIJON
05 63 48 10 33
Réalisation du dossier d'autorisation environnementale
Sébastien WATEL - Chef de projets Caroline PLANCHE - Responsable d'études paysage

ÉCOSPHÈRE Agence Centre-Bourgogne
112 rue du Nécotin 45000 ORLEANS
02 38 42 12 90
Réalisation du volet naturel de l'étude d'impact
Matthieu ESLINE - Chef de projets Maxime COLLET – Chef de projets Iserette ANDRE – Chargée d'études faunistiques Ulysse BOURGEOIS - Géomaticien

C

PRESENTATION DE LA CARRIERE ACTUELLE

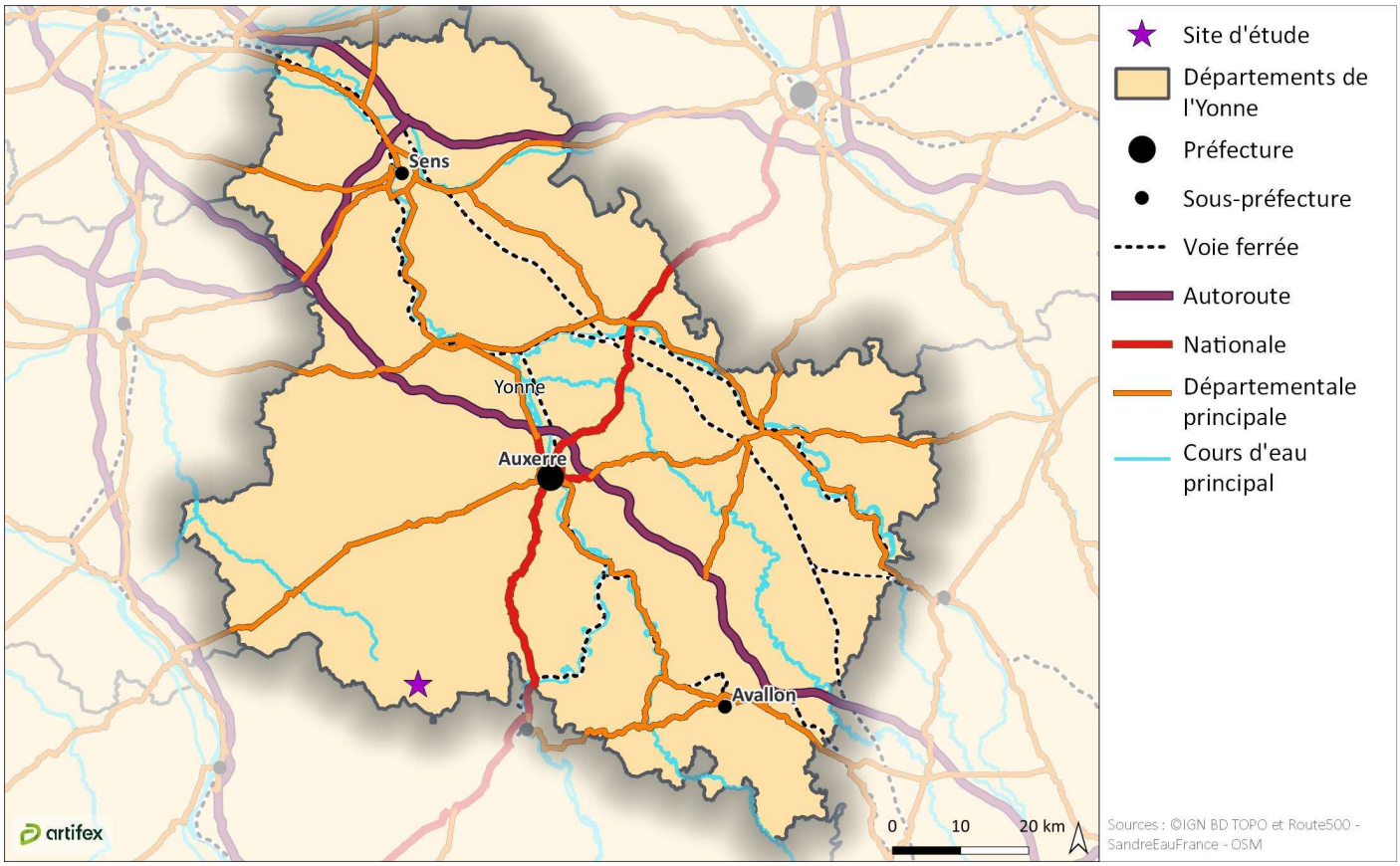


PARTIE 1 LOCALISATION ET MAITRISE FONCIERE

I. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La carrière, objet de la demande d'autorisation de renouvellement et d'approfondissement se trouve en région Bourgogne-Franche-Comté, au Sud du département de l'Yonne (89), sur la commune d'Etais-la-Sauvin, à environ 35 km au Sud-Ouest d'Auxerre. Notons que la commune d'Etais-la-Sauvin est limitrophe avec le département voisin de la Nièvre.

Illustration 6 : Emplacement du site dans le département
Réalisation : ARTIFEX 2024



La carrière se localise à l'Ouest du territoire communal d'Etais-la-Sauvin. Plus précisément elle se situe au lieu-dit « le Gros Teureau », le long de la route départementale D6 qui permet de relier la commune voisine de Lainsecq.

Les illustrations suivantes localisent le projet au niveau de la commune et sur la carte IGN.

Illustration 7 : Emplacement du site sur la commune
Réalisation : ARTIFEX 2024

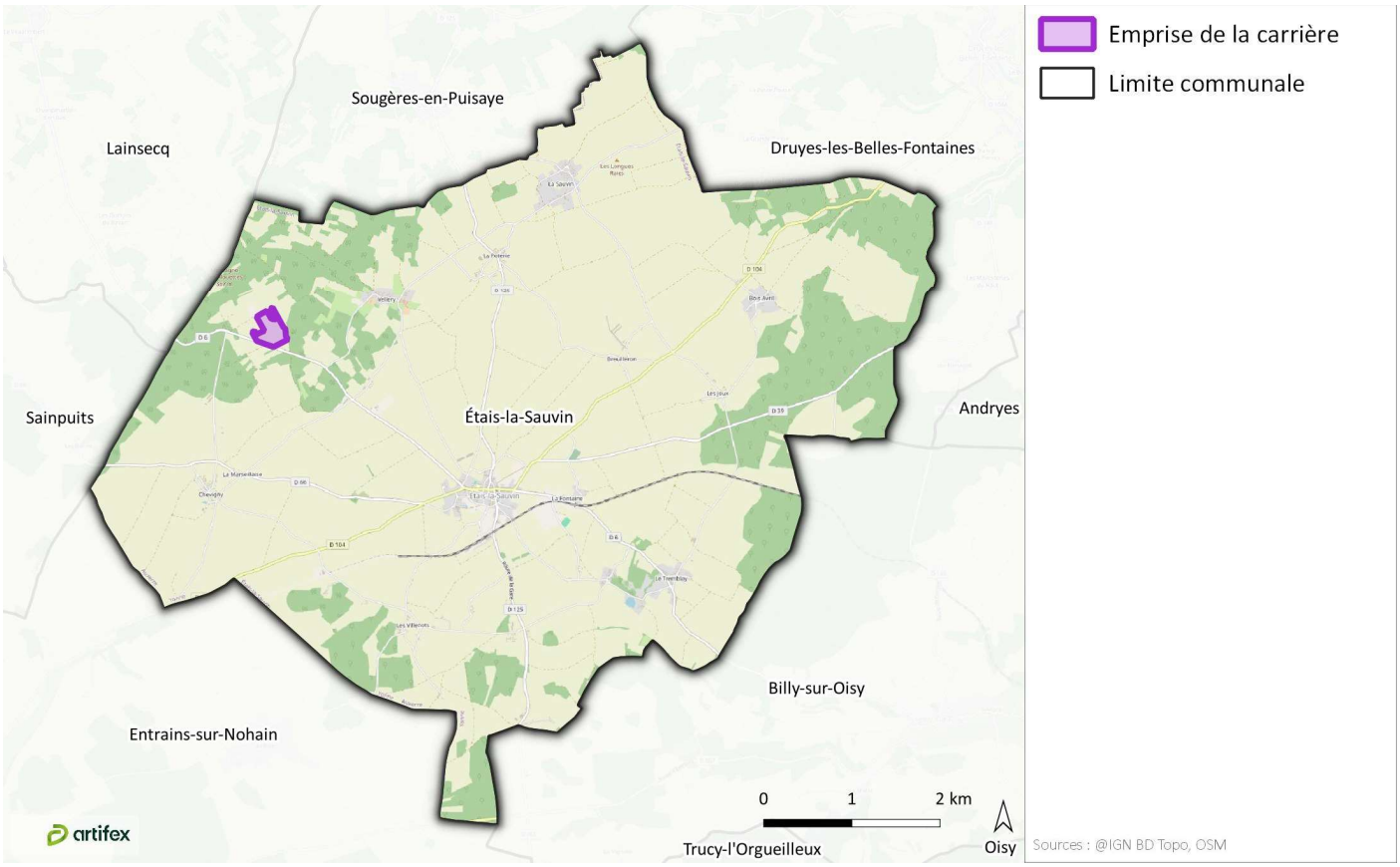
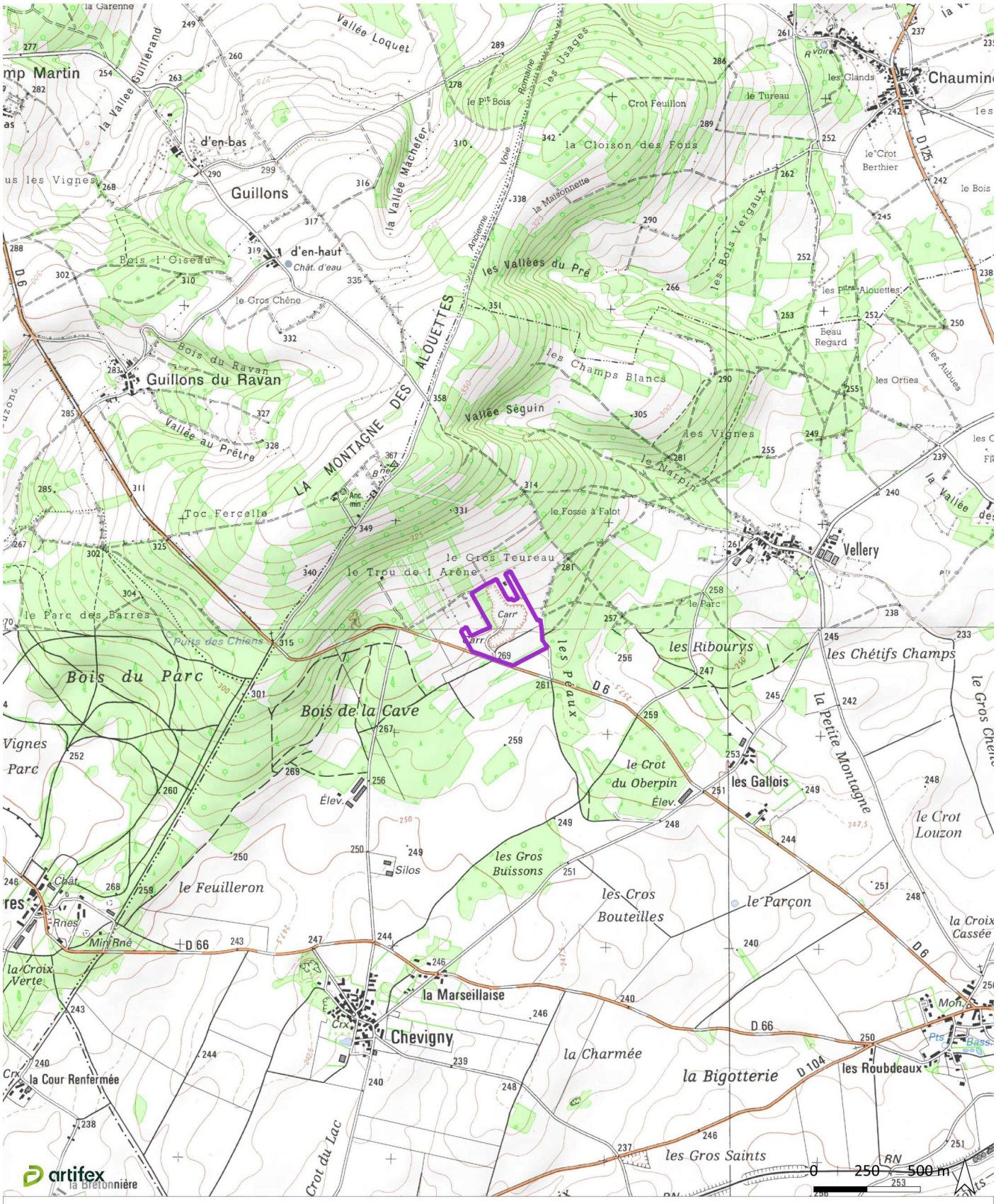


Illustration 8 : Plan de situation
Réalisation : ARTIFEX 2024



Emprise de la carrière

Sources : ©IGN Scan 25 et BD Alti

II. MAITRISE FONCIERE

Le tableau ci-dessous présente les parcelles actuellement autorisées en carrière.

Commune	Section	Parcelle	Surface concernée par la carrière (en m²)
ETAIS-LA-SAUVIN	AH	198	8 698
		204	1 450
		205	3 201
		211	2 123
		212	3 211
		223	4 061
		224	2 934
		225	3 355
		226	4 705
		283	6 346
		284	738
		286	204
		287	49
		288	399
		295	238
		296	7 254
		297	7 843
		298	7 742
		299	2 305
		300	2 046
		301	356
		302	81
		Ancien chemin déblavier*	1 052
	ZN	18	21 987
		46	2 651
		Surface totale de la carrière	**95 029 m²**

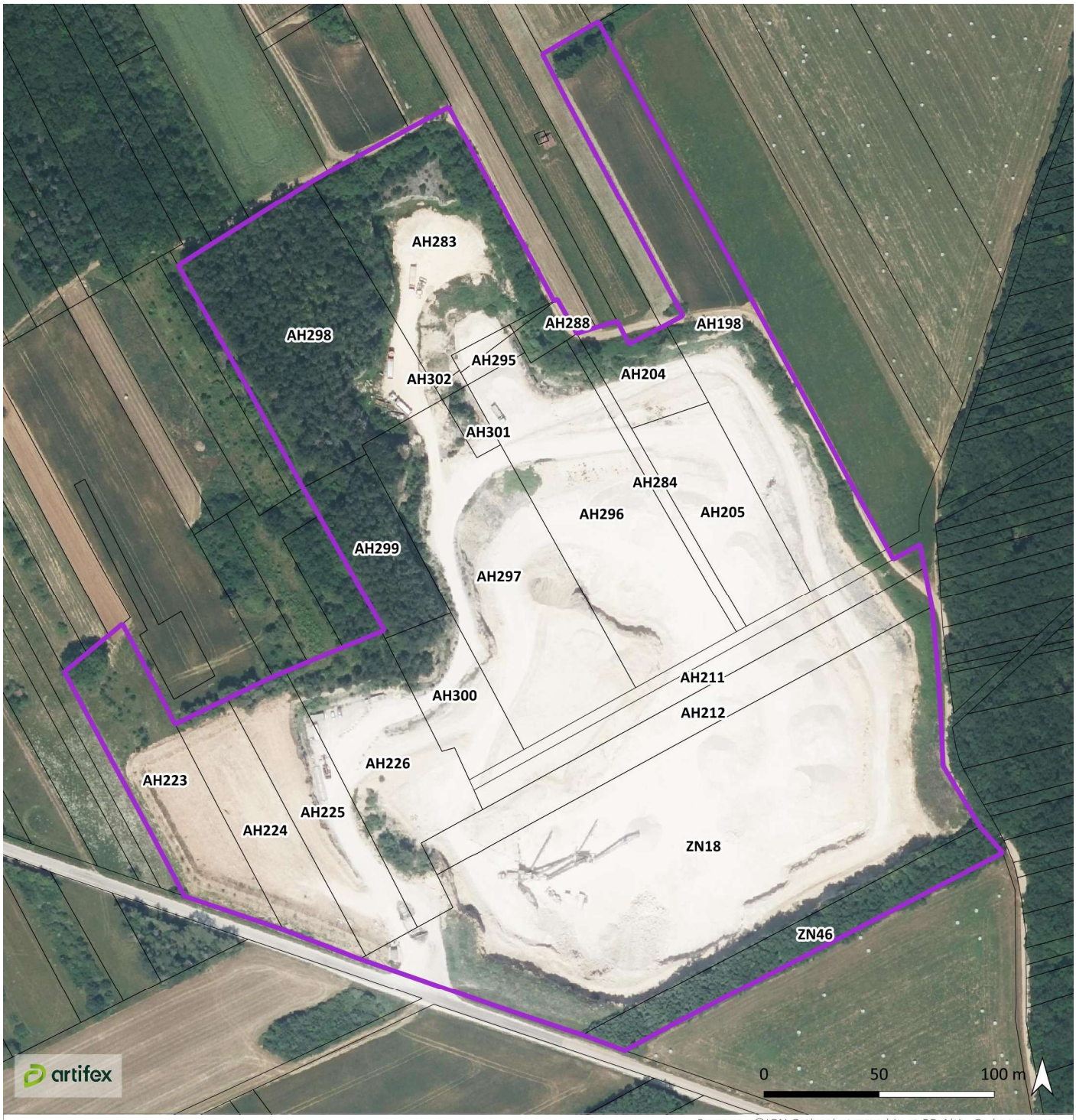
** l'arrêté préfectoral du 4 mai 2006 ne comptabilise pas l'ancien chemin Déblavier alors qu'il est inclus dans le périmètre actuel, il s'agit donc d'une régularisation*

La superficie totale actuellement concernée par la carrière est donc 9 ha 50 a 29 ca.

L'illustration en page suivante présente les parcelles concernées par le projet de carrière.

La société EQIOM Granulats bénéficie de la maîtrise foncière des terrains demandés.

Illustration 9 : Emprise cadastrale du projet
Réalisation : ARTIFEX 2024



PARTIE 2 HISTORIQUE DU SITE

I. CONTEXTE ADMINISTRATIF

La carrière d'Etais-la-Sauvin a fait l'objet de plusieurs arrêtés préfectoraux depuis 1973. Les différents arrêtés sont détaillés ci-après.

- **Arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mai 1973**

L'autorisation d'exploitation de la carrière était accordée à la société SAFAC, sur les parcelles 198, 204, 205, 206, 210 à 212, 225 et 226 de la section AH, pour une superficie totale de 3 ha 50 a 50 ca. La durée d'autorisation était de 9 ans.

Aucune production annuelle limite n'était indiqué dans l'arrêté préfectoral.

- **Arrêté préfectoral d'autorisation n001-82-308 du 30 avril 1982**

Cet arrêté concerne la poursuite de l'exploitation par la société SAFAC, sur une surface de 3 ha 50 a 50 ca pour une période de 9 ans. Le rythme annuel d'exploitation est de 80 000 tonnes.

- **Arrêté préfectoral n°91-161 du 22 août 1991**

L'arrêté préfectoral du 22 août 1991 autorise à la société SAFAC à exploiter la carrière sur les parcelles 198, 204, 205, 206, 210, 211, 212, 284, 297, 300 et 301 de la section AH. Les caractéristiques de l'autorisation sont les suivantes :

  - Surface d'autorisation : 3 ha 43 a 91 ca
  - Durée : 9 ans
  - Rythme : 80 000 tonnes par an

- **Arrêté préfectoral n°2006-0222 du 4 mai 2006**

L'arrêté préfectoral du 4 mai 2006 autorise à la société SAFAC à exploiter la carrière sur les parcelles 198, 204, 205, 206, 210, 211, 212, 223, 224, 225, 226, 283, 284, 286, 287, 288, 295, 297, 298, 299, 300, 301 et 302 de la section AH et 18, 46 de la section ZN. Les caractéristiques de l'autorisation sont les suivantes :

  - Surface d'autorisation : 9 ha 39 a 77 ca
  - Durée : 20 ans
  - Rythme : 100 000 tonnes par an
  - Rubrique 2515 : puissance de 550 kW

- **Arrêté préfectoral complémentaire n°2009-340 du 4 août 2009 (changement d'exploitant)**

Le 4 août 2009, par l'arrêté préfectoral n°2009-340, la société SAS CALEXY est autorisée à se substituer à la société SAFAC pour l'exploitation du site.

- **Arrêté préfectoral complémentaire n°2020-0109 du 16 juin 2020 (changement d'exploitant)**

Le 16 juin 2020, par l'arrêté préfectoral n°2020-0109, la société EQIOM Granulats est autorisée à se substituer à la société SAS CALEXY pour l'exploitation du site.

- **Arrêté préfectoral complémentaire n°2022-540 du 21 novembre 2022**

L'arrêté préfectoral complémentaire du 21 novembre 2022 autorise la société EQIOM Granulats à augmenter sa production à 130 000 tonnes pour l'année 2022.

On trouvera une copie de ces arrêtés préfectoraux en annexe du présent document.

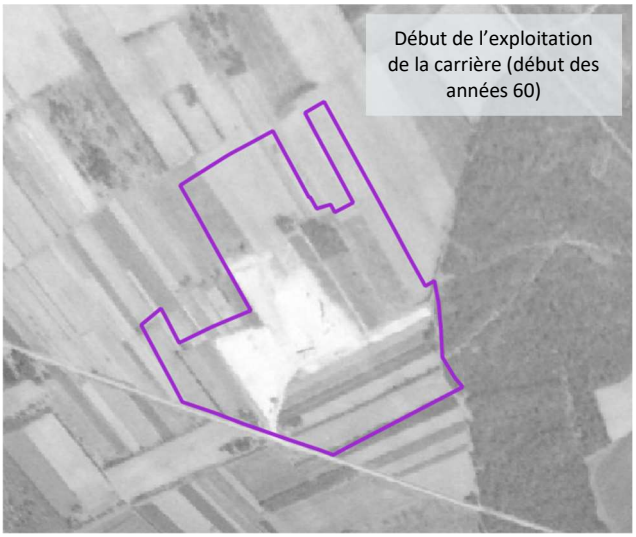
II. EVOLUTION DU SITE

L'illustration en page suivante permet de visualiser l'évolution de la carrière depuis la fin des années 1950. On remarque qu'entre 1983 et 2014, l'emprise de la carrière reste identique, l'exploitation se déroule essentiellement en s'approfondissant.

Illustration 10 : Historique de la carrière – Evolution du site
Réalisation : ARTIFEX 2024



1957



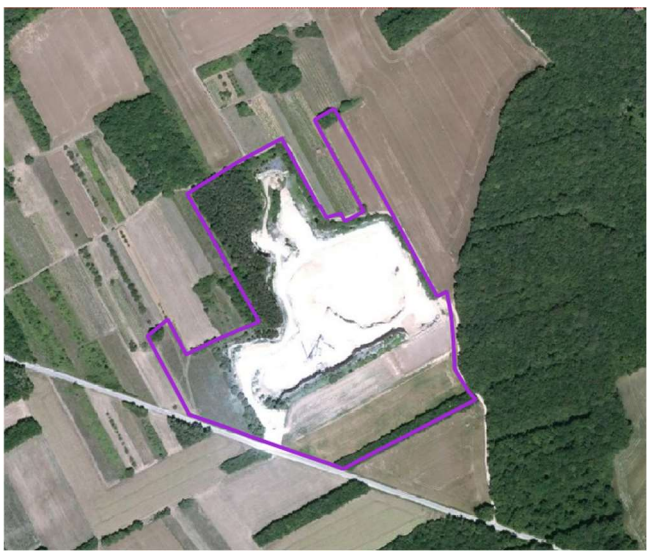
1968



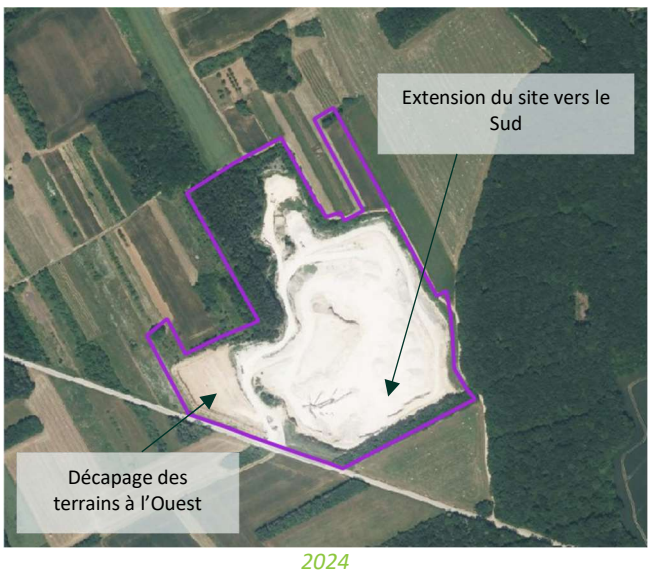
1983



1999



2014



2024

III. ETAT ACTUEL DU SITE

La carrière actuelle comprend une fosse d'exploitation d'environ 5,2 ha, en dent creuse, dont la cote minimale est à 247,0 m NGF au niveau des installations. Deux fronts de taille, d'une hauteur maximale de 15 m sont présents.

Sur le carreau de la fosse, on retrouve l'installation de traitement ainsi que les différents stocks.

A l'Ouest du site, on trouve une zone décapée, correspondant à l'exploitation actuelle.

La majeure partie des bâtiments se situe au Sud, vers l'entrée du site :

- Les bureaux, les sanitaires et l'accueil du site ;
- Le pont bascule ;
- Le laboratoire de contrôle qualité ;
- Le local à huiles ;
- Des bennes de tris.

Un réseau de pistes internes dessert les différentes activités.



Bungalow d'accueil

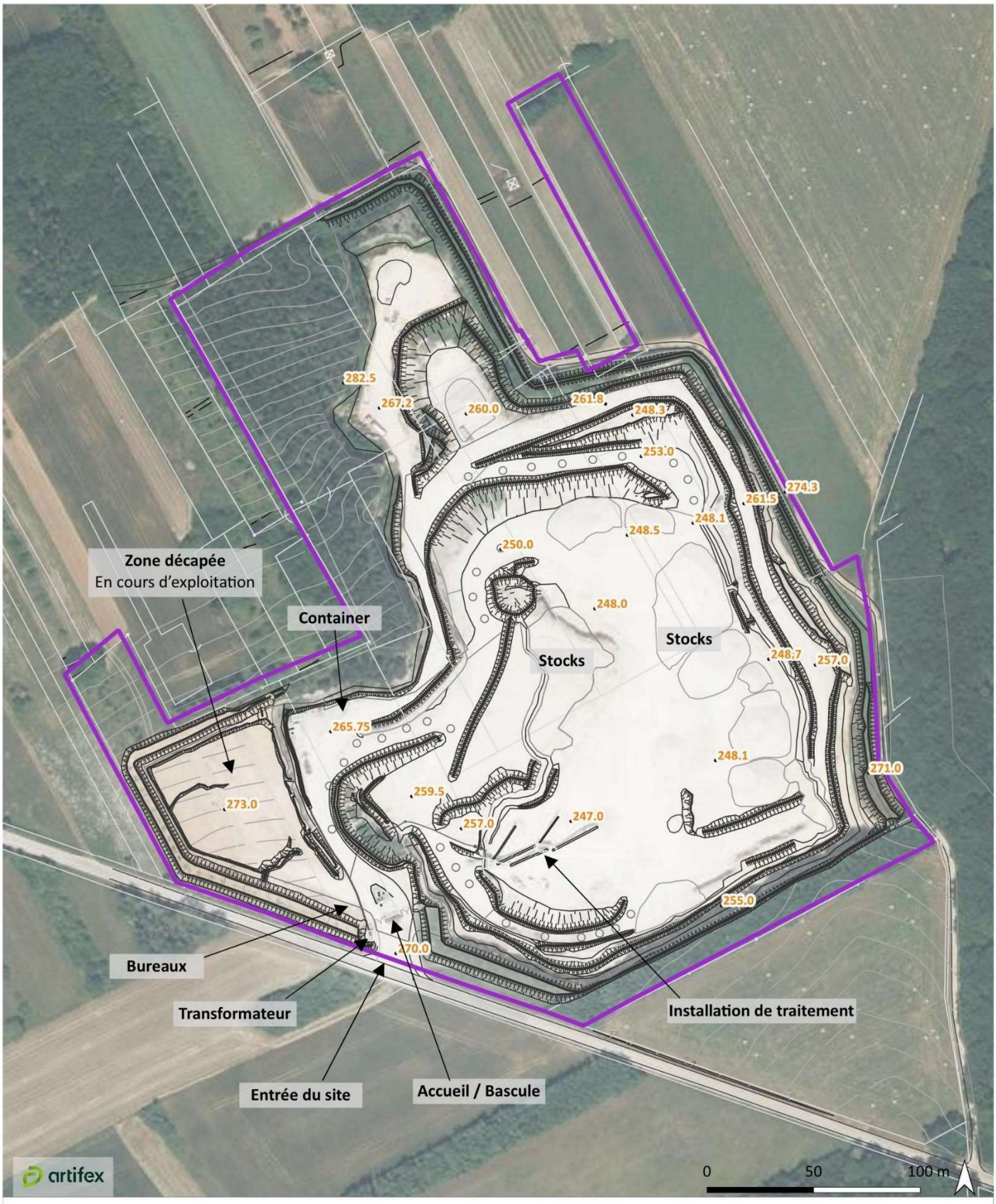


Pont bascule



Vue générale de la carrière
Source : ARTIFEX 2024

Illustration 11 : Etat actuel du site du site
Réalisation : ARTIFEX 2024



D

LE PROJET DE RENOUVELLEMENT ET D'PPROFONDISSEMENT

PARTIE 1 DESCRIPTION DU PROJET

Le projet, objet de la présente demande, concerne le renouvellement et l'approfondissement de la carrière d'Etais-la-Sauvin, exploité par la société EQIOM Granulats. Ce site permet l'extraction de matériaux calcaires pour fournir en granulats les activités du BTP du secteur.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution projetée du site vis-à-vis de la situation actuelle.

Caractéristiques	Carrière actuellement autorisée	Présent projet de renouvellement et d'approfondissement
Surface	9 ha 39 a 77 ca	**9 ha 50 a 29 ca***
Surface exploitable	5,9 ha	**7,44 ha**
Gisement commercialisable	1 979 000 t	**2 607 084 t**
Niveau minimum d'exploitation	247 m NGF	**227 m NGF**
Durée demandée	30 ans	**20 ans****
Production annuelle moyenne	100 000 t	**100 000 t**
Production annuelle maximale	130 000 t***	**130 000 t**
Traitement des matériaux	Puissance installée : 550 kW	Puissance installée : 550 kW
Accueil de matériaux inertes pour la remise en état du site	/	**10 000 t/an**

** l'arrêté préfectoral du 4 mai 2006 ne comptabilise pas l'ancien chemin Déblavier alors qu'il est inclus dans le périmètre actuel. Une surface de 1 052 m² est donc ajoutée pour la régularisation.*

*** La durée est basée sur l'hypothèse de production maximale*

*** l'arrêté préfectoral du 4 mai 2006 n'indique qu'une production moyenne annuelle de 100 000 tonnes, sans indiquer de maximum. L'AP complémentaire du 21 novembre 2022 autorise une augmentation de la production à 130 000 tonnes, uniquement pour l'année 2022. C'est ce chiffre qui a été retenu comme production maximale pour ce tableau.

I. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

1. ACTIVITES SUR LE SITE

L'activité sur le site d'Etais-la-Sauvin se décompose en plusieurs opérations :

- **Décapage et découverte du gisement** : il s'agit de retirer la terre végétale et les stériles recouvrant le gisement. Ces matériaux seront stockés en limites périphériques du site ou directement employés pour la remise en état du site. Dans la zone Nord-Ouest du site, préalablement à cette opération, un déboisement/défrichement des terrains sera réalisé.
- **Exploitation du gisement** : il s'agit d'extraire le gisement à l'aide de tirs de mines en créant des fronts d'exploitation de 15 m de hauteur maximum séparés par des banquettes de 10 m de largeur.
- **Evacuation du tout-venant et traitement des matériaux** : les matériaux bruts sont acheminés vers l'installation de traitement via des pistes internes. Les matériaux sont ensuite traités (concassage/criblage) afin réaliser les différentes granulométries souhaitées.
- **Evacuation des produits finis** : Les matériaux élaborés sont évacués par la route en empruntant la départementale D6 qui borde la carrière, soit vers l'Ouest jusqu'à Etais-la-Sauvin pour récupérer la RD104, soit vers l'Est jusqu'à Lainsecq pour rejoindre ensuite la vallée de la Loire.
- **Accueil de matériaux inertes extérieurs** : des matériaux inertes extérieurs, issus de chantiers du BTP du secteur, seront accueillis sur le site pour réaliser les aménagements prévus par la remise en état de la carrière.
- **Remise en état du site** : le réaménagement consiste à taluter, remblayer partiellement les fronts d'exploitation et végétaliser le site.

Ces étapes sont détaillées en Partie 3 .

2. CARACTERISTIQUES DU PROJET

2.1. Surfaces

La superficie de la présente demande est de **9 ha 50 a 29 ca**.

Une bande réglementaire minimale de 10 m de largeur sera conservée entre le périmètre d'autorisation et la fosse d'extraction (afin de garantir la stabilité des terrains voisins).

La superficie d'extraction est donc d'environ 7,44 ha.

2.2. Durée d'exploitation

L'exploitation est prévue pour une durée de **20 ans**, comprenant l'extraction du tonnage autorisé et la remise en état coordonnée. Cette durée globale est compatible avec les réserves de gisement, le rythme d'exploitation retenu et la remise en état proposée.

2.3. Production

Le volume de gisement calcaire exploitable est de 1 022 386 m^3, ce qui représente un tonnage commercialisable de **2 607 084 t** (densité de 2,55).

La production demandée est de **100 000 t/an en moyenne** et **130 000 t/an au maximum**.

2.4. Limites en profondeur

La cote minimale du carreau sera de **227 m NGF.** Il est en effet prévu un approfondissement de 20 m, par rapport à la situation actuelle, sur l'ensemble du site.

II. CADRE REGLEMENTAIRE DU PROJET

1. NOMENCLATURE ICPE

1.1. Rubriques de la nomenclature ICPE

Les rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) concernées par le présent projet sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Les rubriques de la nomenclature ICPE concernées dans le cadre du présent projet sont les suivantes :

Rubrique ICPE	Nature de l'activité	Volume de l'activité	A, E, D*
2510.1	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux	Superficie totale : 9 ha 50 a 29 ca Rythme moyen d'exploitation : 100 000 t/an Cote minimale : 227 m NGF Durée de l'autorisation : 20 ans	**A**
2515.1a	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	Puissance totale : 550 kW	**E**
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Surface utilisée : < 10 000 m^2	**D**

* A : Autorisation E : Enregistrement D : Déclaration NC : Non classé

Le régime de classement est défini en fonction du seuil indiqué dans la nomenclature des installations classées. A partir du moment où un établissement comporte plusieurs installations classées dont l'une est soumise à autorisation, le principe de connexité (Code de l'Environnement) amène à considérer que l'ensemble est soumis à autorisation.

Ainsi, le site est soumis à autorisation préfectorale au titre de la nomenclature des Installations Classées.

1.2. Arrêté de prescription générale

Les arrêtés ministériels (arrêtés de prescriptions générales) qui fixent les prescriptions applicables aux installations du projet d'EQIOM sur le site d'Etais-la-Sauvin sont les suivants :

Rubrique	Arrêté ministériel
2510.1	Arrêté du 22/09/94 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières
2515.1a	Arrêté du 26/11/12 modifié par l'arrêté du 22/10/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (modifié par l'arrêté du 22/10/2018)
2517.1	Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (modifié par l'arrêté du 22/10/2018)

Les prescriptions générales de ces arrêtés seront respectées par la société EQIOM Granulats. De plus, EQIOM Granulats respectera les prescriptions générales sur l'accueil des matériaux inertes extérieurs définies par l'arrêté du 12/12/2014.

2. RUBRIQUE LOI SUR L'EAU

L'activité du site est également soumise à la Loi sur l'Eau. A titre indicatif, les rubriques concernées sont les suivantes :

Rubrique	Désignation de l'activité	Seuil de classement	Capacité de l'activité	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	Supérieur à 20 ha : **Autorisation** Supérieur à 1 ha mais inférieur à 20 ha : **Déclaration**	La surface de la carrière est inférieure à 20 ha	Déclaration

Le projet est donc soumis à déclaration au titre de la nomenclature Loi sur l'Eau.

PARTIE 2 ORGANISATION DU SITE

I. FONCTIONNEMENT

Dans le cadre du projet, les horaires d'activité et le fonctionnement générale resteront identiques à l'organisation actuelle.

1. HORAIRES DE FONCTIONNEMENT

Les horaires de fonctionnement du site sont :

- Du lundi au jeudi : 7h30-12h / 13h30-17h
- Le vendredi : 7h30-12h / 13h30-16h

2. ENGINS

L'exploitation s'effectuera à l'aide des mêmes engins que ceux actuellement employés sur la carrière autorisée :

- 1 tombereau articulé pour l'évacuation des matériaux bruts
- 2 chargeuses pour l'alimentation de l'installation de traitement et le chargement des camions

Ces engins sont équipés d'un système « cri du lynx ». Il s'agit d'un avertisseur sonore venant en remplacement du « bip » de recul habituellement équipé sur les engins de chantier. Ce système diffuse le signal de recul uniquement dans l'axe de la zone de danger permettant ainsi de réduire de façon significative la pollution sonore.

L'apport des matériaux inertes destinés à la remise en état du site est réalisé par semi-remorques.

3. APPROVISIONNEMENT

3.1. Electricité

Le site est raccordé au réseau électrique. Un transformateur électrique est présent à l'entrée du site. L'électricité est utilisée pour l'alimentation de l'installation de traitement, les bureaux, ateliers, le pont bascule…

Les installations électriques sont contrôlées annuellement.



Transformateur électrique au niveau de l'entrée du site

3.2. Hydrocarbures

Les opérations de ravitaillement s'effectuent sur une aire étanche bétonnée reliée à un décanteur-déshuileur.

Les stockages d'huiles et lubrifiants sont sur bacs de rétention, dans un container fermé.

Des kits anti-pollution sont présents dans les bureaux et dans chaque engin.



Container fermé contenant les huiles et lubrifiants sur bacs de rétention

3.3. Eau

Afin d'assurer une gestion des poussières, notamment par temps sec et venté, de l'eau est utilisée sur le site. Cette eau proviendra d'un bassin de rétention des eaux pluviales qui sera créé entre la piste d'accès au carreau et un front de taille. L'arrosage des pistes principales s'effectue à l'aide d'un camion-citerne munie d'une rampe.

L'alimentation en eau potable du personnel de la carrière est assurée par des bouteilles d'eau minérale acheminées sur place. Les locaux du personnel et les sanitaires sont reliés au réseau d'eau potable.

II. MOYENS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE

1. SUIVI ENVIRONNEMENTAL DU SITE

Plusieurs suivis environnementaux sont et seront réalisés sur le site :

- Niveaux acoustiques (mesures en limite de site et au niveau des zones à émergence réglementées : tous les 5 ans) ;
- Vibrations (à l'aide d'enregistreurs au niveau de la bascule : à chaque tir de mine) ;
- Poussières environnementales dans le cadre du plan de surveillance des émissions de poussières (à l'aide de jauges Owen positionnées en périphérie du site : 4 campagnes par an) ;
- Eau (analyse de la qualité de l'eau au niveau des points de rejets : tous les ans.

2. SURVEILLANCE DU SITE

Le site est et sera sous la surveillance du chef de carrière. Il est et sera clos en dehors des périodes d'activité et des portails seront présents sur ses différents accès. L'accès aux tiers, non autorisés après un accueil sécurité, est interdit.

Les installations électriques sont vérifiées périodiquement.

Les extincteurs sont vérifiés tous les ans.

PARTIE 3 L'EXPLOITATION DE LA CARRIERE

I. PRINCIPE D'EXPLOITATION

L'exploitation de la carrière se déroulera comme actuellement et selon les étapes suivantes :

- Réalisation des travaux préparatoires (sécurisation du site, défrichement, décapage de la terre végétale ;
- Extraction du gisement

1. TRAVAUX PREPARATOIRES

1.1. Sécurisation du site

Ces travaux sont destinés à faire en sorte que l'exploitation du site puisse débuter normalement, tout en respectant les règles élémentaires de sécurité et de protection de l'environnement. La présente demande concerne l'approfondissement de la carrière actuelle, il n'y a pas d'extension de surface. Les aménagements nécessaires à la bonne mise en place du projet sont donc déjà mis en place. Pour rappel, il s'agit de :

- L'information du public : la société mettra à jour, à l'entrée du site, le panneau indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
- Le bornage des terrains afin de délimiter le périmètre ;
- La mise en place d'une clôture, ou autre dispositif infranchissable, sur la périphérie du site et d'une signalisation informant de la présence de la carrière, du danger et de l'interdiction de pénétrer sur le site ;

1.2. Travaux de déboisement/défrichement

Les travaux de défrichement concerne la végétation présente au Nord-Ouest du site, cette zone sera exploitée au cours de la phase 1. Conformément aux prescriptions écologiques, les opérations de défrichement seront menées en automne uniquement.

Les travaux de défrichement concernent une surface de 1,0 ha

1.3. Travaux de décapage et découverte des terrains

Les opérations de décapage et découverte des terrains concernent uniquement les terrains présents au Nord-Ouest, au niveau de la zone à défricher. En effet, le reste de l'extraction demandée ne concerne que des zones déjà découvertes (approfondissement).

La couche des matériaux de découverte en place se compose d'une couche de terre végétale (très faible sur le site, de l'ordre de 10 à 20 cm environ) et de plaquettes calcaires. Ces matériaux seront utilisés dans le cadre de la remise en état. La découverte représente un volume de 13 591 m^3.

Les opérations de décapage sont réalisées à la pelle, au bouteur et aux dumpers.

2. EXTRACTION DU GISEMENT

2.1. Nature du gisement

Le gisement exploité sur le site d'Etais-la-Sauvin correspond aux calcaires récifaux de l'Oxfordien moyen et supérieur (prolongation du récif de Mailly-le-Château).

2.2. Tirs de mine

Comme c'est le cas actuellement, l'abattage du gisement sera réalisé à l'aide d'explosifs par mines profondes verticales amorcées aux détonateurs électriques à court-retard. La foration est assurée par une foreuse à marteau hydraulique sur chenilles.

Le transport et la mise en œuvre des explosifs ainsi que le forage, le bourrage et les tirs des mines sont réalisés par une entreprise extérieure. Les produits explosifs ne seront pas stockés sur le site. Ils sont délivrés à l'entreprise spécialisée directement sur le lieu d'utilisation par le fournisseur. Les explosifs sont mis en œuvre le jour même, dès réception. L'excédent est repris en consignation par le fournisseur.

Afin d'atténuer les phénomènes vibratoires, les tirs font appel à la méthode de court-retard permettant ainsi de fractionner la charge globale d'explosifs en plusieurs petites charges unitaires.

Chaque trou de mines a une hauteur qui varie en fonction de la localisation du tir. Le nombre de trou ainsi que le volume maximum d'explosif mis en œuvre varie également en fonction de la localisation du tir, afin de réduire l'impact sur le voisinage. Les vitesses particulaires émises lors des tirs sont contrôlées à chaque tir au niveau des habitations proches.

Des plans de tir sont présentés en page annexe, on retiendra les éléments suivants :

- Charge unitaire instantanée : 73,9 kg ;
- Charge totale : 2 500 kg

Les tirs sont réalisés les jours ouvrés à heure fixe. La commune d'Etais-la-Sauvin est prévenue de la date du tir par mail, la veille.

Le nombre de tir de mine variera selon les besoins de l'exploitant de la carrière. Il est de l'ordre de 8 à 12 tirs par an. Les tirs sont organisés pendant les jours ouvrables et les heures d'ouverture de la carrière.

2.3. Fronts d'extraction

Les fronts seront donc constitués de 3 à 4 gradins, chacun ayant une hauteur maximale de 15 m. Le gradin supérieur aura une hauteur variable selon la topographie, et ne dépassera pas 15 m de hauteur. Le gradin inférieur aura quant à lui une hauteur de 5 m au maximum. Ces gradins seront séparés chacun par une banquette intermédiaire de 8 m de large.

2.4. Cote finale d'extraction

L'exploitation du gisement sera menée en fosse jusqu'à la cote finale de **227 m NGF.** Il est en effet prévu un approfondissement de 20 m, par rapport à la situation actuelle.

2.5. Limite d'extraction

Une bande minimale de 10 m non exploitée sera conservée en périphérie de la zone d'extraction. Cette bande de terrain permettra :

- La préservation de la végétation (arbres, haies) favorisant l'intégration de la carrière dans son paysage ;
- Le maintien d'une bande tampon avec les terrains périphériques afin d'assurer leur stabilité.

2.6. Phasage d'exploitation de la carrière

Le phasage d'exploitation est réalisé en 4 phases quinquennales. Les illustrations de chacune de ces phases sont présentées dans les pages suivantes.

2.6.1. Phase 1

La première phase se décompose en plusieurs étapes. En effet, il est nécessaire de déplacer d'anciens remblais pour pouvoir accéder au gisement.

- *Phase 1a* :

  Il s'agit d'extraire le gisement dans la partie Ouest de la carrière, jusqu'à la cote 255 m NGF, c'est-à-dire selon un front de taille d'une hauteur de 10 m.

  A l'issu de l'extraction de cette zone, les matériaux présents au niveau des fronts Nord de la fosse actuelle seront déplacés vers l'Ouest, sur la zone précédemment extraite.

- *Phase 1b ;*

  L'extraction de la zone Nord-Ouest (zone occupée par les boisements) est réalisée jusqu'à la cote 262 m NGF. Un front de taille de hauteur de 13 m en moyenne sera présent. La carrière présentera alors un carreau supérieur à la cote 262 m NGF et un carreau inférieur à la cote 247 m NGF (carreau actuel).

  Au cours de cette phase, les matériaux présents en remblais au niveau des fronts de taille Nord du carreau actuel seront déplacés vers la zone ouest (zone extraite en phase 1a). Ces matériaux seront modelés pour former une butte topographique jusqu'à la cote 279 m NGF.

- *Phase 1c :*

  L'extraction de la partie Nord se poursuit en s'approfondissant de 15 m et ainsi rejoindre le carreau inférieur à la cote 247 m NGF. Un seul carreau est donc présent à l'issu de cette phase.

2.6.2. Phase 2

L'approfondissement se poursuit en partie Nord, pour atteindre la cote de 232 m NGF, soit 15 m en dessous du carreau actuel.

2.6.3. Phase 3

L'extraction se poursuit en direction du Sud, selon un front de 15 m de hauteur. Le carreau à la cote 232 m NGF occupe désormais la majeure partie de la fosse. Un approfondissement de 5 m, jusqu'à la cote 227 m NGF est également réalisée dans la partie centrale, la partie Nord n'est pas concernée.

2.6.4. Phase 4

L'extraction se poursuit en direction du Sud, selon un front de 15 m de hauteur et un front de 5 m de hauteur. Au cours de cette phase, les installations de traitement seront démontées (le gisement sous les installations sera exploité). Une installation mobile sera alors mise en place pour assurer le traitement des matériaux au cours de cette phase.

Le carreau final sera à la cote 227 m NGF.

Le tableau ci-dessous récapitule les différents volumes par phase :

		Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Total
Découverte (en m³)		13 039		552		**13 591**
Calcaire (gisement commercialisable	**(en m³)**	254 751	257 662	252 010	257 963	**1 022 386**
	(en tonnes)	649 615	657 038	642 626	657 806	**2 607 084**

Illustration 12 : Phase d'exploitation – Phase 1a - Extraction
Source : EQIOM Granulats - 2024

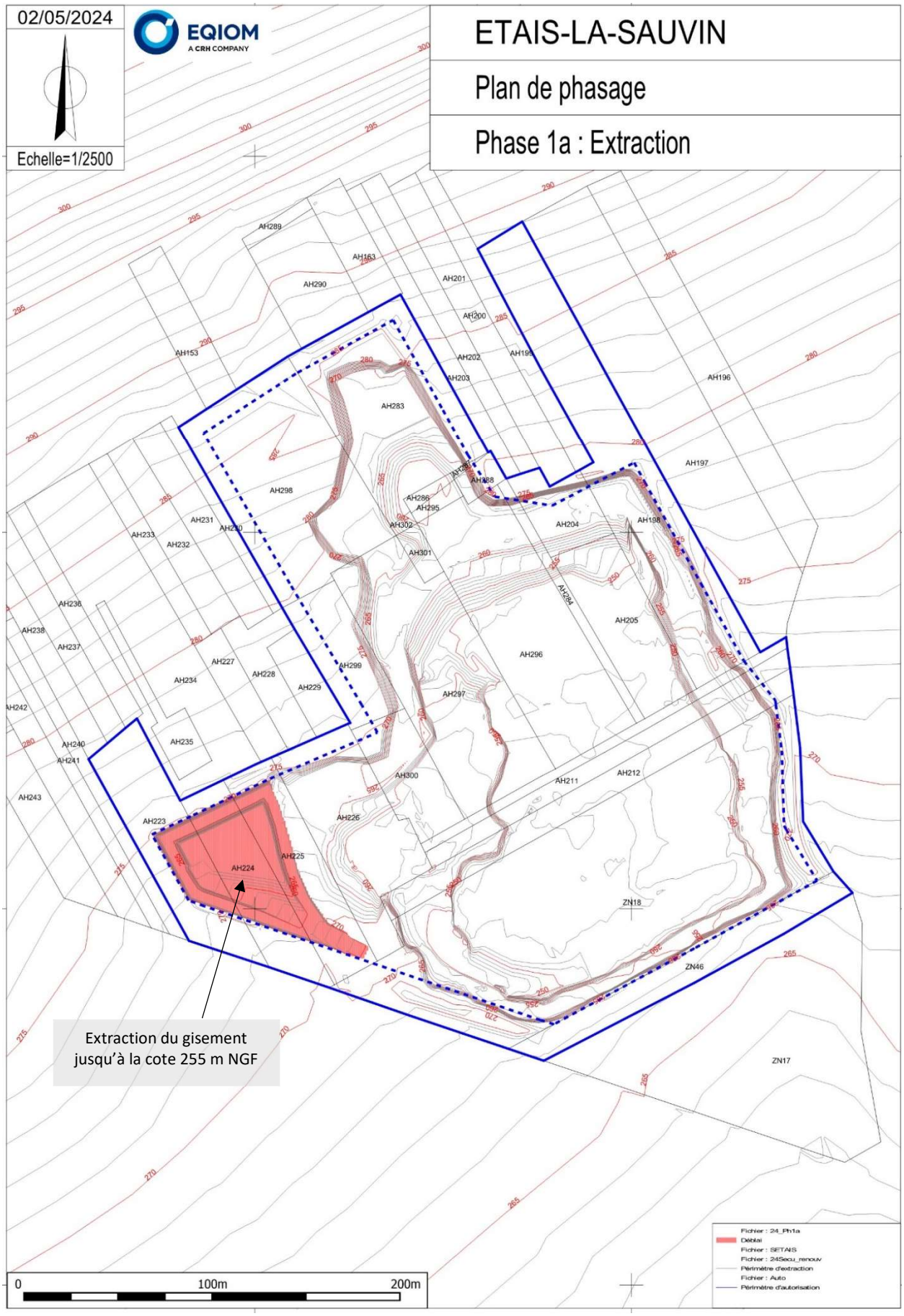


Illustration 13 : Phase d'exploitation – Phase 1a - Extraction
Source : EQIOM Granulats - 2024

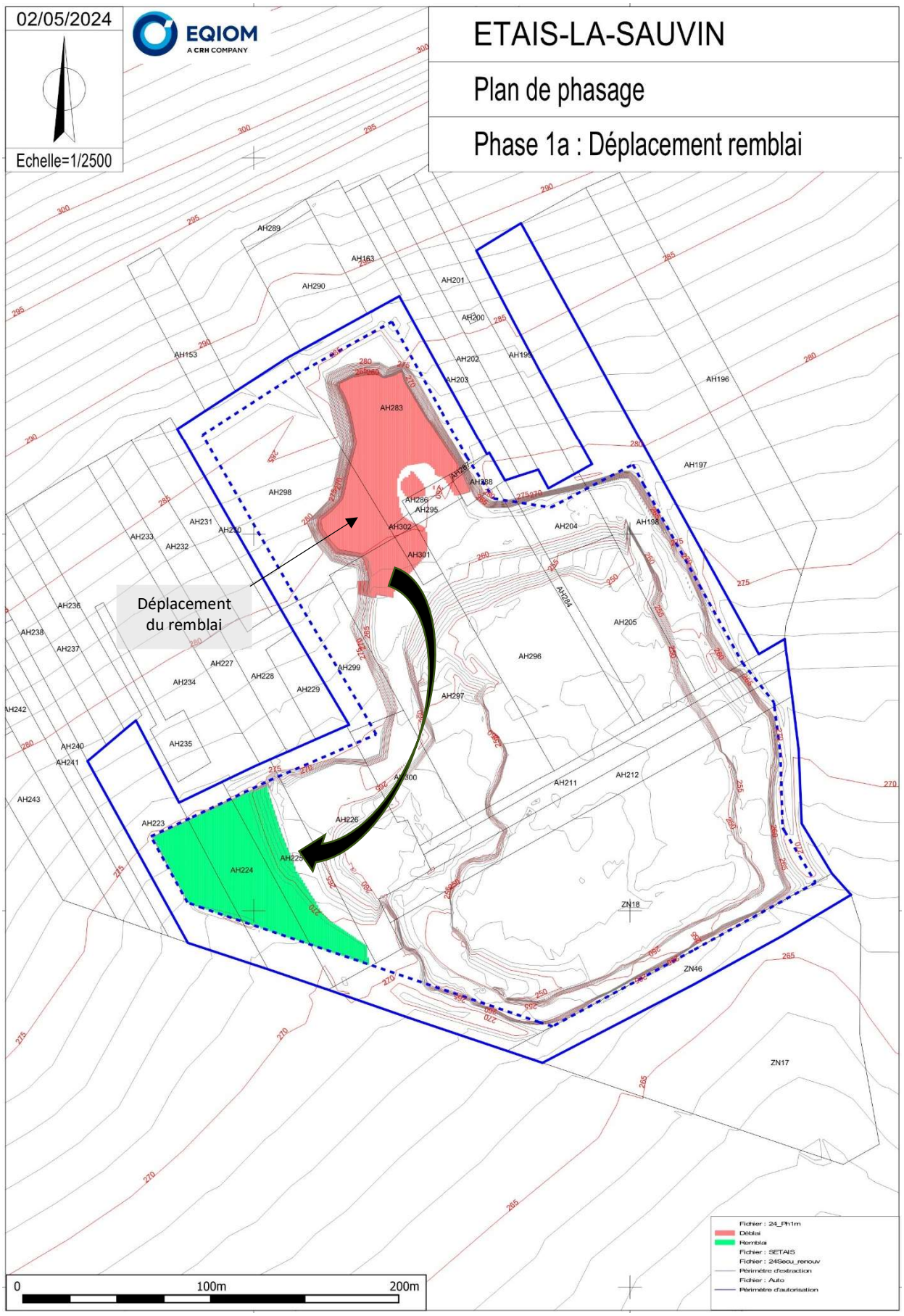


Illustration 14 : Phase d'exploitation – Phase 1b – Extraction
Source : EQIOM Granulats - 2024

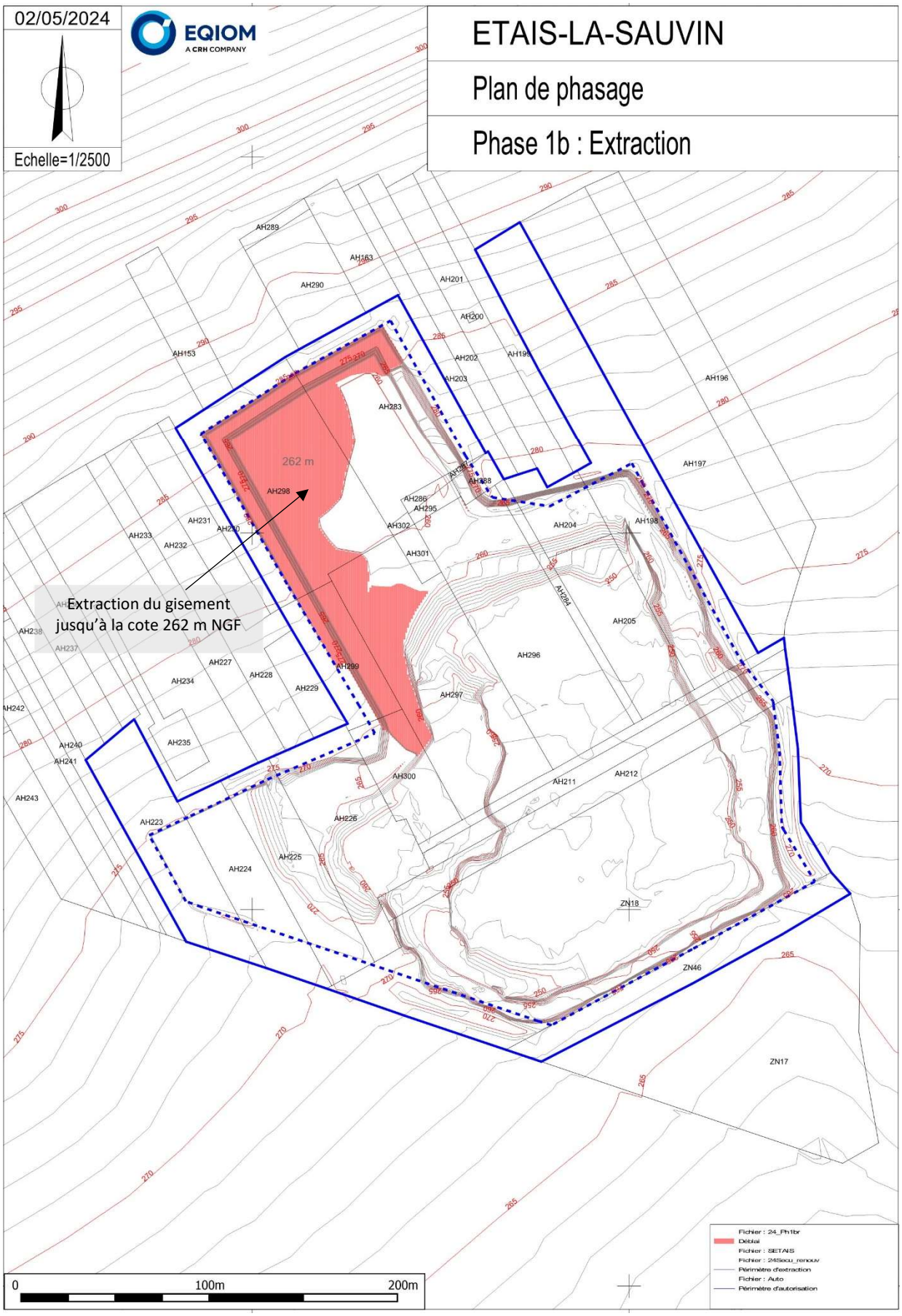


Illustration 15 : Phase d'exploitation – Phase 1b – Déplacement remblai
Source : EQIOM Granulats - 2024

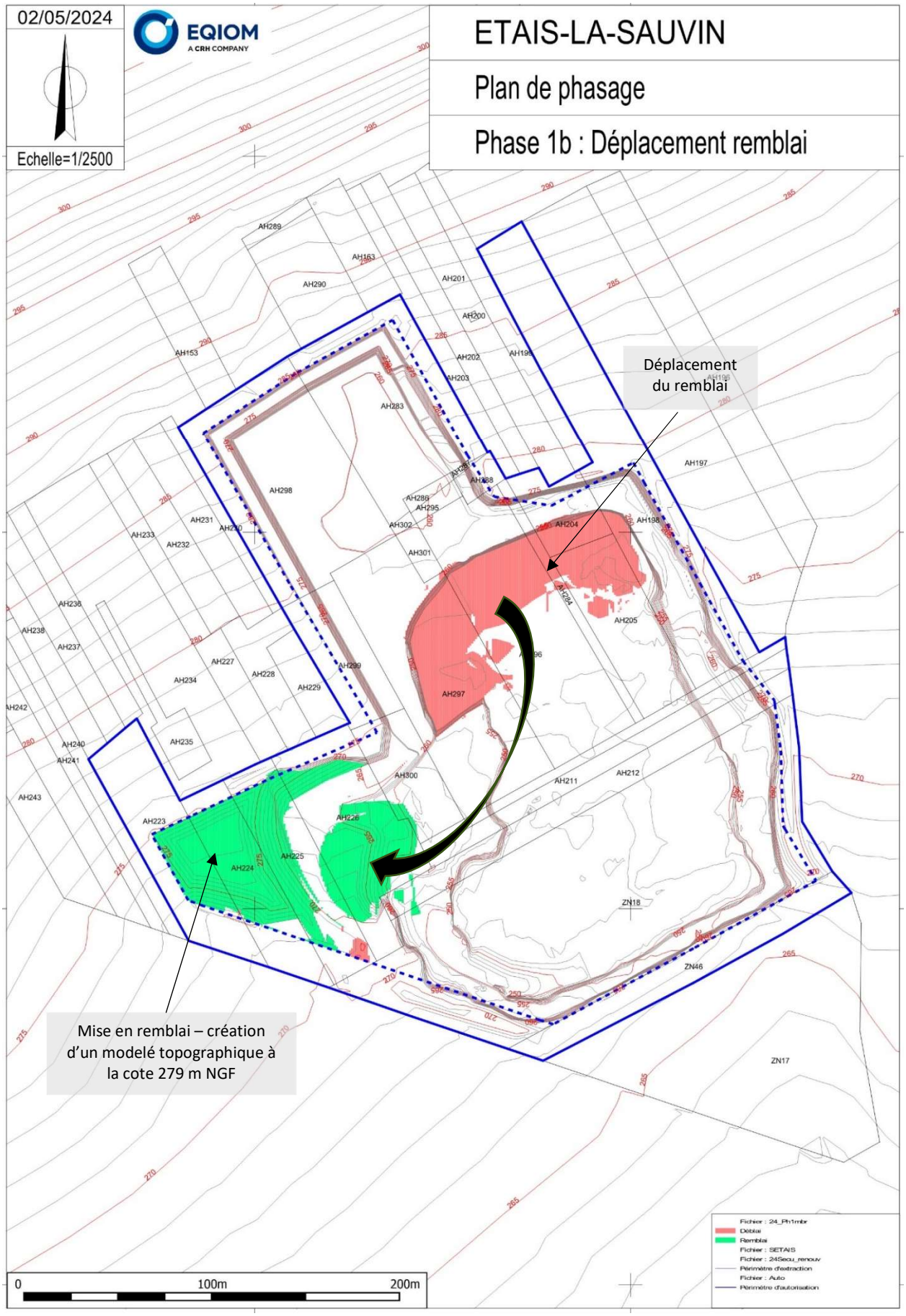


Illustration 16 : Phase d'exploitation – Phase 1c – Extraction
Source : EQIOM Granulats - 2024

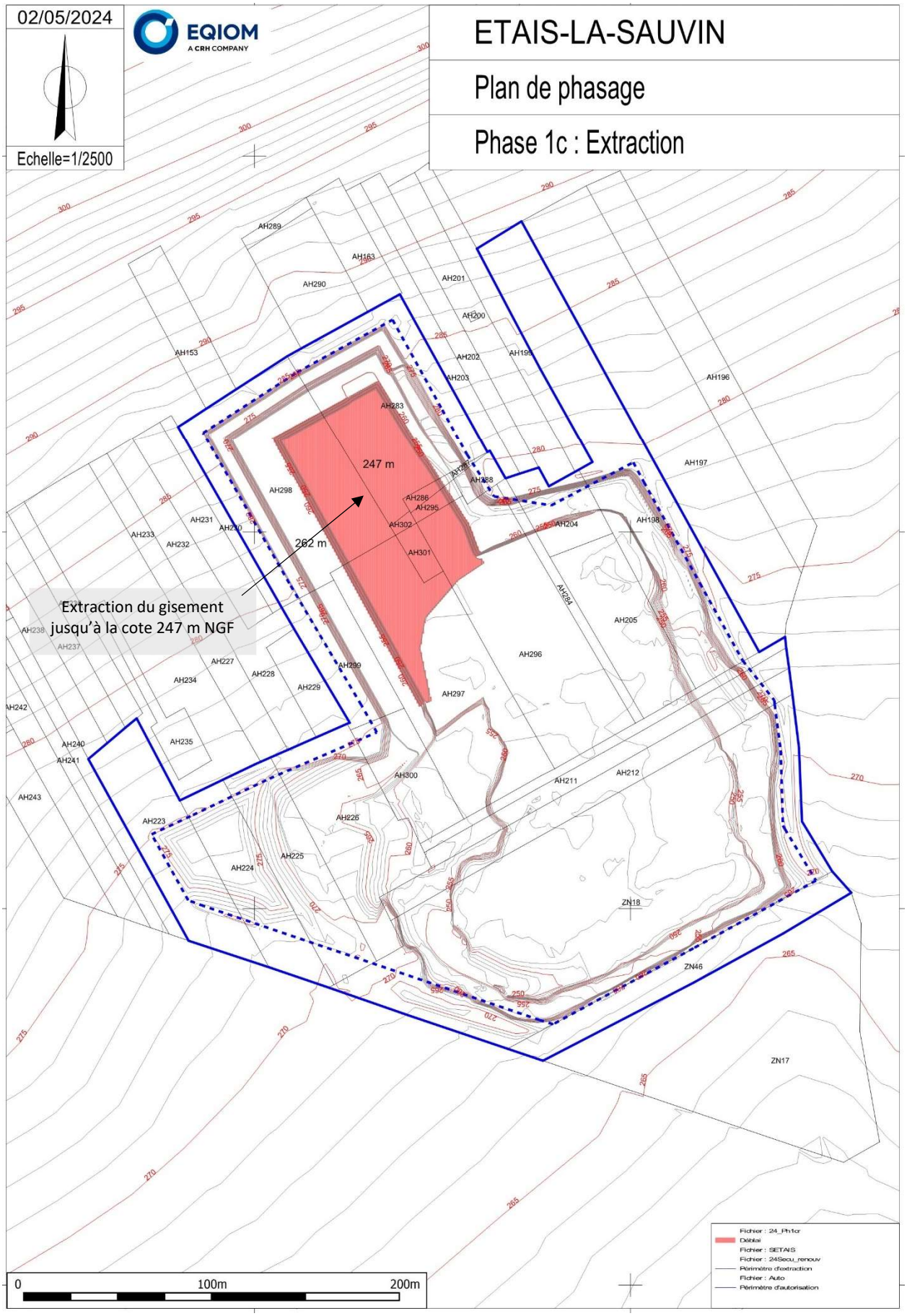


Illustration 17 : Phase d'exploitation – Phase 2– Extraction
Source : EQIOM Granulats - 2024

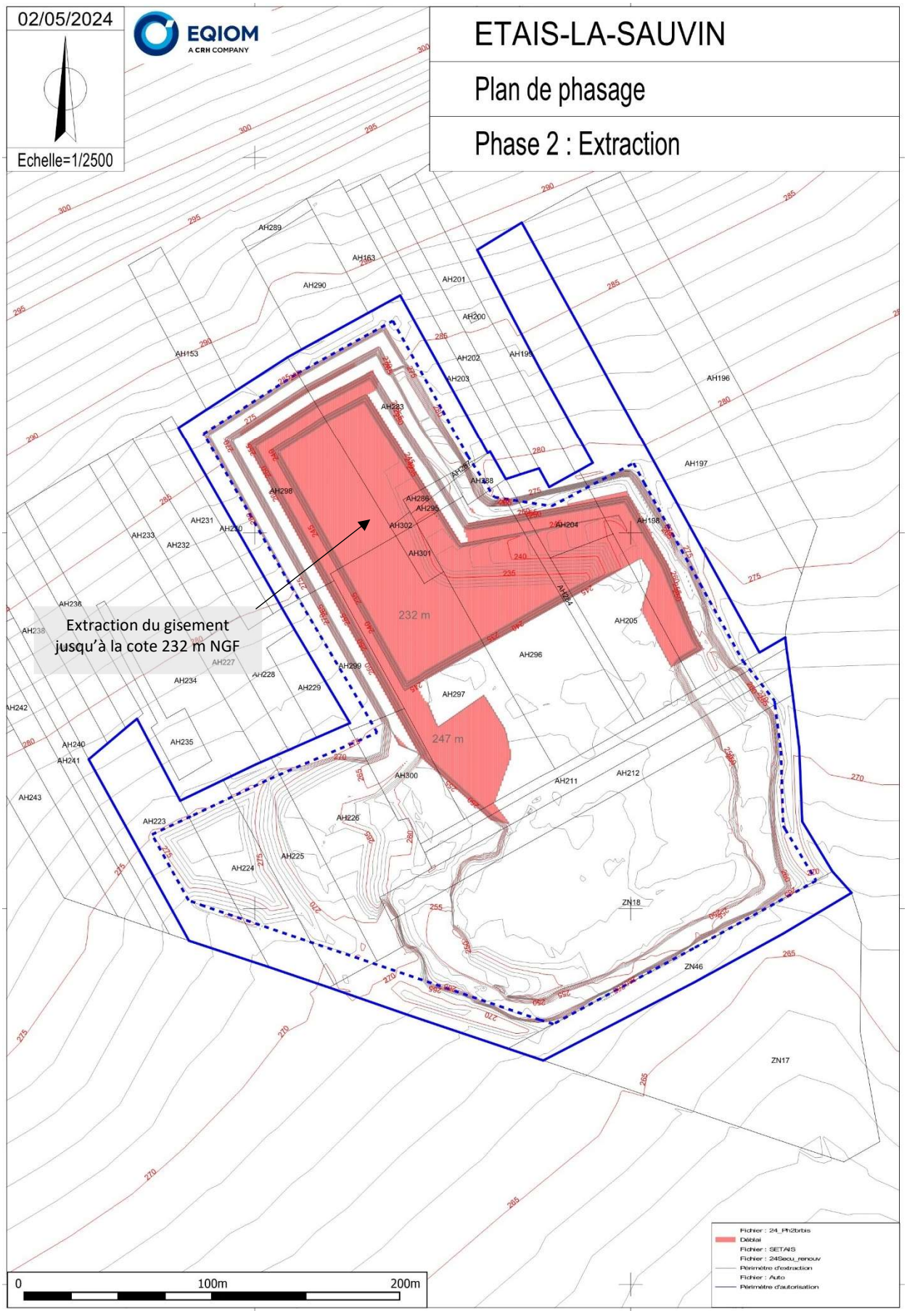


Illustration 18 : Phase d'exploitation – Phase 3– Extraction
Source : EQIOM Granulats - 2024

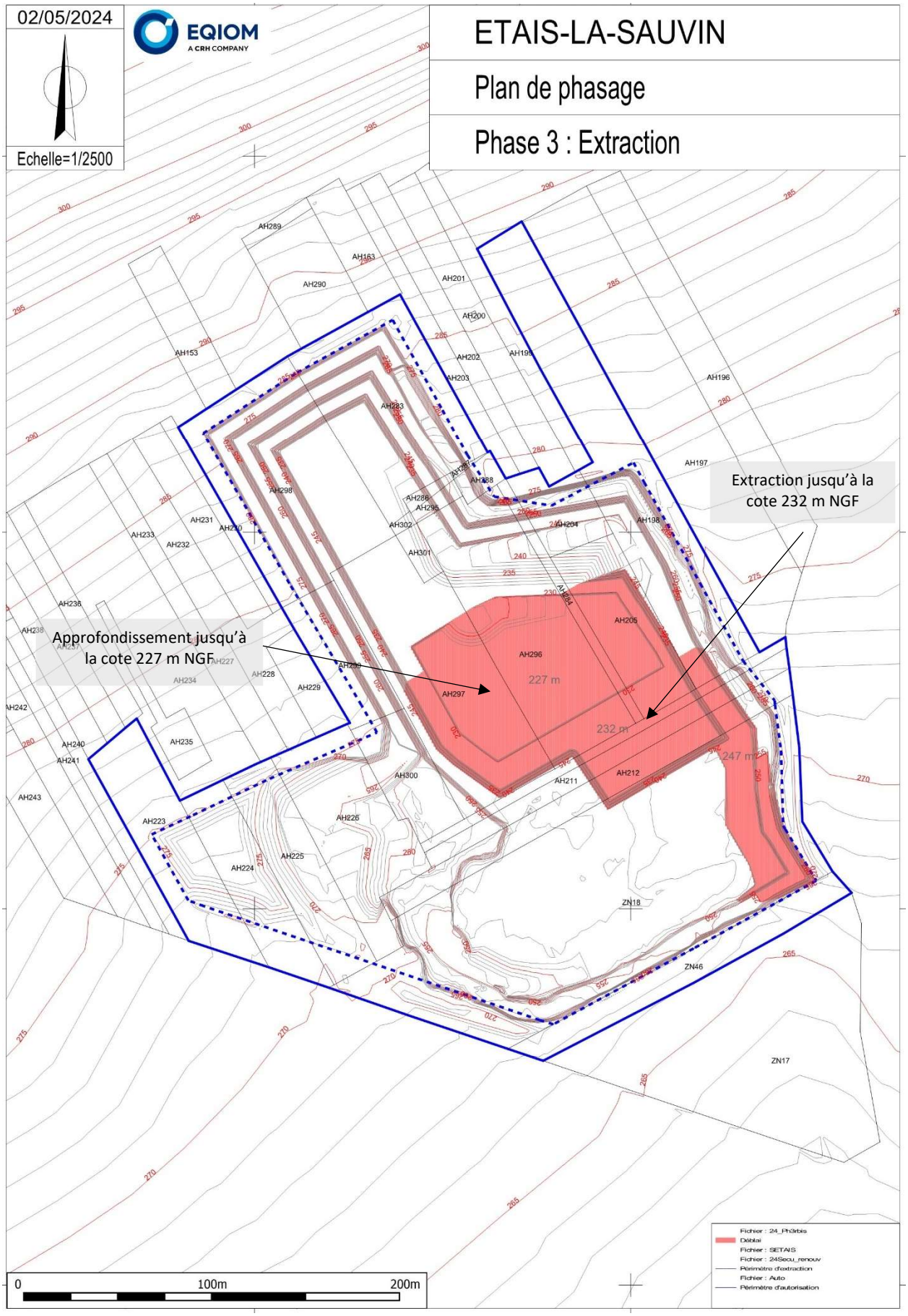


Illustration 19 : Phase d'exploitation – Phase 4– Extraction
Source : EQIOM Granulats - 2024



II. TRAITEMENT DES MATERIAUX

Comme actuellement, les matériaux bruts extraits seront acheminés à l'aide d'un tombereau articulés jusqu'à l'installation de traitement.

Les éléments constituants l'installation de traitement sont les suivants :

- Un alimentateur à tablier métallique
- Un scalpeur permettant d'éliminer la fraction comprise entre 0/10 et 0/80
- Un concasseur à percussion
- Un crible à trois étages permettant de produire 3 coupures entre 0 et 120 mm

L'ensemble de l'installation à une puissance de 550 kW.



Vue générale de l'installation de traitement

Notons qu'à partir de la fin de la phase 3, l'extraction se déroulera dans la zone où se situe l'installation de traitement. Il est donc prévu de démonter l'installation existante, qui sera devenue obsolète, pour la remplacer par une installation mobile de puissance équivalente. Cette installation mobile permettra ainsi de suivre l'évolution de l'extraction.

III. ACCUEIL DE MATERIAUX INERTES EXTERIEURS

Une activité **d'accueil de matériaux inertes** sera mise en place dans le cadre de la remise en état du site.

1. VOLUME DE MATERIAUX INERTES

La demande d'accueil de matériaux inertes porte sur un **volume annuel de 5 500 m³ (soit 10 000 tonnes)**. Un volume total de 110 000 m³ pourra donc être accueilli sur l'ensemble de la durée d'autorisation demandée. Ce volume permettra de remblayer une partie du carreau Nord de la carrière ainsi que la partie Ouest exploitée en phase 1a.

2. ORIGINE ET NATURE DES MATERIAUX INERTES

2.1. Définition

Déchet Inerte

Article R. 541-8 du Code de l'Environnement définit :

« […] *Déchet inerte : tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine. […]* »

La société EQIOM Granulats accueillera des déchets inertes, non recyclables, sur sa carrière d'Etais-la-Sauvin, pour valorisation en remblais. Ces déchets inertes non recyclables, issus notamment de terrassement du BTP, serviront à remblayer progressivement certaines zones de la carrière.

2.2. Origine des matériaux

Les matériaux qui seront admis sur le site sont les déchets inertes issus de chantiers de terrassement, de déconstruction, d'aménagement des chantiers du BTP. Les matériaux correspondent principalement à des terres et cailloux issus de travaux de terrassement locaux (rayon d'environ 30 km maximum). Les autres matériaux potentiellement présents sont issus de la déconstruction de route, de bâtiments… (agrégats d'enrobés sans goudron, tuiles…).

L'Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, donne la liste des déchets admissibles. Il est à noter que la grande majorité des matériaux qui seront utilisés pour le remblaiement sont des terres et cailloux.

Chapitre de la liste de liste des déchets (1)	CODE DÉCHET (1)	DESCRIPTION (1)	RESTRICTIONS
10. Déchets provenant de procédés thermiques	10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
15. Emballages et déchets d'emballage, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtement de protection non spécifiés ailleurs	15 01 07	Emballage en verre	Triés
17. Déchets de construction et de démolition	17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés

Chapitre de la liste de liste des déchets (1)	CODE DÉCHET (1)	DESCRIPTION (1)	RESTRICTIONS
	17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
	17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
	17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
	17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
	17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
	17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
19. Déchets provenant des installations de gestion des déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine et d'eau à usage industriel	19 12 05	Verre	Triés
20. Déchets municipaux	20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

(1) Annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Pour les sites contaminés ou les sites pour lesquels un doute existe, une prestation d'analyses (norme NF X 31-620-2) est réalisée par le producteur, afin de démontrer que les terres excavées relèvent bien de la rubrique 17 05 04 de la nomenclature des déchets et appartiennent à la liste de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

Sinon, les terres excavées rentrent dans le cadre de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 et sont soumis à la procédure d'acceptation préalable nécessitant des analyses de lixiviation. En cas de doute (suspicion de pollution), il est demandé au producteur de fournir au minimum une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation, réalisé selon la norme X 30-402-2.

Concernant les déchets d'enrobés bitumineux, le producteur de déchets fournit à l'exploitant les résultats des analyses permettant de s'assurer de l'absence de goudron d'une part, et d'amiante d'autre part.

- *un test de détection de goudron par aérosol - PakMarker est réalisé sur site en complément. Les résultats sont enregistrés dans le registre.*
- *une attestation d'absence d'amiante ou les résultats d'analyses amiante réalisées en amont de la livraison sont contrôlés et enregistrés. En cas d'absence de ces documents, les matériaux sont stockés temporairement en attente d'analyse. Dans le cas d'un taux d'amiante supérieur aux seuils, la reprise et l'évacuation des matériaux sont effectués (à la charge du client). Si les seuils sont respectés, les déchets peuvent être valorisés en remblaiement.*

3. PROCEDURE D'ACCUEIL

La procédure d'accueil se décompose en deux temps :

- Une phase avant la livraison
- Une phase à l'arrivée des déchets sur le site

A chaque étape, l'intervention d'interlocuteurs internes permet le contrôle et le suivi des matériaux accueillis.

3.1. Phase avant la livraison

La traçabilité des matériaux est assurée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, ainsi chaque client de la société qui souhaite apporter des déchets inertes renseigne un Document d'Acceptation Préalable avant apport sur le site. Ce Document d'Acceptation Préalable, DAP, est le premier élément de la traçabilité et de qualification du matériau accueilli. Après vérification et accord par EQIOM Granulats, le DAP est validé.

Le Document d'Acceptation Préalable indique la provenance précise des matériaux, leurs quantités et leurs caractéristiques, et atteste de la conformité des matériaux. Le nom et coordonnées du producteur des déchets et des différents intermédiaires (transporteurs) sont également renseignés.

Nota : A réception du document préalable, l'exploitant se reporte aux bases de données du Ministère afin de vérifier que le site n'est pas référencé comme site contaminé :

3.2. Phase à l'arrivée des déchets sur le site

La procédure d'accueil prévoit les étapes suivantes :

Etape 1 : En bascule

Dès son arrivée, le client passe par la bascule du site afin de se faire connaître et faire peser son chargement. L'agent de bascule vérifie les informations fournies par le client sur le document d'acceptation préalable, ce qui permet l'enregistrement des informations liés à la provenance des inertes et de traçabilités sur le site d'accueil. En cas d'absence du document préalable complété co-signé, le chargement est refusé.

L'agent de bascule effectue un premier contrôle visuel des matériaux. L'agent de bascule vérifie :

- que le chargement est cohérent avec les informations recueillies, et qu'il n'y a pas de déchets non autorisés (déchets dangereux, notamment plaques de fibrociment ou autres déchets, comme par exemple les bois, plastiques, végétaux),
- que le tri est correct : si la benne présente des déchets qui pourraient être séparés lors de la phase chantier (blocs de plâtre), le dépôt du mélange n'est pas autorisé en l'état (refus de la benne ou tri avant stockage),

Si le chargement présente une anomalie, il est refusé et consigné dans le registre de refus. Si le chargement ne présente pas d'anomalie, l'agent de bascule indique au chauffeur la zone de déchargement dédiée, et prévient le personnel sur place de son arrivée.

Etape 2 : Sur la zone de déchargement

Arrivée sur la zone spécifiée, le personnel sur place dirige le chauffeur vers l'emplacement dédié. Il est autorisé à décharger à proximité immédiate des zones à remblayer. Après déchargement sur la zone dédiée, les matériaux sont contrôlés une nouvelle fois par le conducteur de chargeur. Ce nouveau contrôle permet de déceler rapidement, visuellement et/ou olfactivement, des matériaux suspects ou non conformes.

Lors du contrôle au sol, si une anomalie est relevée le chargement est refusé. Les matériaux sont rechargés dans le camion. Le transporteur repasse alors par la bascule pour être à nouveau pesé avant de quitter le site. Un bon de refus est édité et enregistré. Dans certains cas exceptionnels où la non-conformité du chargement est identifiée après le départ du transporteur, le stock reste mis à l'écart, le client est prévenu et astreint de venir récupérer son chargement.

Si après déchargement, l'ensemble est considéré comme conforme ; le chauffeur du chargeur effectue le régalage tel que prévu par l'autorisation administrative du site. Le camion vidé retourne vers le pont bascule pour sa sortie de site.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission où sont consignés pour chaque chargement de déchets :

- L'accusé d'acceptation des déchets, sur lequel est reporté la quantité admise ainsi que la date et heure de l'acceptation ;
- Le résultat du contrôle visuel, et le cas échéant celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- Le tableau des références des casiers par date, le plan topographique quadrillé permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données du registre
- Le cas échéant, le motif du refus.

Ce registre est conservé pendant au moins 3 ans et est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

La procédure d'accueil des déchets inertes qui sera suivie permettra d'assurer une traçabilité de ces matériaux (contrôle, suivi, enregistrement).

3.3. Mise en remblai des matériaux inertes

Après pesage sur le pont bascule à l'entrée du site, les matériaux parvenant sur le site sont déchargés sur une zone évolutive dédiée pour un contrôle visuel, puis poussés au chargeur.

Le remblaiement s'effectue par tranches successives et la remise en état des lieux est coordonnée à l'avancement des travaux. Les zones concernées par le remblaiement à l'aide de matériaux inertes sont identifiées sur le phasage d'extraction, il s'agit du carreau situé dans la partie Nord de la carrière.

IV. EVACUATION DES MATERIAUX

L'évacuation des matériaux élaborés s'effectuera comme actuellement, c'est-à-dire par la route en empruntant la départementale D6 qui borde la carrière. Depuis cette route, les camions pourront rejoindre :

- Vers l'Est, la RD 104 qui relie Etais-la-Sauvin à Courson les Carrières au Nord-Est, puis la RN151 qui rejoint Auxerre vers le Nord et Avallon vers le Sud.
- Vers l'Ouest, la vallée de la Loire (Cosne-sur-Loire et La Charité) et Nevers au Sud via la RD977

La sortie des camions s'effectue directement sur la route départementale D6. L'intersection est matérialisée par des panneaux stop ainsi qu'une signalétique carrière.



Route départementale D6 au niveau de la sortie de la carrière



Signalisation de la carrière sur la route départementale D6

PARTIE 4 PROJET DE REAMENAGEMENT

I. REMISE EN ETAT PREVUE INITIALEMENT

La remise en état prévue dans le cadre de l'exploitation actuelle avait une vocation agricole et naturaliste dont une partie sylvicole. Elle prévoyait le développement de boisement sur les pourtours du site ainsi qu'une zone de milieux ouverts pictés d'arbres dans la moitié nord. La moitié sud devait quant à elle être remise en culture.

Afin d'avoir un rendement agricole acceptable, l'épaisseur de sol doit être comprise entre 50 cm et de préférence 1 m. Cette épaisseur implique une quantité de terre végétale ou de découverte d'environ 40 000 à 50 000 m^3. Les estimations de disponibilité en terre de découverte durant l'ensemble de l'exploitation (projet compris) sont bien moindres : 13 591 m^3.

Afin de prendre en compte les intérêts écologiques, paysagers et techniques du site ainsi que la zone d'extension, une modification de la remise en état actuellement prescrite est nécessaire.

II. PRESENTATION DU REAMENAGEMENT

1. OBJECTIFS

La remise en état prévue dans le cadre de l'exploitation actuelle avait une vocation agricole et naturaliste dont une partie sylvicole. Elle prévoyait le développement de boisement sur les pourtours du site ainsi qu'une zone de milieux ouverts pictés d'arbres dans la moitié nord. La moitié sud devait quant à elle être remise en culture.

Les matériaux disponibles étant insuffisant en quantité et en qualité, il paraît inenvisageable de réaliser une remise en état à vocation agricole. Sa réalisation serait dépendante des quantités et de la qualité des inertes qui pourraient être amenés sur site. Cette donnée est incertaine et inconnue aujourd'hui.

La remise en état proposé dans le cadre de ce nouveau dossier cherche à prendre en compte et à concilier :

- Les enjeux écologiques ;
- Les enjeux paysagers.
- La sécurité du site ;

Dans ce cadre, le schéma global de remise en état consistera à recréer et entretenir en phase d'exploitation :

- Une pelouse sèche à très sèche sur pente ;
- Des pelouses très sèches sur dalle calcaire ;
- Des éboulis ;
- Des fronts de taille.

2. PRINCIPES

À l'issue de la remise en état, la partie sud-ouest du site suivra une pente relativement douce en direction du fond de fosse situé à 227 m NGF en partant d'un point haut à 278 m NGF.

En direction du nord, un second carreau plus réduit sera situé à 241 m NGF, son accès se fera par une pente douce.

Enfin, les pourtours nord, nord-ouest, ouest et sud dans une moindre mesure seront surplombés par des fronts de taille.

3. MILIEUX VISES

À l'issue de la remise en état, le site pourra être divisé en trois grands secteurs. Le premier occupera la majeure partie des zones excavées. Il s'agira de reconstituer des pelouses sèches à très sèches sur calcaire.

Le second secteur sera localisé dans le fond de fouille. Une portion de dalle calcaire ne sera pas remblayée afin de la laisser à une recolonisation naturelle.

Enfin, des fronts de taille de 5 à 15 m de hauteur seront maintenus sur la plupart des pourtours de la carrière. Quelques anfractuosités y seront creusées pour permettre la nidification du Faucon pèlerin. Les banquettes seront quant à elles laissées à la recolonisation naturelle et une strate arbustive pourra s'y développer. Des éboulis seront mis en place au pied de certains pour permettre l'hivernage et la reproduction des reptiles.

L'objectif est ici de multiplier les microclimats grâce aux expositions mais aussi à l'ombrage offert par les fronts de taille. Par ailleurs, des blocs de calcaire bruts seront disséminés dans la carrière afin d'offrir des abris à la faune. Ces conditions permettront le développement d'espèces végétales et animales d'intérêt patrimonial.

Milieux visés	Intérêts écologiques	Localisation	Surface en ha	Illustration
Pelouse sèche sur calcaire	Milieu d'intérêt européen, favorable au développement d'espèces animales et végétales souvent menacées	Ensemble du fond de fouille, sera fonction de l'épaisseur du remblai et de sa nature	5,66 ha	 © E. Brunet - Écosphère
Pelouse très sèche sur calcaire				 © E. Brunet - Écosphère
Végétation des dalles calcaire		Partie centrale du fond de fouille	0,73 ha	 © M. Esline - Écosphère
Front de taille et éboulis	Peut servir à la nidification du Faucon pèlerin ou du Hibou grand-duc	Pourtours nord, ouest, est et sud dans une moindre mesure	1,05 ha	 © M. Collet - Écosphère

Le plan de remise en état du site figure sur l'illustration en page suivante.

Illustration 20 : Plan de remise en état du site
Réalisation : Artifex 2024



Milieux visés	Intérêts écologiques	Localisation	Surface en ha	Illustration
Pelouse sèche sur calcaire	Milieu d'intérêt européen, favorable au développement d'espèces animales et végétales souvent menacées	Ensemble du fond de fouille, sera fonction de l'épaisseur du remblai et de sa nature	5,66 ha	 © E. Brunet - Écosphère
Pelouse très sèche sur calcaire				 © E. Brunet - Écosphère
Végétation des dalles calcaire		Partie centrale du fond de fouille	0,73 ha	 © M. Esline - Écosphère
Front de taille et éboulis	Peut servir à la nidification du Faucon pèlerin ou du Hibou grand-duc	Pourtours nord, ouest, est et sud dans une moindre mesure	1,05 ha	 © M. Collet - Écosphère

E

ANALYSE DES PRINCIPAUX ENJEUX



PARTIE 1 MILIEU PHYSIQUE

I. SOL/SOUS SOL

Le gisement exploité sur le site d'Etais-la-Sauvin correspond aux calcaires récifaux de l'Oxfordien moyen et supérieur (prolongation du récif de Mailly-le-Château). Ces calcaires ont une puissance de 75 m d'épaisseur.

Le projet concerne l'approfondissement de la carrière actuelle, la dépression topographique sera accentuée. Le gisement concerné est compact et peu enclin aux glissements de terrain ou aux éboulements, l'approfondissement ne créera donc pas de problème d'instabilité des terrains.

II. EAUX

1. EAUX SOUTERRAINES

Les différentes formations calcaires du Jurassique sont des réservoirs potentiels. Les eaux s'infiltrent à travers les fissures de la roche jusqu'aux couches « imperméables » formées par les différents niveaux marneux.

Au niveau du site d'étude, les calcaires récifaux de l'Oxfordien moyen et supérieur apparaissent généralement fracturés et présentent une perméabilité intrinsèque variable de fractures. Ces formations sont reliées aux calcaires sous-jacents du Bathonien—Callovien et constituent un aquifère à l'échelle locale de type libre, alimenté par infiltration des eaux météoriques jusqu'aux couches imperméables marneuses. Ce sont les formations marno-calcaires du Bathonien inférieur qui constituent la base du réservoir.

Une étude réalisée en mars 1998 par le BRGM (Synthèse hydrogéologique et structurale des aquifères du Vézelien et des plateaux de Bourgogne Ouest et Sud-Ouest – Yonne) Indique que d'une façon générale, la pente des couches, et donc du substratum des aquifères calcaires, n'a pas d'influence sur la direction des écoulements, probablement parce que ce substratum est trop profond.

Dans cette même étude, il est indiqué que des séries de traçages ont été réalisées en 1902. Un traçage a été notamment été réalisée depuis le hameau de Vellery, à 1, 1 km au Nord Est de la carrière. Ce dernier a mis en évidence des écoulements souterrains en directions des sources de Druyes-les-Belles-Fontaines. Ces écoulements suivent principalement les directions de fractures des calcaires, c'est-à-dire N60 et N75.

2. EAUX SUPERFICIELLES

La carrière se situe dans le bassin versant de la masse d'eau superficielle « FRGR0291 - le Nohain et ses affluents depuis la source jusqu'a la confluence avec la Loire », dans le bassin Loire-Bretagne.

Le réseau hydrographique permanent est limité dans le secteur d'étude, en liaison avec la perméabilité élevée des terrains constitués par les calcaires fissurés du Jurassique moyen et supérieur (du Bathonien à l'Oxfordien supérieur). **Le pied de coteau où se situe la carrière constitue une zone sèche, sans aucun écoulement superficiel, l'eau de pluie s'infiltrant en totalité sur cette zone formée de matériaux perméables dès la surface.**

3. CAPTAGE AEP

Il n'existe pas de captage ou de périmètre de protection pour l'alimentation en eau potable sur la commune d'Etais-la-Sauvin. Les captages les plus proches sont :

- La source de Gulene, à 9,0 km au Nord-Est de la carrière, sur la commune de Druyes-les-Belles-Fontaines ;
- La source des Enchasses, à 11 km à l'Ouest de la carrière, sur la commune de Treigny-Perreuse-Sainte-Colombe.

Aucune contrainte réglementaire relative à un périmètre de protection ne concerne le projet.

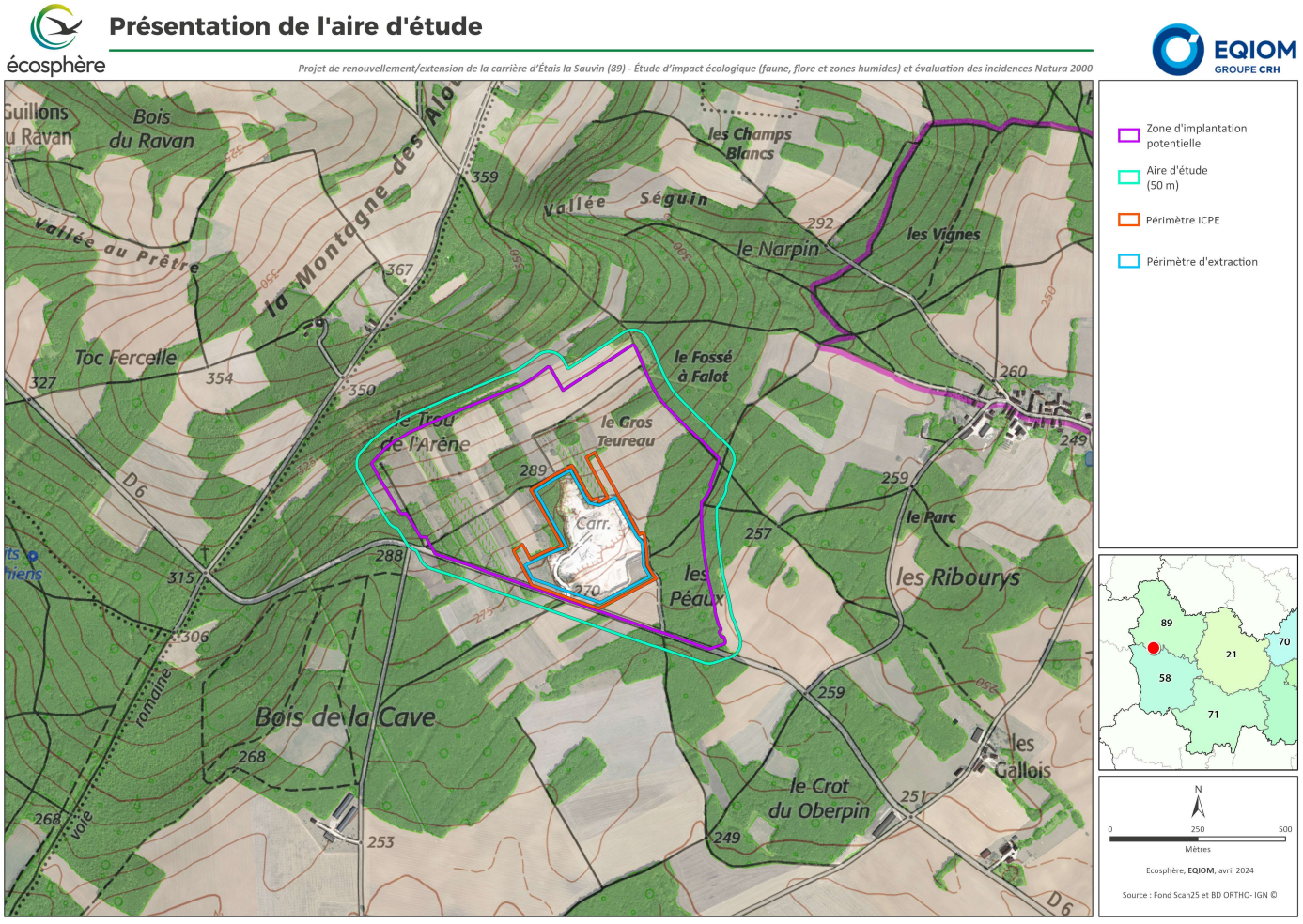
PARTIE 2 MILIEU NATUREL

Cette partie reprend les enjeux identifiés dans l'étude d'impact écologique (Rapport final) réalisée par le bureau d'étude Écosphère en octobre 2024.

Notons que l'étude écologique a été menée volontairement sur un périmètre beaucoup plus vaste que le projet. La zone d'Implantation Potentielle (ZIP) prise en compte pour l'étude représente ainsi une superficie totale de 49,46 ha.

La Zone d'Implantation Potentielle (ZIP) est localisée sur la commune d'Étais-la-Sauvin, dans le département de l'Yonne (région Bourgogne-Franche-Comté), et couvre une superficie totale de 49,46 ha. Ceinturée de boisements secs, la ZIP accueille le périmètre de la carrière actuelle (7,5 ha pour la zone d'extraction autorisée et 9,6 ha pour le périmètre global de la carrière) ainsi qu'une mosaïque de milieux herbacés et arbustifs (vignes, prairies, friches sèches, cultures). À l'exception de la partie nord/nord-est de la ZIP, les parcelles sont de petite taille ce qui permet une alternance fréquente des milieux et des hauteurs de végétation.

Illustration 21 : Localisation de l'aire d'étude écologique
Source : ECOSPHERE 2024



I. SITUATION VIS-A-VIS DES ZONAGES OFFICIELS DE BIODIVERSITE

1. LES ESPACES NATURELS PROTEGES (RNN, RNR, APPB, PNR…)

Aucun espace protégé ne concerne directement la ZIP ni n'est situé dans un rayon de 5 km autour.

2. LES ZONAGES D'INVENTAIRES : ZONE NATURELLE D'INTERET ECOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF)

L'ensemble de la ZIP est situé dans la ZNIEFF de type 2 « La Montagne des Alouettes » (n°260014958). Ce zonage a été défini pour ses mosaïques de milieux imbriqués offrant une grande diversité de milieux secs sur calcaire (pelouses sèches, hêtraies-chênaies sèches, vignes, vergers, ourlets thermophiles, etc. L'intérêt de ces mosaïques est également lié aux contrastes avec les grandes parcelles agricoles qui se trouvent aux environs et qui n'offrent que peu de diversité d'habitats.

Dans un rayon de 500 m autour de la ZIP aucun autre zonage n'est identifié. Dans un rayon de 5 km autour de la ZIP se trouvent deux ZNIEFF de type 1 :

- « Carrière de Sougères-en-Puisaye » (n°260030117) située à 1,79 km au nord de la ZIP ;
- « Ensemble de carrières à Merry-le-Sec, Thury, Aubigny, Molesmes, Charentenay, Courson-les-Carrières, Champoux » (n°260014895) située à 4,77 km au nord de la ZIP.

Ces deux zonages ont été désignés principalement pour des colonies de chiroptères en hivernage et plus localement pour certains milieux et espèces végétales des milieux secs sur calcaire (ourlets thermophiles, pelouses sèches, hêtraies, etc.).

3. LES SITES NATURA 2000

Aucun site Natura 2000 n'est localisé dans un rayon de 5 km autour de l'aire d'étude. Dans un rayon de 5 à 20 km se trouvent trois ZSC :

- « Milieux humides et habitats à chauves-souris de Puisaye-Forterre » (code FR2601011) dont le noyau le plus proche est situé à 7,2 km au nord de la ZIP ;
- « Pelouses calcicoles et falaises des environs de Clamecy » (code FR2600970), dont le noyau le plus proche est localisé à 10,6 km au sud-est ;
- « Gîtes et habitats à chauves-souris en Bourgogne » (code FR2601012) situé à environ 19,9 km au sud-ouest de la ZIP.

II. ETAT INITIAL

1. INVENTAIRES



Un total de 27 habitats a été identifié sur l'ensemble de l'aire d'étude. **Un d'entre eux constitue un enjeu moyen de conservation**. Il s'agit d'une bordure de culture particulièrement riche en espèces inféodées aux cultures (*photo ci-contre*).

L'inventaire des plantes a permis d'identifier 263 espèces différentes. **Trois présentent un enjeu de conservation** allant de **moyen à assez fort**. L'une se trouve dans certains délaissés de la carrière (Ibéris amer) et les deux autres sont localisées dans la frange de culture précédemment citée (Calépine irrégulière et Miroir-de-Vénus hybride). Aucune espèce protégée réglementairement n'a été inventoriée.



Avec 41 espèces nicheuses, l'aire d'étude montre une diversité modérée d'oiseaux. Huit sont à enjeu de conservation, dont l'**Alouette lulu** et le **Torcol fourmilier** (enjeu assez fort - *ci-contre*). **9 espèces supplémentaires nichent aux abords**, et sont susceptibles de fréquenter l'aire d'étude (au moins ponctuellement lors de leurs recherches alimentaires). 11 espèces ont été exclusivement notées en erratisme, en migration ou en hivernage. Il s'agit principalement d'oiseaux notés en halte migratoire ou en erratisme dans l'aire d'étude ou en survol de celle-ci. L'aire d'étude ne constitue pas un site de halte migratoire ou d'hivernage d'intérêt notable pour les oiseaux.

4 espèces de mammifères terrestres ont été inventoriées dans l'aire d'étude, aucune n'est à enjeu.

La diversité de chauves-souris est **relativement importante, avec 16 espèces a minima contactées dans l'aire d'étude, dont 13 à enjeu régional**. **4 arbres potentiellement favorables aux chauves-souris** ont été identifiés lors des inventaires. Deux se situent dans la moitié ouest de l'aire d'étude, au sein d'un vieux verger, et deux autres dans le bois bordant la limite est de l'aire d'étude. **De manière générale, les arbres sont plutôt jeunes et dépourvus de cavités**.

Une seule espèce d'amphibien à enjeu faible a été observé en erratisme dans une flaque de la carrière, sans possibilité de reproduction de l'espèce. Aucun point d'eau n'a été identifié dans l'aire d'étude, et les habitats secs et thermophiles sont en majorité. Dans la carrière en activité, des flaques sont présentes ici et là à la suite d'épisodes pluvieux.

Une espèce de reptile a été identifiée au sein de l'aire d'étude, sans enjeu écologique. Le complexe d'habitats présents dans l'aire d'étude (prairies sèches, fourrés et lisières chaudes) est particulièrement favorable aux reptiles et constitue à la fois un habitat et une continuité écologique pour ce groupe.



La valeur écologique de l'aire d'étude concernant les insectes est moyenne, avec **1 libellule** (habitats de maturation), **29 papillons de jour**, **19 orthoptères** (criquets, sauterelles, grillons) et **un ascalaphe**. Parmi ces espèces, quatre sont à enjeu local de conservation, dont l'**Ascalaphe soufré** (enjeu assez fort - *ci-contre*). Les habitats de l'aire d'étude sont suffisamment diversifiés pour être favorables aux insectes. Cependant les **milieux sont communs** et ne permettent pas la présence d'espèces plus rares.

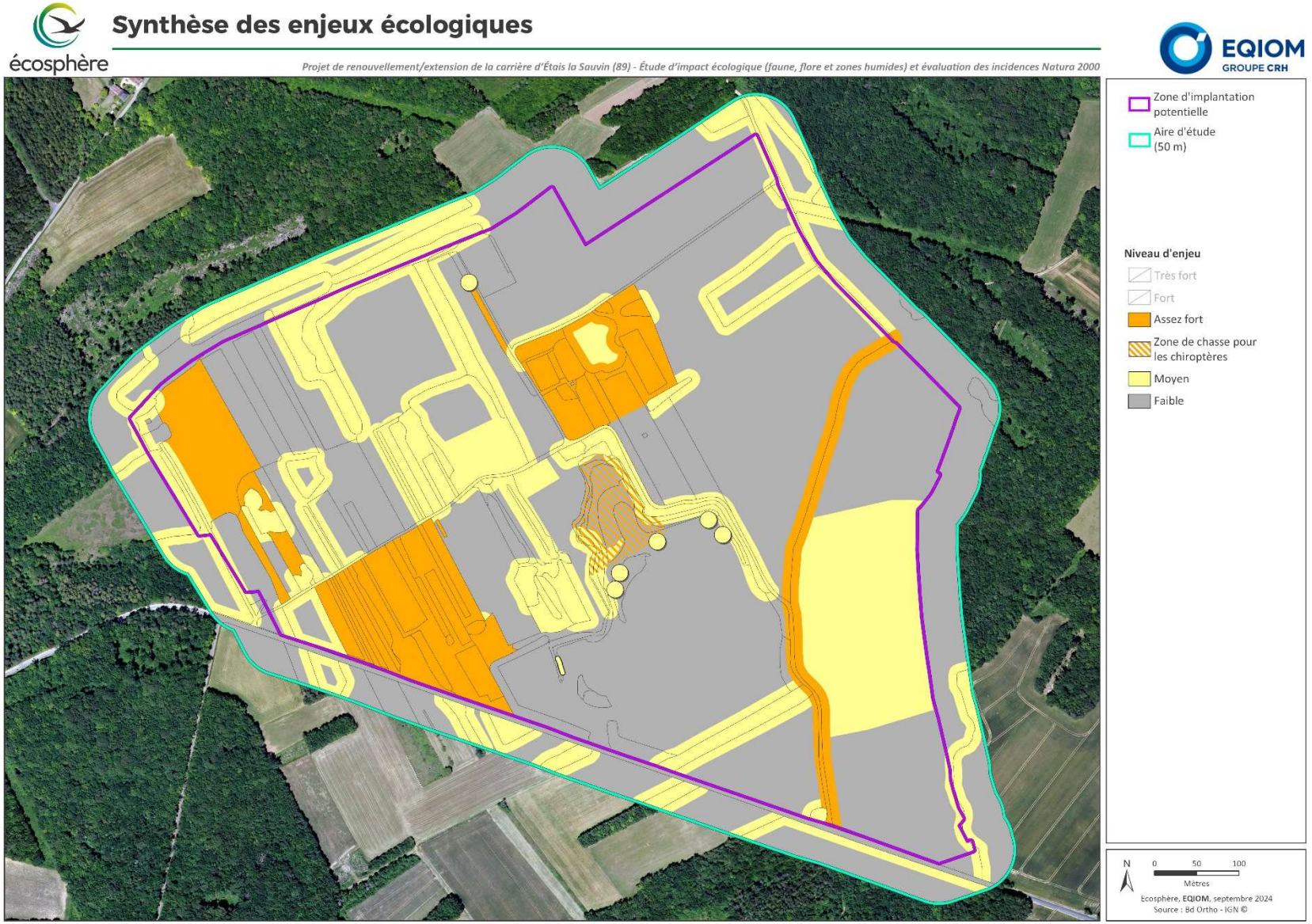
2. ENJEUX

Les enjeux sont globalement faibles à assez forts sur l'ensemble de l'aire d'étude, avec une concentration des enjeux supérieurs

- Dans la partie nord de la carrière et le long de la lisière du bois est (zone de chasse et de transit privilégié pour les chiroptères) ;
- Dans la mosaïque de milieux au centre de l'aire d'étude (pour l'Alouette lulu et la Calépine irrégulière) ;
- Dans la mosaïque de milieu au sud-ouest (pour le Torcol fourmilier) et les friches / prairies sèches au nord-ouest (pour l'Ascalaphe soufré).

L'aire d'étude est dans un continuum boisé allant de Notre-Dame de Lorette à Sougères-en-Puisaye, rejoignant de vastes réservoirs de biodiversité aux alentours de Druyes-les-Belles-Fontaines. Les continuités herbacées sont dégradées, et la sous-trame bleue inexistante.

Illustration 22 : Synthèse des enjeux écologiques
Source : ECOSPHERE 2024



III. IMPACTS / MESURES

1. IMPACTS BRUTS

Sur le plan des habitats naturels, le projet aura un impact globalement négligeable.

Il en va de même pour la flore à l'exception de l'Ibéris amer qui, bien que présente grâce à l'activité de la carrière, bénéficiera de mesures pour garantir son maintien et son extension.

Pour la faune, les évitements majeurs en phase conception réduisent très fortement les impacts sur l'ensemble des groupes. Il existe néanmoins un risque de destruction d'individus pour la Mésange à longue queue en cas de travaux en période de reproduction (impact brut moyen). Les autres espèces subissent des impacts bruts faibles à négligeables, et non significatifs.

2. MESURES D'EVITEMENT ET DE REDUCTION

À l'exception de l'Ibéris amer qui est favorisé par l'activité de la carrière, le projet, limité au surcreusement de la carrière actuellement en activité, n'a pas d'impact significatif sur des espèces et milieux d'intérêt patrimonial ou sur la nature ordinaire. Par conséquent, aucune mesure d'évitement supplémentaire n'est nécessaire en phase conception.

Les mesures de réduction sont essentiellement génériques (mesures de prévention des pollutions, signalisation des zones à enjeu écologique, etc.).

La principale mesure pour la flore consistera en la sauvegarde des stations d'Ibéris amer au fur et à mesure de l'exploitation et de la remise en état de la carrière.

La principale mesure de réduction pour la faune consistera à réaliser les travaux de défrichement et de décapage des sols en dehors des périodes sensibles, c'est-à-dire entre août et février inclus.

3. IMPACTS RESIDUELS ET MESURES COMPENSATOIRES OU D'ACCOMPAGNEMENT

Du point de vue des habitats naturels et des espèces végétales, les mesures préconisées permettent de n'avoir plus aucun impact sur les stations d'Ibéris amer et devraient au contraire favoriser son développement.

En ce qui concerne la faune, les mesures d'évitement et de réduction permettent de limiter les impacts résiduels qui atteignent un niveau nul et donc non significatif.

Le projet, grâce à l'ensemble des mesures prévues, n'aura pas d'impact significatif sur les espèces et milieux naturels. C'est pourquoi aucune mesure compensatoire n'est préconisée. Quelques mesures d'accompagnement sont également indiquées pour permettre l'insertion du projet dans son environnement.

IV. SYNTHESE DES CONTRAINTES REGLEMENTAIRES LIEES AUX ESPECES PROTEGEES

Grâce à la mise en place de mesures d'évitement et de réduction, le projet n'aura aucun impact résiduel significatif sur des populations d'espèces animales protégées (aucune espèce végétale protégée sur le site). L'état de conservation de ces différentes populations locales ne sera pas dégradé. **Aucun dossier de dérogation pour les espèces protégées n'est donc nécessaire.**

V. DIAGNOSTIC DES ZONES HUMIDES

Le diagnostic des zones humides par l'analyse des données bibliographiques et des critère « Végétation » et « Sol » n'a permis d'identifier **aucune zone humide au sein de l'aire d'étude.**

PARTIE 3 MILIEU HUMAIN

I. BRUIT

1. SUIVI REGLEMENTAIRE REALISE SUR LA CARRIERE

La société EQIOM GRANULATS réalise un suivi des niveaux de bruit au niveau du site d'Etais-la-Sauvin. Ce suivi a pour objectif de vérifier si les niveaux d'émergence et en limite de site sont conformes à la réglementation. Pour ce faire, le niveau de bruit ambiant (carrières en fonctionnement) est comparé au niveau de bruit résiduel (carrières à l'arrêt). Pour être conforme les résultats doivent être :

- Inférieur à 5 dB(A) si le niveau ambiant est supérieur à 45 dB(A)
- Inférieur à 6 dB(A) si le niveau ambiant est inférieur ou égal à 45 dB(A)

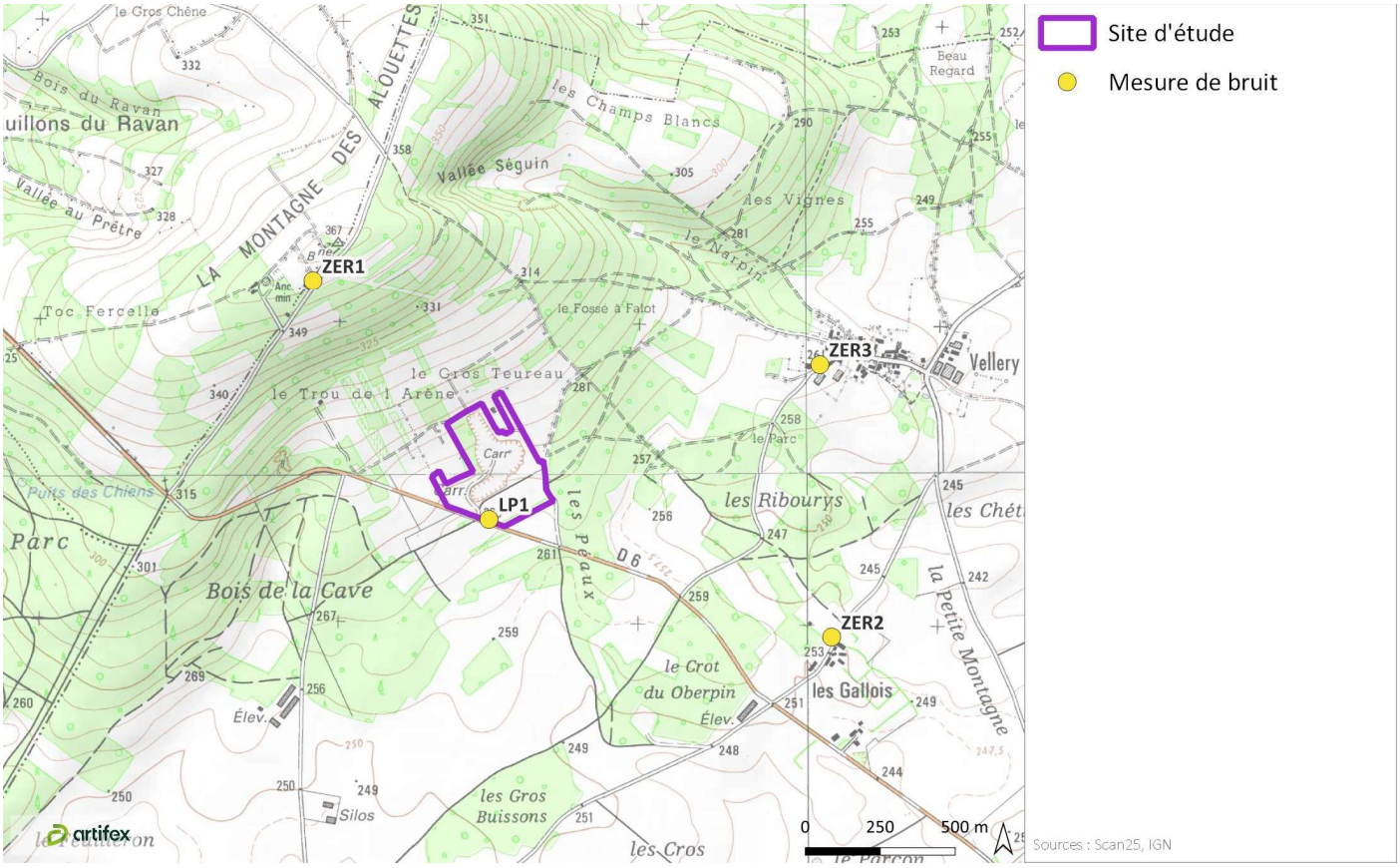
Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété sont les suivants :

- 70 dB(A) pour la période de jour (7h à 20h)

La dernière campagne de mesures de bruit a été réalisée le 20 mars 2024, le rapport complet figure en **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**. Les points de mesures étaient les suivants :

Type	Point	Localisation des mesures
Zone à Emergence Réglementée (ZER)	**ZER1**	Habitation la plus proche au Nord-Ouest, au lieu-dit « La montagne des alouettes »
	ZER2	Habitation la plus proche au Sud-Est, au lieu-dit « Les Gallois »
	ZER3	Habitation la plus proche au Nord-Est, au lieu-dit « Vellery »
Limite de site	**LP1**	Limite Sud

Illustration 23 : Emplacement des mesures de bruit réalisées
Réalisation : ARTIFEX 2024



Les résultats sont récapitulés ci-dessous :

- **Résultats en limite d'emprise**

Point	Niveau de bruit ambiant en dB(A) (avec activité)	Seuil réglementaire en dB(A)	Conformité
LP1	64,0	70	

Le niveau de bruit ambiant relevé en limite d'emprise autorisée est inférieur au seuil réglementaire.

- **Résultats pour les zones à Emergence Réglementées (ZER)**

Point	Émergence en dB(A)	Valeur réglementaire en dB(A)	Conformité
ZER1	+0,5	6	
ZER2	-5,0	5	
ZER3	-0,5	5	

L'émergence constatée aux trois points de mesures situés en ZER respecte la réglementation en vigueur. L'impact de l'exploitation actuelle est très faible voir nul pour les habitations situées à proximité.

2. INCIDENCE DU PROJET

Le projet concerne l'approfondissement de la carrière actuelle, il n'y aura pas de rapprochement des activités vers les habitations. L'approfondissement de l'exploitation permettra une atténuation supplémentaire des niveaux sonores. **Le projet n'aura donc pas d'impact supplémentaire sur l'environnement sonore. L'impact de la carrière restera très faible voir nul.**

II. POUSSIERES

1. SUIVI REGLEMENTAIRE REALISE SUR LA CARRIERE

Une campagne de mesures d'empoussièrement, par la méthode des jauges est réalisée annuellement sur le site.

Quatre stations de mesures ont été disposés autour du site aux emplacements suivants :

- Station 1 : station de type (a), témoin, au niveau du hameau « les Gallois » ;
- Station 2 : station de type (b), à proximité des premières habitations au Nord-Est du site ;
- Station 3 : station de type (c), en limite Nord-Est de la carrière ;
- Station 4 : station de type (c), en limite Sud-Ouest de la carrière.

La localisation des points de mesures est présentée en page suivante.

Les résultats des mesures sont représentés dans le tableau ci-dessous. Le rapport complet figure en annexe.

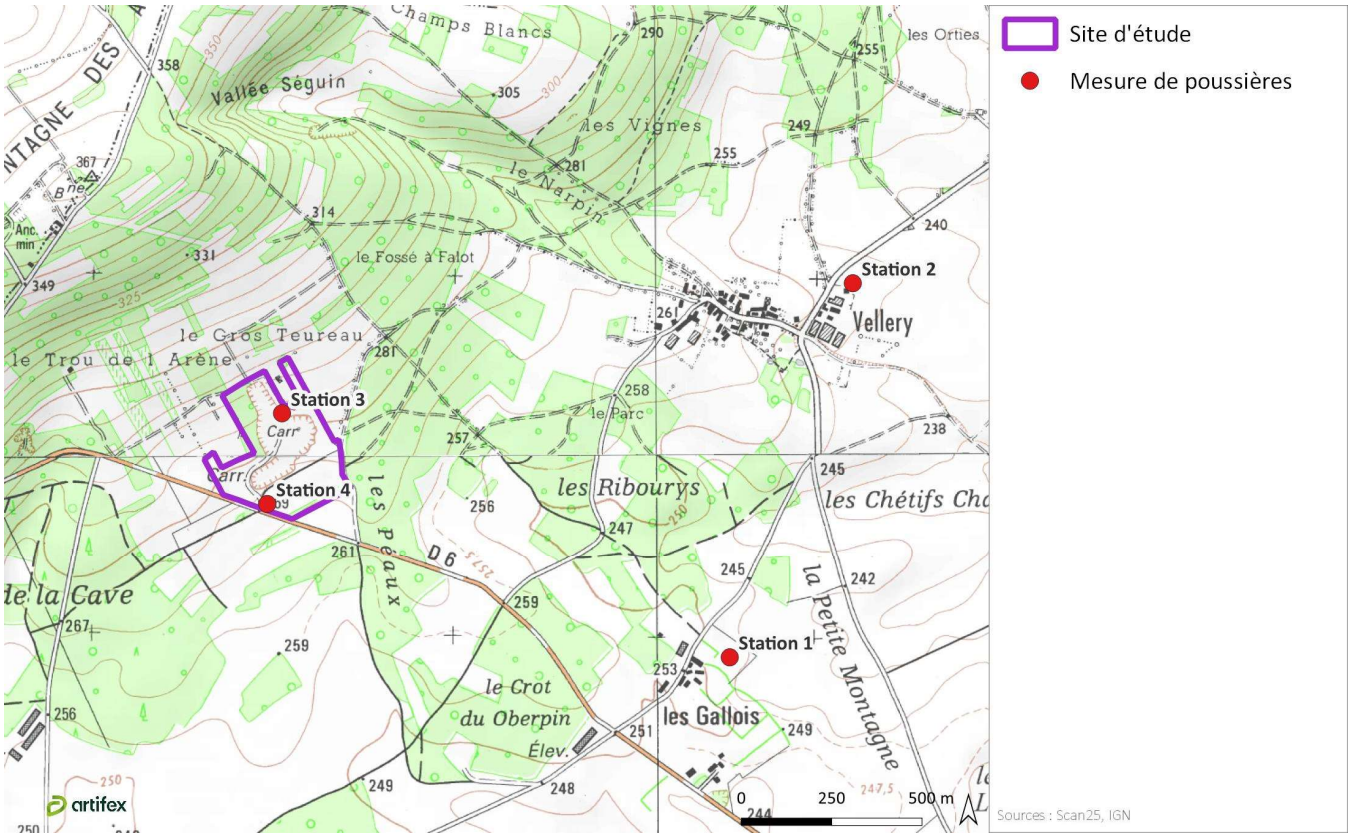
Point de mesure	Teneur moyenne en mg/m²/jour			Teneur en mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante
	Mars	Juin	Novembre	
Station 1	31,6	215	82	110
Station 2	286	244	125	218,3
Station 3	92	660	68	273
Station 4	143	1543	88	591

Le mois de juin présente la moyenne des concentrations des 4 stations la plus importante (moyenne de 666 mg/m²/jour) avec un maximum atteint pour la jauge n°4 « Station de type (c) située au niveau de la limite Sud-Est – Entrée de site » de 1543 mg/m² /jour. Ce point de mesure située en limite de site et sous les vents en provenance du Nord-Est est principalement empoussiéré par les sources de poussières suivantes :

- La circulation des camions entrant et sortant du site
- Le fonctionnement de l'installations de concassage-criblage

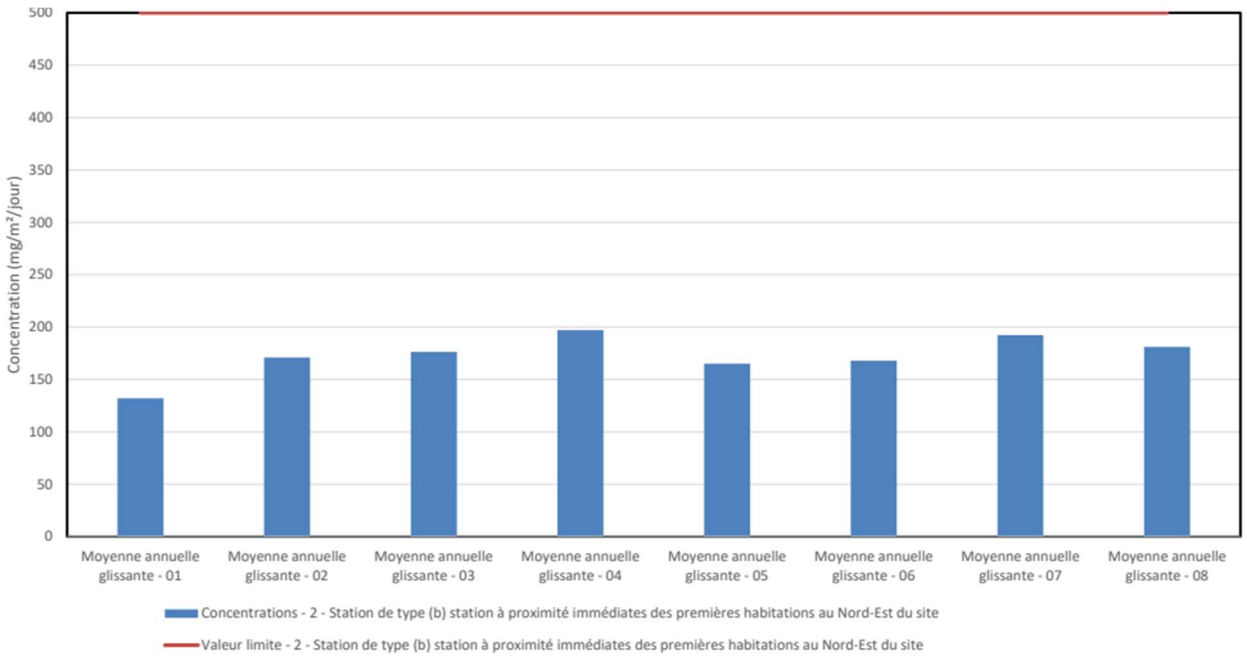
L'empoussièrement moyen relevé pour la station de type (b) (point n°2) lors des trois campagnes est en dessous de la valeur issue de l'arrêté du 30 septembre 2016 (500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante). Les valeurs enregistrées pour cette station sont similaires à celles de la station témoin. **Ces éléments montrent un impact faible du site dans l'environnement du point de mesure, dans les conditions des périodes de mesurage.**

Illustration 24 : Emplacement des mesures de poussières réalisées
Réalisation : ARTIFEX 2024



Il est possible de constater que l'ensemble des mesures faites depuis 2021 présente des résultats conformes à l'objectif fixé par l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié, puisque les valeurs enregistrées ont toujours été inférieures au seuil de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante.

Illustration 25 : Suivi pluri annuel – Moyenne annuelle glissante – Station 2 / Période 2021-2023
Source : ITGA 2024



2. INCIDENCE DU PROJET

Le projet concerne l'approfondissement de la carrière actuelle, il n'y aura pas de rapprochement des activités vers les habitations. L'approfondissement de l'exploitation permettra une atténuation supplémentaire de la dispersion des poussières. **Le projet n'aura donc pas d'impact supplémentaire sur les poussières du secteur. L'impact de la carrière restera très faible voir nul.**

III. VIBRATIONS

1. SUIVI REGLEMENTAIRE REALISE SUR LA CARRIERE

Des mesures de vibrations sont réalisées lors des tirs de mines. Les capteurs sont mis en place à l'entrée du site et au niveau de la bascule.

Le tableau suivant récapitule les mesures réalisées en 2022 et 2024. Les résultats complets figurent en annexe.

Point de Mesure	Date	Vitesse particulaire pondérée mesurée	Seuil réglementaire	Conformité
Entrée de la carrière	12/01/2022	Radiale : 0,2 mm/s Transversale : 0,0 mm/s Vertical : 0,0 mm/s	10 mm/s	CONFORME
Bascule	28/03/2024	Radiale : 1,1 mm/s Transversale : 0,2 mm/s Verticale : 0,2 mm/s		CONFORME

Les mesures de vibrations indiquent des valeurs de vitesses particulaires nettement inférieures au seuil réglementaire de 10 mm/s indiqué dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2. INCIDENCE DU PROJET

Le projet concerne l'approfondissement de la carrière actuelle, il n'y aura pas de rapprochement des fronts de taille vers les habitations. **Le projet n'aura donc pas d'impact supplémentaire pour les vibrations. L'impact de la carrière restera très faible voir nul.**

IV. TRAFIC ROUTIER

L'évacuation des matériaux élaborés s'effectuera comme actuellement, c'est-à-dire par la route en empruntant la départementale D6 qui borde la carrière. Depuis cette route, les camions pourront rejoindre :

- Vers l'Est, la RD 104 qui relie Etais-la-Sauvin à Courson les Carrières au Nord-Est, puis la RN151 qui rejoint Auxerre vers le Nord et Avallon vers le Sud.
- Vers l'Ouest, la vallée de la Loire (Cosne-sur-Loire et La Charité) et Nevers au Sud via la RD977

La sortie des camions s'effectue directement sur la route départementale D6, sur une partie rectiligne où la visibilité est bonne. L'intersection est matérialisée par des panneaux stop ainsi qu'une signalétique carrière.

Selon le rythme de production demandée (100 000 t/an en moyenne et 130 000 t/an au maximum). On estime le trafic qui provient de la carrière à :

- 17 rotations en moyenne sur 240 jours d'activités par an ;
- 22 rotations au maximum sur 240 jours d'activités par an.

Le rythme de production demandé pour le présent projet est identique à celui actuellement autorisé. Seul l'apport de matériaux inertes, à raison de 10 000 t/an peut constituer une augmentation du trafic (1 à 2 rotations de camions supplémentaires par jour). Cependant, la plupart des apports de matériaux inertes se fera en contre voyage, l'augmentation sera donc réduite.

PARTIE 4 PAYSAGE - PATRIMOINE

I. PAYSAGE

Le paysage de la zone d'étude est composé d'une alternance de parties boisées et de parcelles dédiées à la culture, soit céréalière soit viticole ainsi que quelques prairies et jachères. La taille de ces unités est toujours réduite. Ceci conduit à un paysage fermé dans lequel les perspectives sont toujours limitées. Cet effet est renforcé par la présence de nombreuses haies qui contribuent également à limiter les vues lointaines.

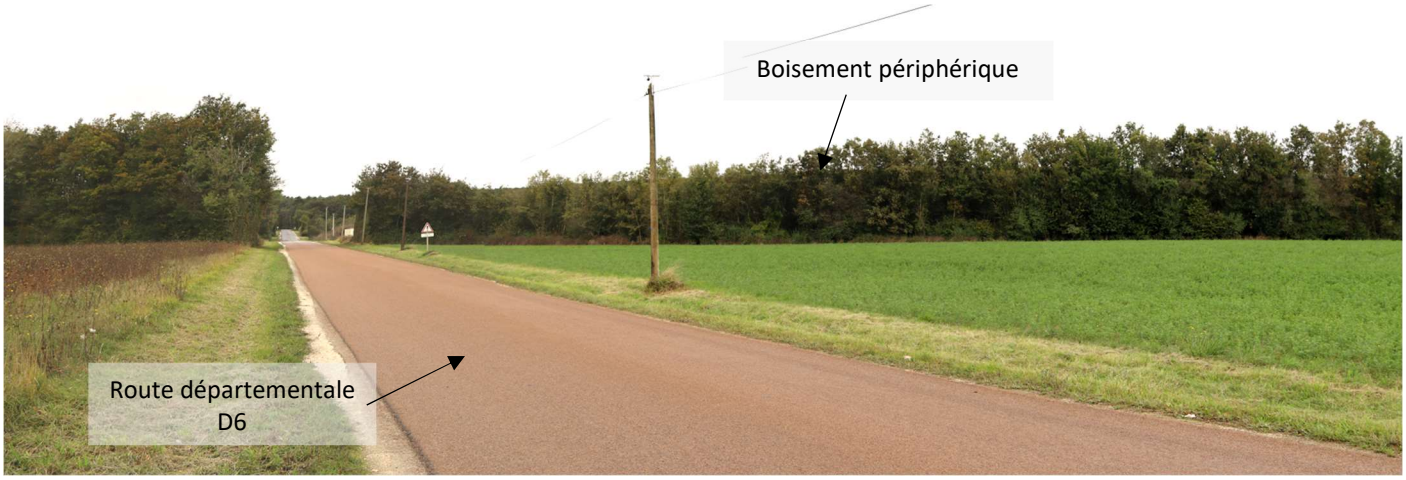


Ambiance paysagère du secteur d'étude

Même la présence d'un point culminant proche (« la montagne des Alouettes ») ne permet pas d'avoir une vue directe sur la carrière.

L'exploitation est masquée depuis les villages d'Etais-la-Sauvin et des hameaux situés à l'Est de la carrière par les bois du « Crot du Oberpin », « Les gros buissons » et des « Ribourys ». La perception depuis le Nord, Nord-Ouest bute sur la Montagne des alouettes et depuis l'Ouest sur le « Bois de la cave » et le « Bois du Parc ». **Il n'existe aucun point de vue sur la carrière depuis une zone habitée.**

La seule perception possible provient le long de la route départementale D6. Il s'agit d'une perception dynamique et ponctuelle (de l'ordre de 1 minute). Seuls les merlons périphériques sont visibles, les stocks et les activités sur le site ne dépassent pas ces merlons.



Vue du site depuis la RD6 – Masquée par le maintien de boisements périphériques



Vue du site depuis la RD6 – Masquée par le merlon périphérique



Vue de l'entrée du site depuis la RD6

L'exploitation s'inscrit en dent creuse, et se poursuivra en s'approfondissant dans le cadre du présent. Le paysage ne se trouvera donc pas changé par rapport à la situation actuelle. **L'impact de la carrière sur le paysage restera identique, c'est-à-dire très faible.**

II. PATRIMOINE

Les Monuments Historiques (MH) regroupent des meubles ou immeubles protégés au titre du code du patrimoine (pour leur intérêt historique, artistique et/ou architectural). Un périmètre de protection de 500 m autour des MH ou un périmètre délimité des abords (PDA) est défini.

Il n'existe pas de monument historique sur la commune d'Etais-la-Sauvin. Il n'y a pas de monuments historiques inscrits ou classés dans un rayon de 500 mètres autour du projet.

Le monument historique le plus proche est indiqué dans le tableau ci-après.

Commune	Nom	Protection	Date	Distance
Sainpuits	Château des Barres	Inscrit	5/11/1997	2,4 km au Sud-Ouest

Il n'existe pas de co visibilité entre le château de Sainpuits et la carrière.



Château des Barres
Source : Yonne tourisme

PARTIE 5 TABLEAU DE SYNTHESE

Le tableau ci-dessous synthétise les enjeux potentiels du projet de renouvellement et d'approfondissement vis-à-vis de l'état actuel du site.

	Domaine	Description	Analyse	Enjeux	Nouvelles mesures envisagées
Environnement	**Géologie**	Le gisement exploité sur le site d'Etais-la-Sauvin correspond aux calcaires récifaux de l'Oxfordien moyen et supérieur. Ces calcaires ont une puissance de 75 m d'épaisseur.	Le fonctionnement du site restera identique à celui déjà autorisé, le tonnage demandé est identique. L'accueil de matériaux inertes permettra une valorisation de ces derniers dans la remise en état du site	**Nul**	-
	Eaux souterraines	Les différentes formations calcaires du Jurassique sont des réservoirs potentiels. Les eaux s'infiltrent à travers les fissures de la roche jusqu'aux couches « imperméables » formées par les différents niveaux marneux. Les écoulements souterrains dans le secteur se font en directions des sources de Druyes-les-Belles-Fontaines. Ces écoulements suivent principalement les directions de fractures des calcaires, c'est-à-dire N60 et N75.	Les mesures actuellement mises en œuvre seront reconduites à l'identique (ravitaillement sur aire étanche, kit anti-pollution…). Par rapport à la situation actuelle, il est prévu d'accueillir des matériaux inertes pour valorisation dans le cadre de la remise en état du site. Une procédure stricte de cet accueil permettra de limiter les risques de pollution des eaux souterraines.	**Faible**	Procédure stricte d'accueil des matériaux inertes
	Eaux superficielles	Le pied de coteau où se situe la carrière constitue une zone sèche, sans aucun écoulement superficiel, l'eau de pluie s'infiltre en totalité sur cette zone formée de matériaux perméables dès la surface. Les risques de pollution sur les eaux superficielles est donc nul puisque l'exploitation est réalisée en fouille sèche et qu'il n'y a aucun ruissellement vers l'extérieur du site.	La gestion des eaux superficielles sera identique à celle mise en place actuellement sur le site.	**Nul**	-
	Usages de l'eau	Le site est en dehors de tout périmètre de protection de captage AEP. Les eaux s'infiltrant au niveau du site se dirige, par l'intermédiaire de fractures, vers les sources présentes à Druyes-les-Belles-Fontaines.	Par rapport à la situation actuelle, il est prévu d'accueillir des matériaux inertes pour valorisation dans le cadre de la remise en état du site. Une procédure stricte de cet accueil permettra de limiter les risques de pollution des eaux souterraines.	**Faible**	Procédure stricte d'accueil des matériaux inertes

	Domaine	Description	Analyse	Enjeux	Nouvelles mesures envisagées
Milieu naturel	Ecologie	Une étude écologique a été réalisé par le bureau d'étude ECOSPHERE. Celui-ci a permis de déterminer les mesures permettant de maîtriser les impacts potentiels du site sur la faune et flore locales. Ces prescriptions seront appliquées. L'ensemble de la carrière est situé dans la ZNIEFF de type 2 « La Montagne des Alouettes » (n°260014958). Aucun site Natura 2000 n'est localisé dans un rayon de 5 km autour de la carrière.		**Faible à moyen**	Les zones à enjeux seront évitées ou préservées grâce à l'application des prescriptions.
Milieu humain	Les abords du site	Les habitations les plus proches sont à plus de 900 m de la carrière. Les mesures réalisées (bruit, poussières, vibrations) indiquent des niveaux très faibles, nettement inférieurs à la réglementation.	Les mêmes mesures seront conservées. A noter que le projet ne prévoit pas d'extension surfacique.	**Très faible**	-
	Trafic routier	La carrière est actuellement autorisée pour une production de 100 kt par. La sortie des camions s'effectue directement sur la route départementale D6, sur une partie rectiligne où la visibilité est bonne.	Le projet ne prévoit pas d'augmentation de la production. Par rapport à la situation actuelle, il est prévu d'accueillir des matériaux inertes pour valorisation dans le cadre de la remise en état du site. Le rythme d'accueil d'inertes extérieurs est de 10 000 t/an, ce qui représente un trafic supplémentaire de l'ordre de 1 à 2 camions par jour Ce trafic supplémentaire s'effectuera majoritairement en double fret, l'incidence sera donc limitée.	**Faible**	-
	Sécurité	La carrière actuelle est clôturée et son accès est équipés d'une barrière. Une signalisation est en place au niveau du site. Une carrière présente peu d'enjeu vis-à-vis du risque incendie. De plus, des mesures sont en place : accès dimensionnés aux secours, extincteurs, réserve incendie…	Le projet ne prévoit pas d'extension. Les clôtures, barrières, signalisations et mesures de lutte contre l'incendie seront conservés.	**Nul**	-
Paysage	Perception visuelle	Le projet n'ouvrira pas de nouvelles vue, l'exploitation se déroulera en s'approfondissant.		**Nul**	-

F

ANNEXES



INDEX DES ANNEXES

Annexe 1	Arrêtés préfectoraux
Annexe 2	Plans de tir type
Annexe 3	Mesures de bruit dans l'environnement - ITGA - 2024
Annexe 4	Mesures de retombées atmosphériques - ITGA - 2023
Annexe 5	Mesures de vibrations – 2022/2024

ANNEXE 1 ARRETES PREFECTORAUX

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES
COLLECTIVITES ET
DU DEVELOPPEMENT
DURABLE

SERVICE DU
DEVELOPPEMENT
DURABLE

ARRETE n° PREF-DCDD-2006-0222
autorisant la Société d'Aménagement Foncier d'Amendement et de concassage (SAFAC) à exploiter une carrière de roche calcaire sur le territoire de la commune d'Etais La Sauvin,

Le préfet de l'Yonne,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées

VU la nomenclature des installations classées

VU l'arrêté préfectoral du 28 mai 1973 autorisant la société SAFAC à exploiter une carrière sur le territoire de la commune d'Etais La Sauvin pour une durée de 9 ans ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 novembre 1980 autorisant la société SAFAC à étendre l'exploitation de la carrière située sur le territoire de la commune d'Etais La Sauvin pour une durée de 9 ans ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 avril 1982 renouvelant, pour une durée de 9 ans, l'autorisation du 28 mai 1973 d'exploiter une carrière sur le territoire de la commune d'Etais La Sauvin ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 août 1991 autorisant la société SAFAC à exploiter une carrière sur le territoire de la commune d'Etais La Sauvin pour une durée de 9 ans ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mai 1999 déterminant le montant des garanties financières pour la carrière de la société SAFAC à Etais La Sauvin ;

VU la demande présentée le 21 mars 2005 par la société SAFAC dont le siège social est situé 12 voie romaine à Auxerre en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière de roche calcaire d'une capacité maximale de 100.000 tonnes sur le territoire de la commune d'Etais La Sauvin au lieu dit « Le Gros Theureau ».

VU le dossier déposé à l'appui de sa demande

VU la décision en date du 15 juillet 2005 du président du tribunal administratif de DIJON portant désignation du commissaire-enquêteur

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 août 2005 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de un mois du 3 octobre 2005 au 4 novembre 2005 inclus sur le territoire de la commune de ETAIS LA SAUVIN

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public

VU la publication en date du 1er septembre 2005 de cet avis dans deux journaux locaux

VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés

VU le rapport et les propositions en date du 10 janvier 2006 de l'inspection des installations classées

VU l'avis en date du 06 mars 2006 de la commission départemental des carrières au cours de laquelle le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu)

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

Chapitre.1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article.1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société d'Aménagement Foncier d'Amendement et de concassage (SAFAC) dont le siège social est situé 12 voie romaine à Auxerre (89000) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Etais La Sauvin, au lieu dit « Le gros Theureau », une carrière de roche massive et une installation de broyage de matériaux répondant aux caractéristiques établies à l'article 1.2.1.

Article.1.1.2 - Abrogation des actes administratifs antérieurs

Les arrêtés préfectoraux suivants sont abrogés :

- Arrêté préfectoral complémentaire n°DCLD-B1-1999-160 du 26 mai 1999 déterminant le montant des garanties financières ;
- Arrêté préfectoral n°DCLAE B1-91-161 du 22 août 1991 autorisant la société SAFAC à exploiter une carrière sur le territoire de la commune d'Etais La Sauvin ;

Chapitre.1.2 - Nature des installations

Article.1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2510.1	A	Exploitation de carrière au sens de l'article 4 du code minier	100.000 t/an
2515.1	A	Broyage, concassage, criblage de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels.	550 kW environ

Article.1.2.2 - Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les commune, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Sections	Parcelles : renouvellement	Parcelles : extension
Etais la Sauvin, lieu dit « Le gros theureau »	AH	198, 204, 205, 206, 210, 211, 212, 284, 297, 300, 301	223, 224, 225, 226, 283, 286, 287, 288, 295, 298, 299, 302
	ZN	-	18, 46

Article.1.2.3 - Phasages

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 4 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation(annexes 1.1 à 1.7).

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation au cours de la phase	Tonnage à extraire
1	2007	0	480.000 t
2	2010	12 237 m²	490.000 t
3	2015	0	470.000 t
4	2020	11 925 m²	539.000 t

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

Article.1.2.4 - Autres limites de l'autorisation

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation est de :

9 ha 39 a et 77 ca

Chapitre.1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Chapitre.1.4 - Durée de l'autorisation

Article.1.4.1 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 20 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cette durée inclus la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Chapitre.1.5 - Périmètre d'éloignement

Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les notes de calcul de la distance visée ci-avant.

Chapitre.1.6 - Garanties financières

Article.1.6.1 - Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.2 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site.

Article.1.6.2 - Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase :

	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4
Surface des infrastructures (en ha)	2,28	1,23	1,23	2,428
Surface en chantier (en ha)	2,1304	2,5369	2,3301	0,6442
Surface de front (en ha)	1,06	1,22	0,89	0,81
Coût total (€)	**109 426**	**110 595**	**99 497**	**62 831**

Les montants ci-dessus ont été déterminées avec :
Indice α = 1,23
Indice TP01 =516,8

Article.1.6.3 - Etablissement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet en même temps que la déclaration de début des travaux prévue à l'article 23-1 du décret du 21 septembre 1977 :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié ;

- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article.1.6.4 - Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévue à l'article 1.6.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes par l'arrêté ministériel du 1er février 1996.

Article.1.6.5 - Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article.1.6.6 - Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modification des conditions d'exploitation telle que définie à l'article 1.6.2 du présent arrêté.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article.1.6.7 - Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce code. Conformément à l'article L.514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article.1.6.8 - Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières pour remettre en état les parties de la carrière non remises en état.

Article.1.6.9 - Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, par l'inspecteur des installations classées qui établi un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

Chapitre.1.7 - Modifications et cessation d'activité

Article.1.7.1 - Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article.1.7.2 - Mise à jour de l'étude de dangers

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article.1.7.3 - Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article.1.7.4 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Article.1.7.5 - Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectoral. La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexées les documents visés à l'article 23.2 du décret du 21 septembre 1977, (capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution des garanties financières) est adressé au préfet qui statue dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande.

Article.1.7.6 - Cessation d'activité

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Au moins 6 mois avant la date de l'arrêt définitif ou la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
2. la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
3. l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,

Chapitre.1.8 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.
Il peut être déféré à la juridiction administrative :
1° Par le demandeur ou exploitant ;
2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 ;
Le délai de recours est fixé à 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.
Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Chapitre.1.9 - Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
22/09/94	Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

Chapitre.1.10 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
La présente autorisation ne vaut pas permis de construire

TITRE 2 - – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

Chapitre.2.1 - Exploitation des installations

Article.2.1.1 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leur caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article.2.1.2 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Chapitre.2.2 - Réserves de produits ou matières consommables

Article.2.2.1 - Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Chapitre.2.3 - Intégration dans le paysage

Article.2.3.1 - Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Chapitre.2.4 - Danger ou nuisances non prévenus

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

Chapitre.2.5 - Incidents ou accidents

Article.2.5.1 - Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Chapitre.2.6 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant toute la durée de l'autorisation.

TITRE 3 - - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Chapitre.3.1 - Conception des installations

Article.3.1.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.
Le brûlage à l'air libre est interdit.

Article.3.1.2 - Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation des engins sont entretenues en bon état et arrosées si nécessaire,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,

L'arrosage des pistes est interdit si la commune est couverte par un arrêté préfectoral relatif à la sécheresse.

Article.3.1.3 - Emissions et envols de poussières

L'exploitant doit prendre des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment, si nécessaires les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre.4.1 - Prélèvements et consommations d'eau

Sans objet.

Chapitre.4.2 - Collecte des effluents liquides

Article.4.2.1 - Aire étanche

L'exploitant est tenu de réaliser un aire étanche à double pente munie conçues pour récupérer les eaux ou les liquides résiduels.
Les eaux ainsi collectées doivent être dirigés, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures de type A, équipé d'un obturateur automatique.

Toutes les opérations courantes telles que ravitaillement des engins à moteur et du groupe électrogène, vidange et graissage, etc. doivent être réalisées sur cette aire étanche.

Article.4.2.2 - Entretien et surveillance
Le séparateur d'hydrocarbure doit être entretenu au moins une fois par an.

Chapitre.4.3 - Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Article.4.3.1 - Eaux domestiques
Les eaux vannes doivent être stockées dans une fosse étanche double paroi ou sur rétention et collectées par une entreprise agréée.

Article.4.3.2 - Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci- dessous définies :

Paramètre	Normes d'analyses	Concentrations maximale moyenne sur une période de 2 heures (mg/l)
MES	NF EN 872	35
DCO	NF T 90 101	125
HCT	NF T 90 114	5

TITRE 5 - - DECHETS

Chapitre.5.1 - Principes de gestion

Article.5.1.1 - Limitation de la production de déchets
L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Article.5.1.2 - Séparation des déchets
L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques..
- Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 sont valorisées par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

- Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.
- Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du Décret 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n°99-374 du 12 mai 1999, modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.
- Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du Décret 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.
- Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article.5.1.3 - Conception et exploitation des installations internes de transit des dechets
Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article.5.1.4 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement
L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visés à l'article L511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Article.5.1.5 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement
A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article.5.1.6 - Transport
Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.
Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chapitre.7.3 - infrastructures et installations

Article.7.3.1 - Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Chapitre.7.4 - Prévention des pollutions accidentelles

Article.7.4.1 - Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article.7.4.2 - Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Article.7.4.3 - Rétentions

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

L'utilisation d'une cuve de stockage est interdite.

Article.7.4.4 - Règles de gestion des stockages en rétention
Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.

Article.7.4.5 - Transports - chargements - déchargements
Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.
Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,..).
Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Chapitre.7.5 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article.7.5.1 - Définition générale des moyens
L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Article.7.5.2 - Entretien des moyens d'intervention
Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.
Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article.7.5.3 - Consignes de sécurité
Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Article.7.5.4 - Consignes générales d'intervention
Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

TITRE 8 - - CONDITIONS PARTICULIERES

Chapitre.8.1 - Aménagements paysagers

En partie sud ouest, le long de la RD n°6, les bordures doivent être boisées sous forme de haies.

Un merlon d'une hauteur de 2,50 mètres minimum doit être mis en place sur toute la partie S–SW de la carrière visible depuis la RD n°6.

Chapitre.8.2 - Plan d'évolution

L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés :
- Les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m,
- Les positions des fronts,
- Les cotes d'altitude des points significatifs,
- Les zones remises en état.

Ce plan doit être transmis tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.

Chapitre.8.3 - Tir de mine

Pour procéder à un tir, l'exploitant doit s'assurer qu'aucun véhicule ne circule sur la RD n°6 à moins de 600 mètres de l'entrée de la carrière.

Les capacités de rétention ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

L'utilisation d'une cuve de stockage est interdite.

Article.7.4.4 - Règles de gestion des stockages en rétention
Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.

Article.7.4.5 - Transports - chargements - déchargements
Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.
Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).
Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Chapitre.7.5 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article.7.5.1 - Définition générale des moyens
L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Article.7.5.2 - Entretien des moyens d'intervention
Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.
Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article.7.5.3 - Consignes de sécurité
Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Article.7.5.4 - Consignes générales d'intervention
Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

TITRE 8 - - CONDITIONS PARTICULIERES

Chapitre.8.1 - Aménagements paysagers

En partie sud ouest, le long de la RD n°6, les bordures doivent être boisées sous forme de haies.

Un merlon d'une hauteur de 2,50 mètres minimum doit être mis en place sur toute la partie S–SW de la carrière visible depuis la RD n°6.

Chapitre.8.2 - Plan d'évolution

L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés :
- Les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m,
- Les positions des fronts,
- Les cotes d'altitude des points significatifs,
- Les zones remises en état.

Ce plan doit être transmis tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.

Chapitre.8.3 - Tir de mine

Pour procéder à un tir, l'exploitant doit s'assurer qu'aucun véhicule ne circule sur la RD n°6 à moins de 600 mètres de l'entrée de la carrière.

TITRE 9 - - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Chapitre.9.1 - Programme d'auto surveillance

Article.9.1.1 - Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.
Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Article.9.1.2 - mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.
Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Chapitre.9.2 - Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Article.9.2.1 - Auto surveillance des émissions atmosphériques

Sans objet.

Article.9.2.2 - Auto surveillance des eaux résiduaires

Sans objet.

Article.9.2.3 - Surveillance des effets sur les milieux aquatiques
Sans objet.

Article.9.2.4 - Auto surveillance des déchets
Sans objet

Article.9.2.5 - Auto surveillance des niveaux sonores
Une mesure de la situation acoustique sera effectué dans un délai de 5 ans à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 10 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au dossier de demande d'autorisation d'exploiter, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

Article.9.2.6 - Auto surveillance des vibrations
Le respect des vitesses fixées à l'article 22.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 doit être vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière aux emplacements et dans des conditions définies en accord avec l'inspection des installations classées.
Les mesures doivent être renouvelées tous les 3 ans.

Chapitre.9.3 - Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Article.9.3.1 - Actions correctives
L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Article.9.3.2 - Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance
Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions d'amélioration si ces résultats montrent des non conformités aux dispositions du présent arrêté.
Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2 sont conservés pendant toute la durée de la présente autorisation.

TITRE 10 - - REMISE EN ETAT DU SITE

Chapitre.10.1 - Principes

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.
Il doit notifier l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DRIRE et justifier de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans, photographies...).

Chapitre.10.2 - Modalités de remise en état

Article.10.2.1 - Fronts de taille

La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :
- purge des fronts,
- talutage du pied des fronts et mise en place de boîte à cailloux,
- reconstitution d'un sol sur les talus visés ci-dessus par régalage des matériaux issus du scalpage du brut et de la terre de découverte,
- talutage des fronts à 60/70° pour tous les nouveaux fronts (parcelles en extension)

Article.10.2.2 - Carreau

La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité dans l'affectation future du site,

- Pour la parie Nord Ouest du site : remodelage du carreau par
  - Déroctage partiel de sa surface,
  - Régalages localisés de matériaux stériles et de découvertes, en créant des modelés doux et variés,
  - Préservation de quelques dalles de roche nue (moins de 10 % en surface),

- Pour la partie Sud Est du site : réaménagement agricole
  - Régalage des matériaux de scalpage constitués en partie de produits argileux,
  - Mise en place d'une couche de terre végétale provenant de la découverte,

En fin d'exploitation, la zone d'extraction doit être rendue conforme aux coupes et plan annexés au présent arrêté (annexe 2).

Article.10.2.3 - Aménagements annexes

Les aménagements suivants doivent être mis en place :
Enlèvement de la signalisation réglementaire relative à l'activité d'exploitation de la carrière,
Mise en place à intervalles réguliers, de panneaux de signalisation du caractère dangereux :
- au niveau de la clôture périphérique, au niveau des fronts, sur les risques de chutes ;
- au niveau du pied des front et à l'entrée de la carrière, sur les risques de chutes de pierres ;

Article 11 : L'exploitant peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas 21000 DIJON compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou M. le ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Le délai de recours d'un tiers est de six mois à compter de la publication de l'avis annonçant le dépôt de la déclaration de début de l'exploitation. La mise en service de l'installation peut intervenir dans les trois ans qui suivent la délivrance de l'autorisation.

Article 12: Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de ETAIS LA SAUVIN pendant une durée minimum d'un mois.

Une copie de l'arrêté sera conservée aux archives de la mairie et pourra être consultée, sans frais, par les personnes intéressées.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces deux formalités sera dressé par M. le maire d'ETAIS LA SAUVIN et renvoyé à la préfecture de l'Yonne (direction des collectivités et du développement durable- service du développement durable).

Un extrait de cet arrêté sera également publié, par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux.

Article 13: Une copie du présent arrêté notifié par la voie administrative à M. le directeur de la société SAFAC chargé d'afficher en permanence et de façon visible dans l'installation un extrait de cet arrêté, sera adressée :

- aux maires d'ETAIS LA SAUVIN, SAINPUITS, LAINSECQ, SOUGERES EN PUISAYE, ENTRAINS SUR NOHAIN (58)
- au commissaire enquêteur
- au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, inspecteur des installations classées
- à la directrice régionale de l'environnement de Bourgogne
- au chef de la subdivision de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de l'Yonne
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- au directeur départemental de l'équipement
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, ingénieur en chef du génie rural (service hydraulique)
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Yonne
- au directeur départemental de la concurrence, de la consommation, de la répression des fraudes
- au président du conseil général de l'Yonne
- au président du tribunal administratif de Dijon

- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne
- au chef du service départemental d'architecture et du patrimoine de l'Yonne
- au conservateur régional de l'archéologie

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution

Fait à Auxerre, le 0 4 MAI 2006

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

Frédéric ALADJIDI

PRÉFET
DE L'YONNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Préfecture
Service de l'Animation des Politiques Publiques
Interministérielles et de l'Environnement
Bureau de l'environnement

Arrêté n°PREF-SAPPIE-BE-2020-0109
Du 16 juin 2020
autorisant le changement d'exploitant de la carrière de roche calcaire
avec installation de traitement des matériaux
située au lieu-dit « Le Gros Theureau »
sur le territoire de la commune d'ETAIS-LA-SAUVIN

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 516-1 et R. 516-1 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

VU le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment la rubrique n° 2515 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU le schéma départemental des carrières de l'Yonne approuvé par arrêté préfectoral du 10 septembre 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2006-0222 du 4 mai 2006 autorisant, pour une durée de 20 ans, la société SAFAC à exploiter une carrière de roche calcaire et une installation de traitement de matériaux au lieu-dit « Le Gros Theureau », sur le territoire de la commune d'ETAIS-LA-SAUVIN ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2009-340 du 4 août 2009 portant mutation de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire et une installation de traitement sur le territoire de la commune d'ETAIS-LA-SAUVIN au bénéfice de la SAS CALEXY;

VU la demande en date du 18 décembre 2019 présentée et complétée le 30 avril 2020 par monsieur Laurent DELAFOND, agissant en qualité de directeur régional de la société EQIOM GRANULATS, en vue d'obtenir à son profit l'autorisation d'exploiter la carrière de roche calcaire et son installation de traitement de matériaux sur la commune d'ETAIS-LA-SAUVIN accordée par arrêté préfectoral du 4 mai 2006 susvisé ;

VU le rapport du 14 mai 2020 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 4 juin 2020 ;

VU le courriel en date du 11 juin 2020 par lequel la société fait part de l'absence d'observation sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande de changement d'exploitant est soumise au régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2510-1, et n° 2515-1.a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande de changement d'exploitant est régulièrement autorisée par les arrêtés préfectoraux des 4 mai 2006 et 4 août 2009 susvisés ;

CONSIDÉRANT que les capacités techniques et financières de la société EQIOM GRANULATS, nécessaires pour mettre en œuvre l'exploitation ou remettre en état le site de l'exploitation de carrière de calcaire avec son installation de traitement de matériaux, située au lieu-dit « Le Gros Theureau » sur le territoire de la commune d'ETAIS-LA-SAUVIN sont suffisantes ;

CONSIDÉRANT qu'en application du décret du 22 octobre 2018 susvisé, les activités exercées sur la carrière au titre de la rubrique n° 2515-1.a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relèvent désormais de l'enregistrement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2006 susvisé ;

considérant que l'exploitation des carrières est subordonnée à l'existence de garanties financières et que le montant de celles-ci nécessite une actualisation ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

ARRETE

Article 1er - Nature de l'autorisation

La société EQIOM GRANULATS, dont le siège social se situe 49 avenue Georges Pompidou, 92593 LEVALLOIS-PERRET Cedex, est autorisée à succéder à la société CALEXY en vue d'exploiter une carrière de calcaire avec installation de traitement des matériaux au lieu-dit « Le Gros Theureau », sur le territoire de la commune d'ETAIS-LA-SAUVIN.

Le nouvel exploitant se substitue au précédent dans l'intégralité des droits et obligations attachés aux autorisations (formant depuis le 1er mars 2017 l'autorisation environnementale) accordées à son prédécesseur :

- par arrêté préfectoral n° PREF-DCPP- 2006-0222 du 4 mai 2006, susvisé, autorisant l'exploitation de ladite carrière et de son installation de traitement des matériaux,

- par arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2009-340 du 4 août 2009, susvisé portant mutation de l'exploitation à la société CALEXY et complétant l'arrêté du 4 mai 2006 susvisé.

Article 2 – Situation de l'établissement

Le tableau des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2006 susvisé, est modifié comme suit :

Rubrique	Régime	Désignation des installations	Volume autorisé
2510-1	Autorisation	Exploitation de carrière	100 000 t/an
2515-1-a)	Enregistrement	Broyage, concassage, criblage de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels	550 kW environ

Article 3 - Garanties financières

Le tableau fixant le montant des garanties financières à l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2006 susvisé est mis à jour comme suit :

Période	Surface des infrastructures (ha)	Surface en chantier (ha)	Surface des fronts (ha)	Montant des garanties financières
2020 à 2025	2,939	2,124	1,596	177 480 €
2025 à constatation de la remise en état	1,490	1,559	1,256	119 848 €

Valeurs de référence prises pour le calcul du montant de la garantie financière : indice TP01 = 110,4 (décembre 2019) et TVA = 20 % (décembre 2019) et surfaces définies selon le plan joint en annexe.

L'attestation de garantie financière, couvrant la période 2020 jusqu'à la constatation de remise en état sera adressée par la société EQIOM GRANULATS à Monsieur le Préfet de l'Yonne avant le délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté.

Article 4 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 - Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de la commune d'ÉTAIS-LA-SAUVIN, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- à la Sous-Préfète d'AVALLON,
- à la Responsable de l'unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté,
- au Directeur départemental des territoires,
- au Directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté,
- à la Directrice régionale des affaires culturelles,
- au Directeur de l'office national des forêts.

Fait à Auxerre, le 16 JUIN 2020

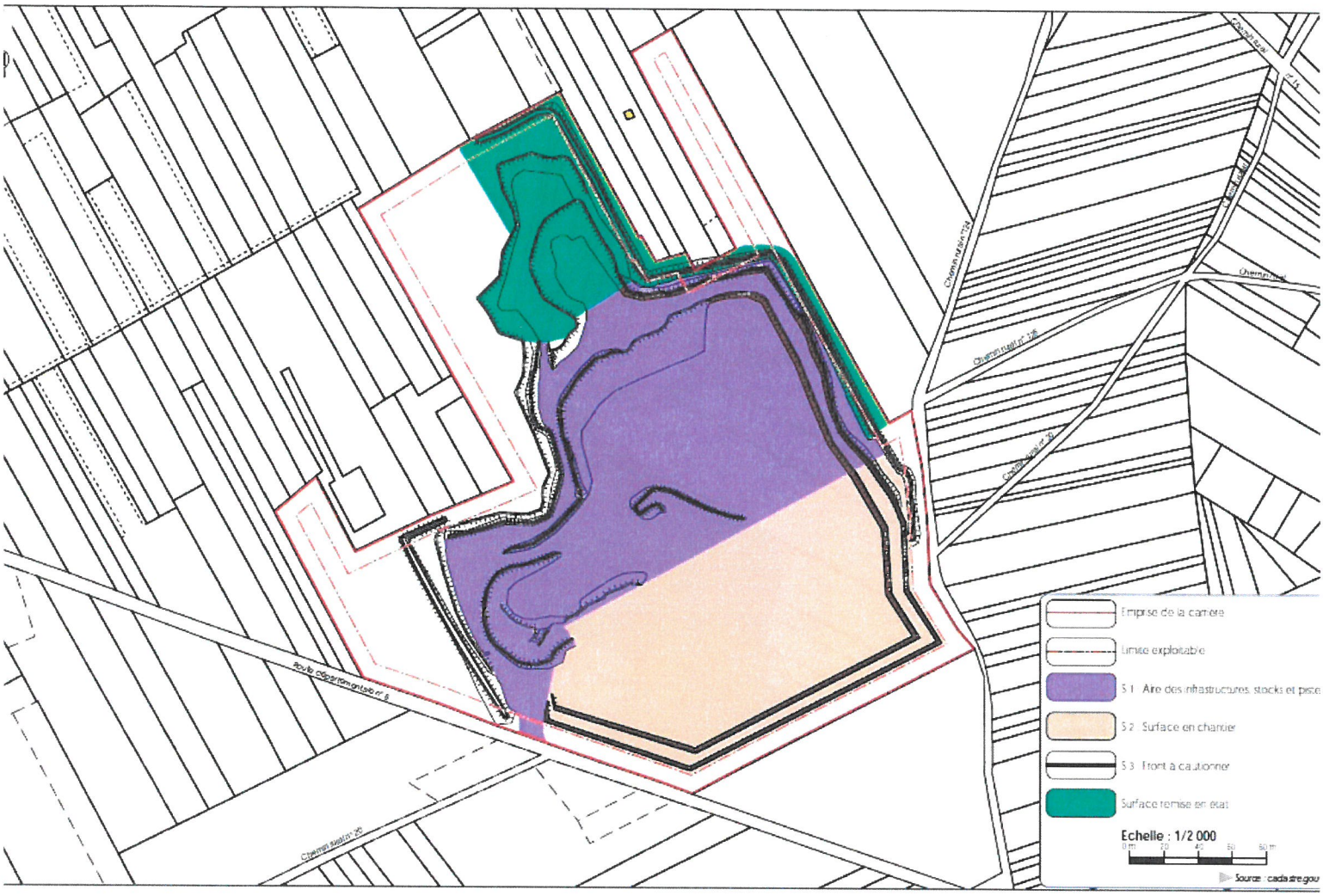
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Secrétaire générale

Françoise FUGIER

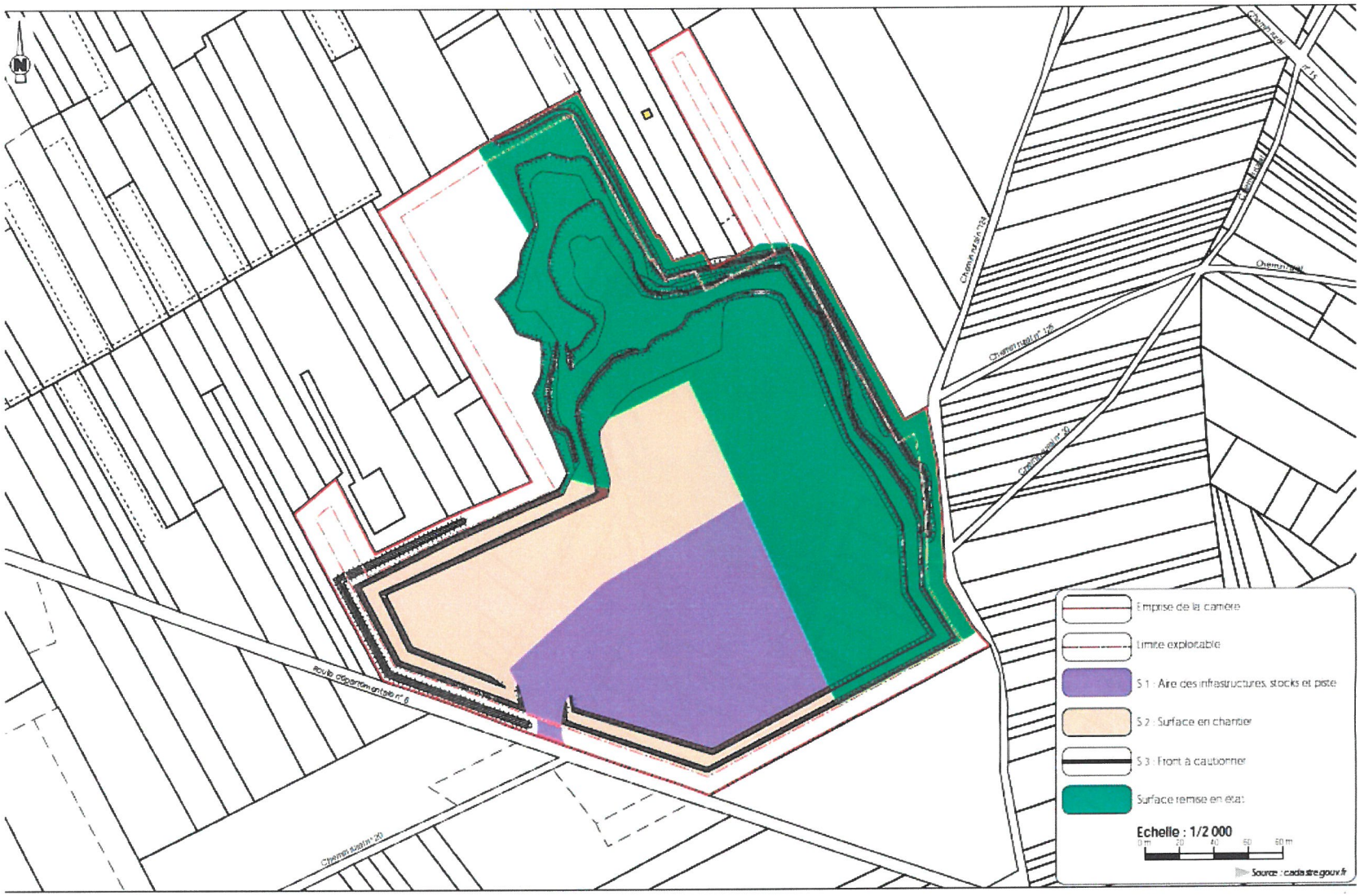
Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif de DIJON d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée. Il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux ou le Ministre de la transition écologique et solidaire d'un recours hiérarchique, ce qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet). La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ANNEXE 1 –
GARANTIES FINANCIÈRES
de 2020 à 2025



ANNEXE 2 –
GARANTIES FINANCIÈRES
de 2025 à fin d'exploitation



ANNEXE 2 PLANS DE TIR TYPE

Edité le : 28/03/2024 16:07:02

EQIOM

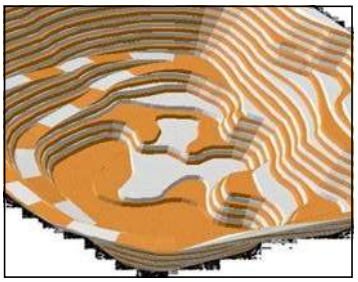
FICHE DE SYNTHESE DE TIR

Site : ETAIS

Tir : F2ETAIS20240328

Type de Tir	Type d'amorçage	Mesures
☑ Abattage ☐ Découverte	☐ Electrique ☑ NONEL ☐ Electronique	☑ Sismique ☑ Topo

Volume utile **5 654,9 m3**



Date :28-03-2024

Heure: 11:04:00

CHASSIGNOLLE JULIEN

Banquette :	**4 m**	Espacement :	**4.4 m**
Nb trous	**27**	Maille :	17.6 m2

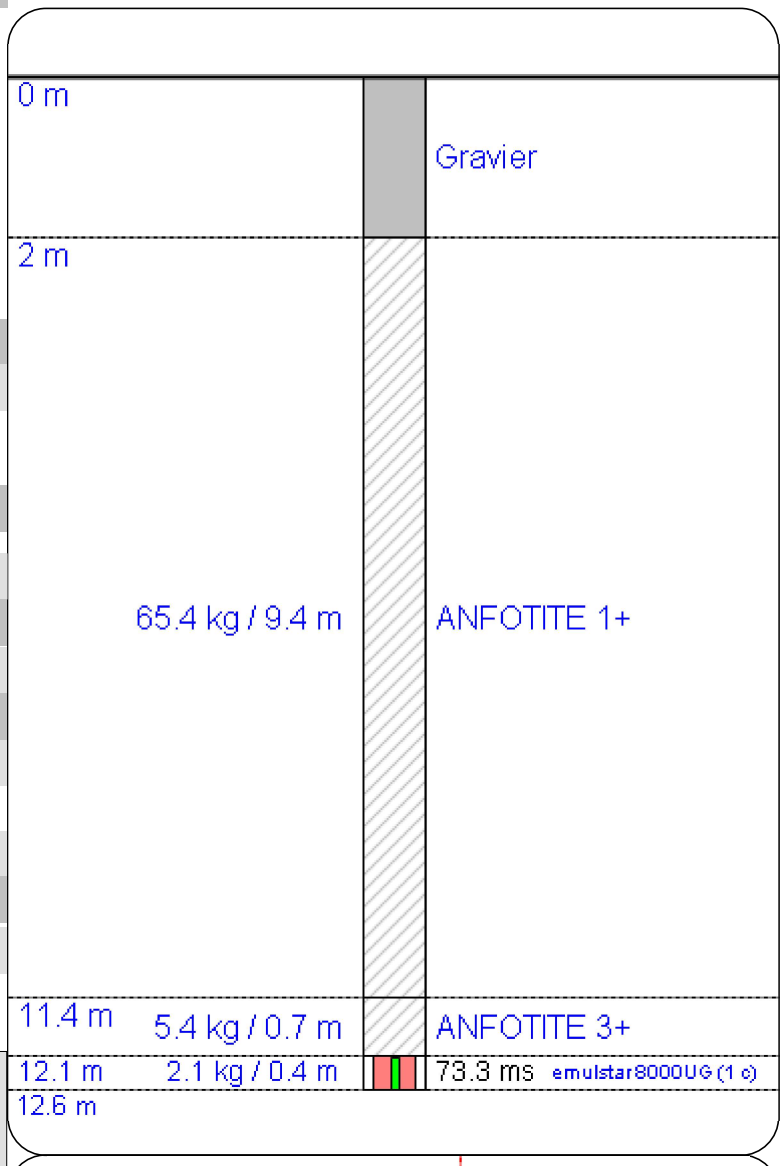
	Min	Moy	Max
Diamètre :	**102 mm**		102 mm
Profondeur :	11.1 m	11.7 m	12.6 m
Front :	0 m	11.9 m	0 m
SurProf. :	0 m	0 m	0 m
Inclinaison	0 °	0 °	0 °

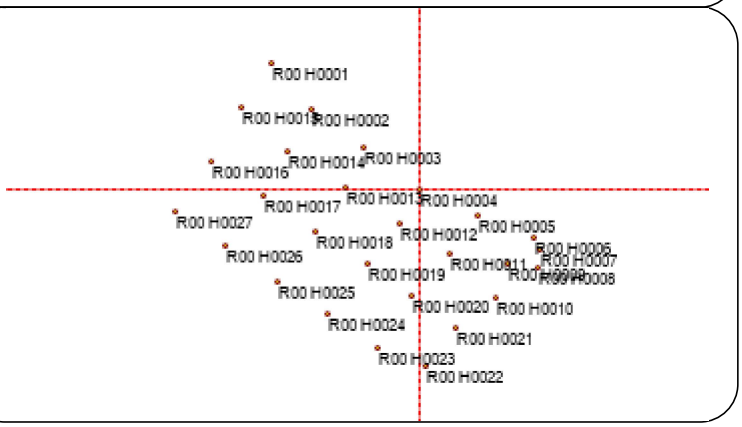
Charge d'un trou : (* Réelle)	62.5 kg	68.5 kg*	**72.9 kg**
Bourrage :	2,0 m	2,0 m	2,0 m
Charge Unitaire (Trou)	62.5 kg		**72.9 kg**

"Conforme au plan de tir théorique, aucune anomalie". + 3 trous de reprise

Charge Unitaire (4ms)	**72.9 kg**
Charge Total Tir Réelle	1 850,0 kg
Charge Spécifique Réelle	327 g/m3
Masse volumique	2400 kg/m3
Tonnage abattu	13 571,7 t
Volume (avec surprof)	5 654,9 m3

Trou #4 [R00 H0004]





JULIEN CHASSIGNOLLE, EQIOM

0

Tel : 06.80.34.43.96 | Fax : |

Edité le : 28/03/2024 16:06:13

EQIOM

EXPLOSIFS

Site : ETAIS **Date : 28-03-2024**

Tir : F2ETAIS20240328

Quantité de produits explosifs utilisés :

Désignation	Caisse ou Sac	Diamètre	Quantité	Unité
ANFOTITE 1+	60		1 500	kg
ANFOTITE 3+	5		125	kg
Détonateurs			31	u
emulstar 8000UG	3	80,00	75	kg
emulstar 6000	6	80,00	150	kg
TITACORD 12g			250	m

JULIEN CHASSIGNOLLE, EQIOM

0

Tel : 06.80.34.43.96 | Fax : |

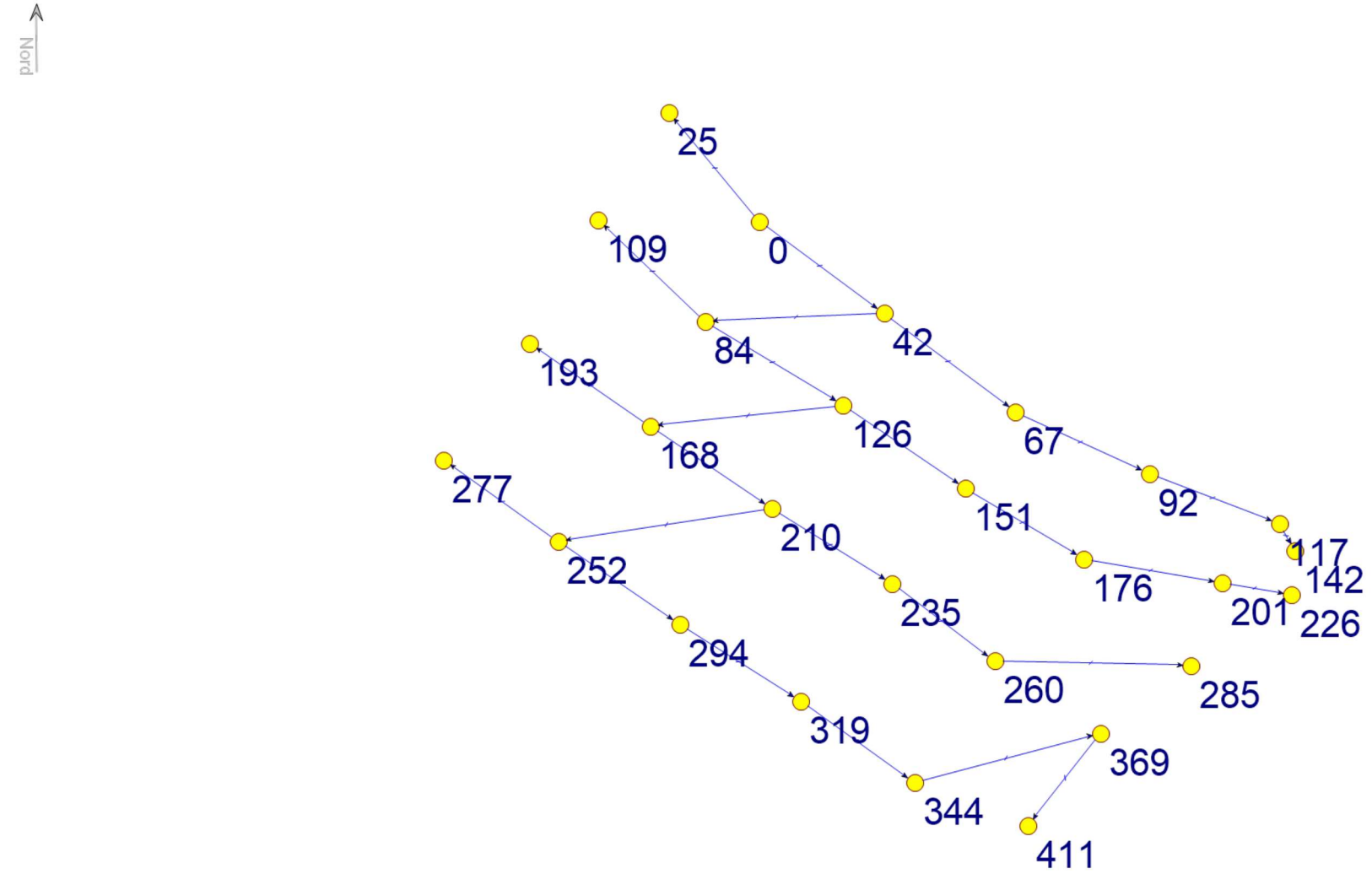
Edité le : 25/03/2024 17:24:18

CABLAGE DES TROUS

EQIOM

Tir : F2ETAIS202403

Date : 25-03-2024



JULIEN CHASSIGNOLLE, EQIOM

0

Tel : 06.80.34.43.96 | Fax : |

ANNEXE 3 MESURES DE BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT - ITGA - 2024

ITITGA DIJON
Parc Technologique de la toison d'or
2 rue Louis de Broglie
21000 DIJON
Tél : 03 80 48 25 92
www.itga.fr

MESURES DE BRUIT EN ENVIRONNEMENT

Rapport d'interprétation	N° KSP2403-1730_1-ETAIS-LA-SAUVIN-Bruit Environnement	05/04/2024
Site d'ETAIS-LA-SAUVIN		
☒ Émergence	☒ Limite de propriété	☐ Autres
Campagne de Mars 2024		

Réf Client :	**EQIOM GRANULATS**
Interlocuteur :	Madame Mathilde Foucault
Adresse :	Montagne aux Alouettes FR 89480 ETAIS LA SAUVIN
Tél :	06 81 89 84 47
E-mail :	mathilde.foucault@eqiom.com

Réf ITGA :

Interlocuteur :	Jean-Baptiste Verdier
Agence :	ITGA DIJON Parc Technologique de la toison d'or 2 rue Louis de Broglie 21000 DIJON
Tél :	06 27 43 27 96
E-mail :	jean-baptiste.verdier@itga.fr

Rapport rédigé et validé le 05/04/2024
Par Jean-Baptiste Verdier
Chargé de mission



La reproduction de ce rapport d'interprétation n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

SYNTHESE – CONCLUSION 3
1. OBJET DE LA PRESTATION 4
2. METHODOLOGIE 4
2.1. Stratégie d'échantillonnage 4
2.1.1. Caractéristiques générales du site 5
2.1.2. Liste des valeurs limites retenues 5
2.1.3. Plan d'échantillonnage détaillé 6
2.2. Interprétation 7
3. DESCRIPTIONS DES PRELEVEMENTS 8
3.1. Appareillage de mesure 8
3.2. Date et horaires des mesurages 8
3.3. Conditions météorologiques 8
3.4. Relevé de mesurage 9
4. RESULTATS et commentaires 10
4.1. Emergence 10
4.2. Limite de propriété 11
4.3. Tonalité marquée 11
A. ANNEXE 1 : CONDITIONS METEOROLOGIQUES 12
B. ANNEXE 2 : PHOTOS, GRAPHIQUES ET RESULTATS PAR POINT DE MESURE 13
C. ANNEXE 3 : RESULTATS DE TONALITE MARQUEE 20

SYNTHESE – CONCLUSION

Pour **la période d'activité contrôlées**, période diurne,

1. **L'émergence admissible** de 5 dB(A) compte tenu du niveau de bruit ambiant existant dans la ZER 2 **est respectée.**
2. **L'émergence admissible** de 6 dB(A) compte tenu du niveau de bruit ambiant existant dans les ZER 1 et 3 est **respectée.**

3. Le **niveau de bruit en limite de propriété** mesurés au point LP1 montre que la spécification de l'arrêté d'exploitation, à savoir 64 dB(A) **est respectée.**

4. Aucune **tonalité marquée** n'a été détectée. Le site ne présente aucune apparition de bruit à fréquence dominante.

A partir des conditions aérodynamiques et thermiques observées sur le site, les conditions de propagations suivantes ont été déduites :

- Conditions défavorables pour la propagation sonore pour l'ensemble des points de mesure.

Ces mesures sont à renouveler selon la périodicité fixée par l'arrêté d'autorisation

1. OBJET DE LA PRESTATION

La campagne de mesure s'inscrit dans le cadre de la **protection de l'environnement** en application de :

- L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- L'arrêté préfectoral d'autorisation du site en date du 4 août 2009

L'objectif des mesures est de :

- vérifier le respect des émergences sonores en Zone à Emergence Réglementée (ZER),
- vérifier le respect des niveaux de bruit en limite de propriété des installations
- vérifier la durée d'apparition de la tonalité marquée, si existante.

La prestation comprend :

- L'établissement de la stratégie d'échantillonnage
- La réalisation des mesures
- Le traitement des mesures
- L'interprétation des résultats

2. METHODOLOGIE

2.1. Stratégie d'échantillonnage

Le plan d'échantillonnage a été réalisé par les représentants de la société EQIOM GRANULATS, Madame Mathilde Foucault - Alternante Ingénieure Service Foncier Environnement, et de l'agence ITGA DIJON Monsieur Jean-Baptiste Verdier -Chargé de Mission.

Les éléments fournis par le client pour l'établissement du plan d'échantillonnage sont :

- Horaires de fonctionnement de l'installation
- Rapport de la campagne précédente : 2020-292 Mesures de bruit

2.1.1. Caractéristiques générales du site

> Présentation générale

Le site d'Etais-La-Sauvin est une carrière de roche massive équipée d'une installation de traitement pour la production de divers matériaux concassés à partir matériaux bruts.

La carrière est principalement entourée de massifs boisés et de parcelles agricoles.

Les principaux axes routiers à proximité du site sont :
- La route D6 qui longe la limite Sud du site.

Les sources principales de bruit liées aux activités du site sont :
- L'extraction des matériaux bruts
- Le fonctionnement de l'installation de traitement (Convoyeurs, concasseurs et cribles).
- La circulation des engins (camions clients et engins de carrière)
- Le chargement des camions clients

Les sources potentielles de bruit externes sont la circulation sur la route D6, la faune, l'exploitations des parcelles agricoles.

Les horaires de fonctionnement de l'entreprise sont :
Du lundi au jeudi : 7h00-12h / 13h30-17h
Le vendredi : 7h00-12h / 13h30-16h

2.1.2. Liste des valeurs limites retenues

D'après l'arrêté préfectoral du site, les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer :

1. Une émergence supérieure aux valeurs admissibles citées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée (ZER) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
> 35 dB(A) ≤ 45 dB(A)	6 dB (A)	/
> 45 dB(A)	5 dB (A)	/

2. Un niveau de bruit en limite de propriété (LP) de l'établissement, déterminé de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne) tel que :

Niveau de bruit à ne pas dépasser pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	Niveau de bruit à ne pas dépasser pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
64 dB (A)	/

Sauf si sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

3. L'**arrêté du 23 janvier 1997** précise : dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.
La tonalité marquée est détectée dans un spectre non pondéré de tiers d'octave quand la différence de niveau entre la bande de tiers d'octave et les quatre bandes de tiers d'octave les plus proches (les deux bandes immédiatement inférieures et les deux bandes immédiatement supérieures) atteint ou dépasse les niveaux indiqués dans le tableau ci-après pour la bande considérée :

Analyse réalisée à partir d'une acquisition minimale de 10s		
50 Hz à 315 Hz	400 Hz à 1250 Hz	1600 Hz à 8000 Hz
10 dB	5 dB	5 dB

Les bandes sont définies par fréquence centrale de tiers d'octave.

Au sens de l'arrêté du 23 janvier 1997, est appelé :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement) ; dans le cas d'un établissement faisant l'objet d'une modification autorisée, le bruit résiduel exclut le bruit généré par l'ensemble de l'établissement modifié ;
- zones à émergence réglementée (ZER) :
  - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
  - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
  - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

2.1.3. Plan d'échantillonnage détaillé

Le contrôle des niveaux de bruit admissibles en limites de propriété de l'établissement, fixés par arrêté d'autorisation est effectué aux emplacements désignés par cet arrêté. A défaut, les emplacements de mesures sont déterminés en fonction des positions respectives de l'installation et des zones à émergence réglementée, de manière à avoir une représentativité satisfaisante de l'effet potentiel des émissions sonores de l'installation sur les zones habitées.
Note : l'arrêté d'autorisation peut moduler les niveaux admissibles selon différentes parties du pourtour de l'installation, en fonction de l'implantation des zones à émergence réglementée par rapport à l'établissement ; les contrôles doivent porter sur chacun d'eux.

Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements jugés les plus représentatifs des zones à émergence réglementée. Les emplacements où la gêne est ressentie, en tenant compte de l'utilisation normale ou habituelle des lieux, sont privilégiés.

Les mesurages sont organisés de façon à donner une valeur représentative du niveau de bruit qui existe sur l'ensemble de la période de fonctionnement de l'activité.

Numéro	Emplacement (ZER/LP)	Type de bruit (Ambiant/Résiduel)	Période de la journée Période de 7h à 22h	Point cardinal	Durée de mesure minimale
1	ZER 1 – habitation la plus proche au nord-ouest, au lieu-dit « La montagne des alouettes »	Ambiant	7h à 22h	Nord-Ouest	30min
		Résiduel			30min
2	ZER 2- habitation la plus proche au sud-est, au lieu-dit « Les Gallois »	Ambiant	7h à 22h	Sud-Est	30min
		Résiduel			30min
3	ZER 3- habitation la plus proche au nord-est, au lieu-dit « Vellery »	Ambiant	7h à 22h	Nord-Est	30min
		Résiduel			30min
4	LP1 – Sud	Ambiant	7h à 22h	Sud	30 min

ZER : Zone émergence Réglementée)
LP : Limite de propriété

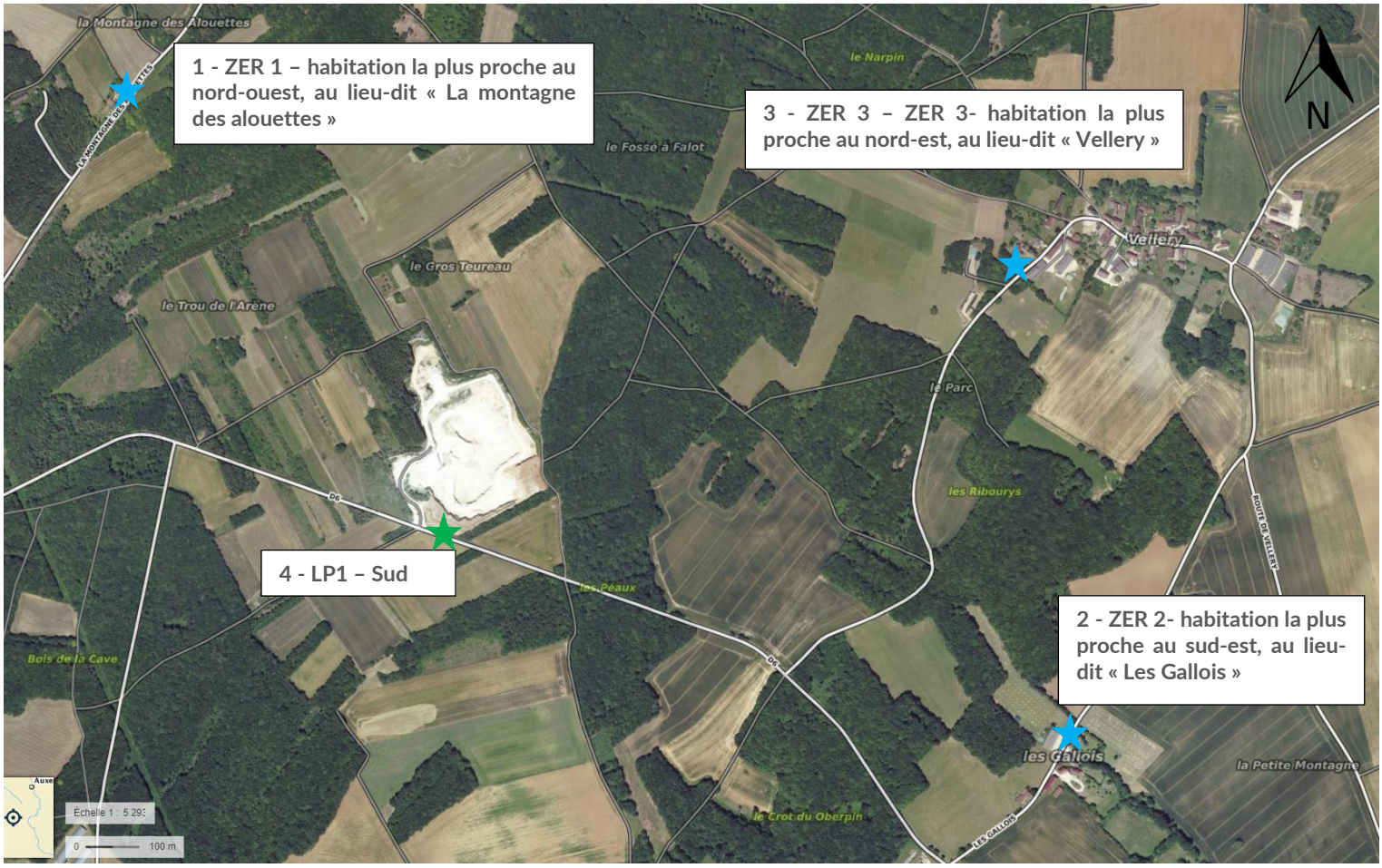


Figure 1 : Vue aérienne des emplacements de la carrière et des points de mesure (source Géoportail pour la vue aérienne)

2.2. Interprétation

Les mesurages sont réalisés selon la méthode de mesure des émissions sonores décrites en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
Cette méthode est applicable pour la mesure des niveaux de bruit en limites de propriété de l'établissement et pour la mesure de l'émergence dans les zones où celle-ci est limitée.

Les mesures sont effectuées selon les dispositions de la norme AFNOR NF S 31-010 " Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement. - Méthodes particulières de mesurage " (décembre 1996), méthode dite " d'expertise " définie au point 6 de la norme.
Cette méthode peut être mise en œuvre dans toutes les situations sonores. Elle offre, notamment, grâce à la technique des Leq courts, la possibilité d'utiliser d'autres indicateurs que le niveau équivalent.

Pour le contrôle des niveaux de bruit, la norme préconise les indicateurs acoustiques suivants :

- Le niveau de pression acoustique équivalent pondéré A (L_{Aeq}). La durée d'intégration choisie pour la détermination des L_{Aeq} courts est de 1s.
- Le niveau acoustique fractile : L50. Il représente le niveau de pression acoustique qui est dépassé pendant 50 % du temps.

Pour le contrôle des niveaux de bruit admissibles en limite de propriété, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A (L_{Aeq}) est utilisé.

Pour le contrôle de l'émergence, lorsque le L_{Aeq} n'est pas adapté, en présence de bruits intermittents, porteurs de beaucoup d'énergie sur une durée d'apparition très faible, le L50 est utilisé. Il permet une bonne approximation du niveau de bruit équivalent généré par le site dans les cas d'un impact routier important sur le bruit ambiant.

Cette situation est caractérisée par **LAeq-L50 > 5 dB(A) sur la mesure du bruit résiduel**. Dans ce cas, l'indicateur d'émergence est défini comme la différence entre les indices fractiles L50 calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel.

La gamme de fréquence couvre les 1/3 d'octave de 50 Hz à 10 kHz.

3. DESCRIPTIONS DES PRELEVEMENTS

3.1. Appareillage de mesure

Les mesurages sont réalisés avec des sonomètres intégrateurs de classe 1 répondant aux spécifications de la norme NF EN 61672-1.

Nature	Marque	Type	Numéro de série
Sonomètre	01dB	Fusion	14579
Calibreur	01dB	Cal31	98503
Sonomètre	01dB	Fusion	14578
Calibreur	01dB	Cal31	98502

Avant et après chaque série de mesurage, un calibrage de l'appareillage incluant un contrôle acoustique du microphone à l'aide d'un calibreur est opéré. Si les valeurs lues lors des calibrages s'écartent de plus de 0.5 dB, les mesurages doivent être recommencés.

Le sonomètre et le calibreur sont étalonnés tous les deux ans. Le sonomètre est auto vérifié au moins tous les six mois ou après chaque modification selon la méthode de la norme NF S 31-010.

La chaîne de dépouillement comprend les éléments nécessaires au transfert des données en provenance du sonomètre intégrateur, ainsi que le logiciel d'exploitation, permettant l'analyse des données recueillies, et les sorties sous forme de représentations graphiques.

La durée élémentaire d'acquisition est 1s.

3.2. Date et horaires des mesurages

Les mesurages ont été réalisés le 20 mars 2024 par Jean-Baptiste VERDIER

Durée du bruit particulier	Intervalle d'observation	Intervalle de mesurage
Le jour des mesures, l'activité du site a eu lieu sur la période suivante : 7h00-12h / 13h30-17h20	13h15 – 19h05	13h32 – 18h56

Pendant les mesurages, le site a fonctionné normalement.

Sources de bruit internes en fonctionnement :
- Bruit de l'installation
- Bruit de fonctionnement des engins sur le site

Sources de bruit externe en fonctionnement :
- La circulation sur la route D6
- Le chant des oiseaux dans la végétation environnante.

Au vu du cycle de bruit, l'intervalle de mesurage retenu a été jugé représentatif pour les points mesures en limite de propriété et pour les mesures de bruit ambiant au niveau des ZER.

3.3. Conditions météorologiques

Une méthode simple d'appréciation des conditions de propagation sonore en fonction des conditions météorologiques est proposée au paragraphe 6.4 de la norme NF S 31-010/A1.

A partir des conditions aérodynamiques et thermiques observées sur le site, les conditions de propagations suivantes ont été déduites :

CONDITIONS DEFAVORABLES POUR LA PROPAGATION SONORE,

La grille d'analyse est fournie en annexe.

3.4. Relevé de mesurage

Emplacement		Heure de début	Heure de fin	Observations
ZER 1 – habitation la plus proche au nord-ouest, au lieu-dit « La montagne des alouettes »	Ambiant	13h32	14h05	Chant des oiseaux dans la végétation environnante (source de bruit majoritaire) Circulation sur la route D6 (bruit de fond lointain) Par intermittence, quelques bruits en provenance de la carrière (bruits faiblement audibles)
	Résiduel	12h51	13h23	Chant des oiseaux dans la végétation environnante (source de bruit majoritaire) Circulation sur la route D6 (bruit de fond lointain)
ZER 2- habitation la plus proche au sud-est, au lieu-dit « Les Gallois »	Ambiant	14h36	15h08	Chant des oiseaux dans la végétation environnante Passage d'un véhicule devant l'habitation : 14h42/14h46/14h49/14h59 Carrière inaudible Ponctuellement : aboiements de chiens.
	Résiduel	18h21	18h56	Chant des oiseaux dans la végétation environnante (bruit plus intense qu'en ZER 2 ambiant) Passage d'un véhicule devant l'habitation : 18h43//18h54 Ponctuellement : aboiements de chiens.
ZER 3- habitation la plus proche au nord-est, au lieu-dit « Vellery »	Ambiant	15h40	16h15	Chant des oiseaux dans la végétation environnante (source de bruit majoritaire) Passage d'un avion (peu bruyant) : 15h57/16h05 Carrière inaudible Aboiements d'un chien (peu bruyant) :15h43/15h54 Cris d'oies : 15h46/1602 Bruit de fonctionnement d'un moteur de tracteur (assez éloigné) : 16h08 à 16h15.
	Résiduel	17h39	18h10	Chant des oiseaux dans la végétation environnante (source de bruit majoritaire) Passage d'un avion (peu bruyant) : 17h45/17h55 Cris d'oies : 18h01
LP 1 – Sud		15h29	17h15	Bruit de l'installation en fonctionnement en continu :15h29 à 16h18/17h07 à 17h15. Bruit de fonctionnement des engins sur le site Phase de maintenance de l'installation : 16h18 à 17h07 Par intermittence, passage d'un véhicule sur la route D6

4. RESULTATS ET COMMENTAIRES

Les évolutions temporelles, tableaux de résultats, photos des emplacements des points de mesure sont joints en annexe.

4.1. Emergence

Emplacement	Période réglementaire	Type de mesure	Niveau de bruit mesuré en dB(A)		Niveau de bruit retenu pour le calcul d'émergence		Emergence mesurée en dB(A)	Emergence réglementaire en dB(A)
			L_{Aeq}	L_{50}	Indicateur acoustique	Valeur arrondie en dB(A)		
ZER 1	7h - 22h	Ambiant	39,7	35,2	L50	**35,0**	**+0,5**	**6**
		Résiduel	42,3	34,7	L50	**34,5**		
ZER 2	7h - 22h	Ambiant	51,2	35,8	L50	**36,0**	**-5,0**	**5**
		Résiduel	48,0	41,0	L50	**41,0**		
ZER 3	7h - 22h	Ambiant	42,1	37,3	LAeq	**42,0**	**-0,5**	**6**
		Résiduel	42,7	38,1	LAeq	**42,5**		

Rappel : si LAeq-L50 > 5 dB(A) sur la mesure du bruit résiduel, l'indicateur d'émergence est défini comme la différence entre les indices fractiles L50 calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel.

Les résultats des mesures réalisées au niveau des ZER 1, 2 et 2 sur la période 7h00-22h00 sont conformes à l'arrêté.
L'impact de la carrière est faible dans l'environnement des trois habitations situées au Nord-Ouest pour la ZER 1, au Sud-Est pour la ZER 2 et au Nord-Est pour la ZER 3.

En effet, le jour des mesures, les sources de bruits relevées au niveau des habitations provenaient majoritairement de sources extérieures à l'exploitation.
Il est possible de retenir les éléments suivants :

⇨ ZER 1 :
- Le chant des oiseaux dans la végétation environnante (source de bruit la plus forte)
- Par intermittence, quelques bruits en provenance de la carrière (bruits faiblement audibles)

- Par intermittence : les bruits de foration au niveau de l'extraction (assez faible)

⇨ ZER 2 :
- Carrière inaudible
- Le chant des oiseaux dans la végétation environnante
- Le passage de véhicule sur la route longeant l'habitation

⇨ ZER 3 :
- Carrière inaudible
- Le chant des oiseaux dans la végétation environnante
- Passage d'un avion (peu bruyant)

Les émergences négatives relevées pour les ZER 2 et 3 s'expliquent par des niveaux de bruit enregistrés supérieurs sur les mesures du résiduel par rapport aux mesures de l'ambiant. En effet, il y a eu des sources de bruit plus intenses sur les résiduels qui ont marquées davantage les niveaux sonores mesurés.
Cette différence est essentiellement observable en ZER 3, où le chant des oiseaux a été plus intense pendant la mesure du résiduel.

4.2. Limite de propriété

Emplacement	Libellé	Période	Indicateur acoustique	Bruit ambiant en dB(A)		Niveau de bruit réglementaire en dB(A)
				Valeur mesurée	Valeur arrondie	
LP 1	LP 1 – Sud	7h-22h	LAeq	63,9	**64,0**	**64**

La mesure réalisée en limite de propriété met en évidence le respect de la valeur limite de niveau de bruit.
Les principales sources de bruit relevé au point de mesurage sont :

- Le Bruit de l'installation en fonctionnement en continu
- Par intermittence, des bruits liés à la phase de maintenance de l'installation
- Par intermittence le passage de véhicules sur la route D6.

4.3. Tonalité marquée

Aucune tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 n'a été détectée.
Le site ne présente aucune apparition de bruit à fréquence dominante.

Les tableaux résultats de la tonalité marquée sont joints en annexe.

A. ANNEXE 1 : CONDITIONS METEOROLOGIQUES

Quel que soit la distance sonomètre-entreprise, le mesurage du bruit est hors norme si le vent est supérieur à 5m/s ou si la pluie est marquée.
Quand la distance sonomètre-entreprise ≤ 40m, l'influence des conditions météorologiques est négligeable, l'appréciation par observation n'est pas obligatoire.
Quand la distance sonomètre-entreprise > 40m, les conditions météorologiques doivent être appréciées par observation selon le codage ci-dessous.

1 - Conditions aérodynamiques							
Vent	Vitesse m/s	Effets	Contraire	Peu contraire	De travers	Peu portant	Portant
Très Fort	≥ 5	Cheveux dérangés, Vêtements qui claquent, Branches agitées	Hors norme				
Fort	≥ 3 < 5	Perceptible sur le visage, Poussière soulevée, Brindilles agitées	U1	U2	U3	U4	U5
Moyen	≥ 1 < 3	Tout juste perceptible sur le visage Frémissement des feuilles	U2	U2	U3	U4	U4
Faible	< 1	Non perceptible sur le visage Végétaux immobiles	U3	U3	U3	U3	U3

2 - Conditions thermiques				
Période (usuelle, non réglementaire)	Rayonnement (jour) Couverture nuageuse (nuit)	Humidité	Vent	Ti
Jour	Fort	Sol sec	Faible ou moyen	T1
			Fort	T2
		Sol humide	Faible ou moyen ou fort	T2
	Moyen à faible	Sol sec	Faible ou moyen ou fort	T2
		Sol humide	Faible ou moyen	T2
			Fort	T3
Période de lever ou de coucher du soleil				T3
Nuit	Ciel nuageux		Faible ou moyen ou fort	T4
	Ciel dégagé		Moyen ou fort	T4
			Faible	T5

3 - Grille d'analyse					
(Ui, Ti)	U1	U2	U3	U4	U5
T1		--	-	-	
T2	--	-	-	Z	+
T3	-	-	Z	+	+
T4	-	Z	+	++	++
T5		+	+	++	

--	Conditions défavorables pour la propagation sonore
-	Conditions défavorables pour la propagation sonore
Z	Conditions homogènes pour la propagation sonore
+	Conditions favorables pour la propagation sonore
++	Conditions favorables pour la propagation sonore

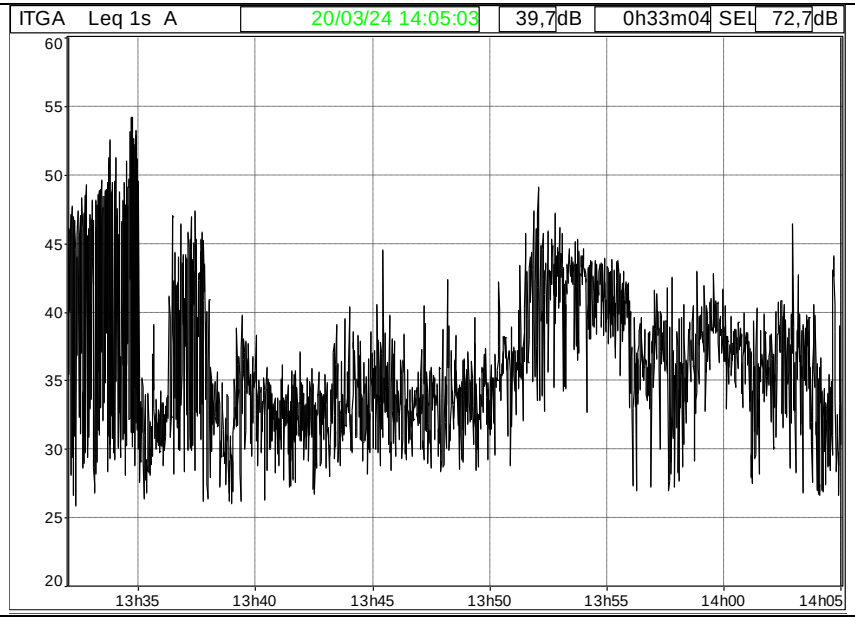
Date : 20/03/2024

Heure	Point de mesure	1 - Conditions aérodynamiques	2 - Conditions thermiques	3 - Résultat
13h45	ZER 1 ambiant	U4	T1	-
13h00	ZER 1 résiduel	U4	T1	-
14h45	ZER 2 ambiant	U2	T1	--
18h45	ZER 2 résiduel	U3	T1	-
15h55	ZER 3 ambiant	U3	T1	-
17h55	ZER 3 résiduel	U3	T1	-
15h20	LP1	U3	T1	-

B. ANNEXE 2 : PHOTOS, GRAPHIQUES ET RESULTATS PAR POINT DE MESURE

Emplacement	ZER 1 – habitation la plus proche au nord-ouest, au lieu-dit « La montagne des alouettes »	
Photo		
Evolution	**En activité**	**Hors Activité**

temporelle



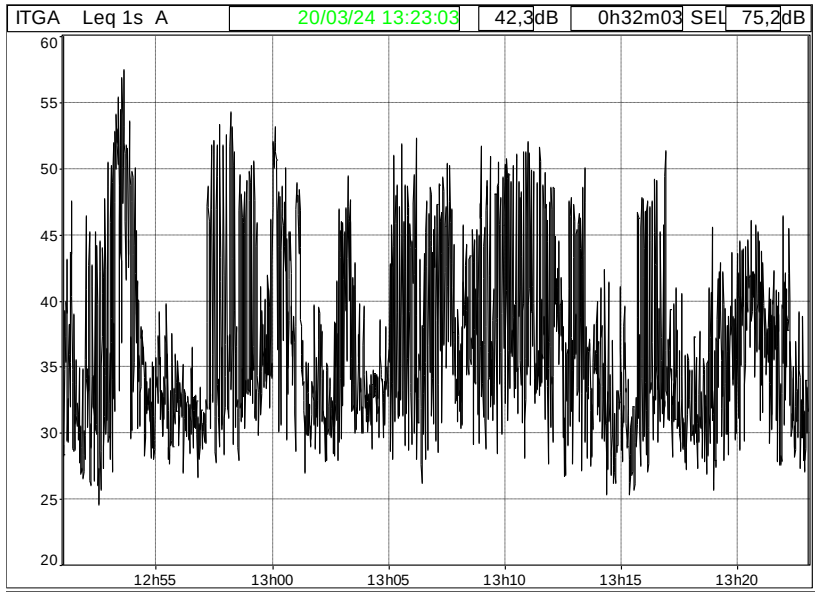
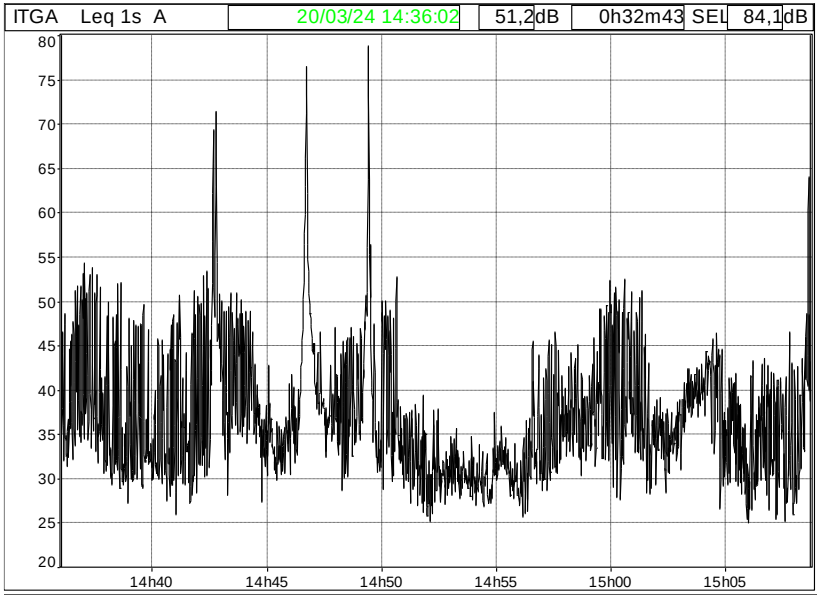


Tableau de résultat

Fichier	ETAIS-ZER 1-Amb-Jour-20-03-2024.cmg								
Début	20/03/24 13:32:00								
Fin	20/03/24 14:05:04								
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L90	L50	L10
ITGA	Leq	A	dB	39,7	25,8	54,2	29,9	35,2	43,1

Fichier	ETAIS-ZER 1-Rés-Jour-20-03-2024.cmg								
Début	20/03/24 12:51:01								
Fin	20/03/24 13:23:04								
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L90	L50	L10
ITGA	Leq	A	dB	42,3	24,5	57,4	29,3	34,7	47,0

Emplacement	**ZER 2 – habitation la plus proche au sud-est, au lieu-dit « Les Gallois »**	
Photo		
Evolution temporelle	**En activité**	**Hors Activité**



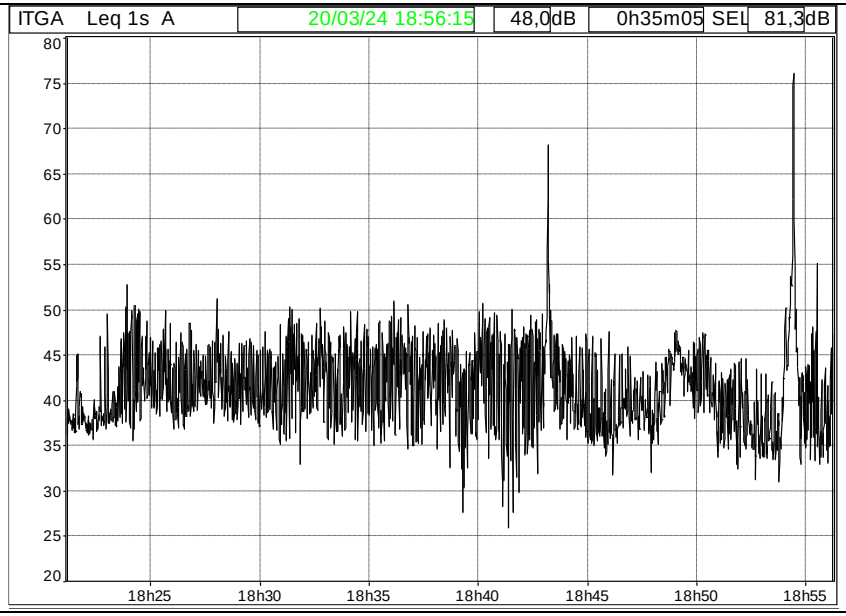


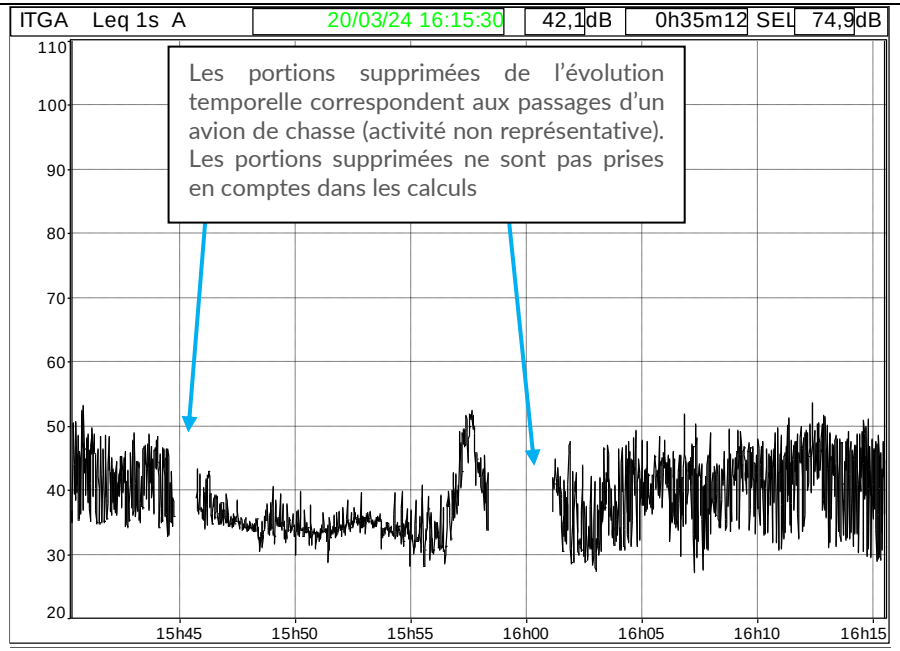
Tableau de résultat

Fichier	ETAIS-ZER 2-Amb-Jour-20-03-2024.cmg								
Début	20/03/24 14:36:02								
Fin	20/03/24 15:08:45								
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L90	L50	L10
ITGA	Leq	A	dB	51,2	24,9	78,8	29,5	35,8	46,3

Fichier	ETAIS-ZER 2-Rés-Jour-20-03-2024.cmg								
Début	20/03/24 18:21:11								
Fin	20/03/24 18:56:16								
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L90	L50	L10
ITGA	Leq	A	dB	48,0	25,9	76,0	36,2	41,0	46,6

Emplacement	ZER 3- habitation la plus proche au nord-est, au lieu-dit « Vellery »	
Photo		
Evolution	En activité	Hors Activité

temporelle



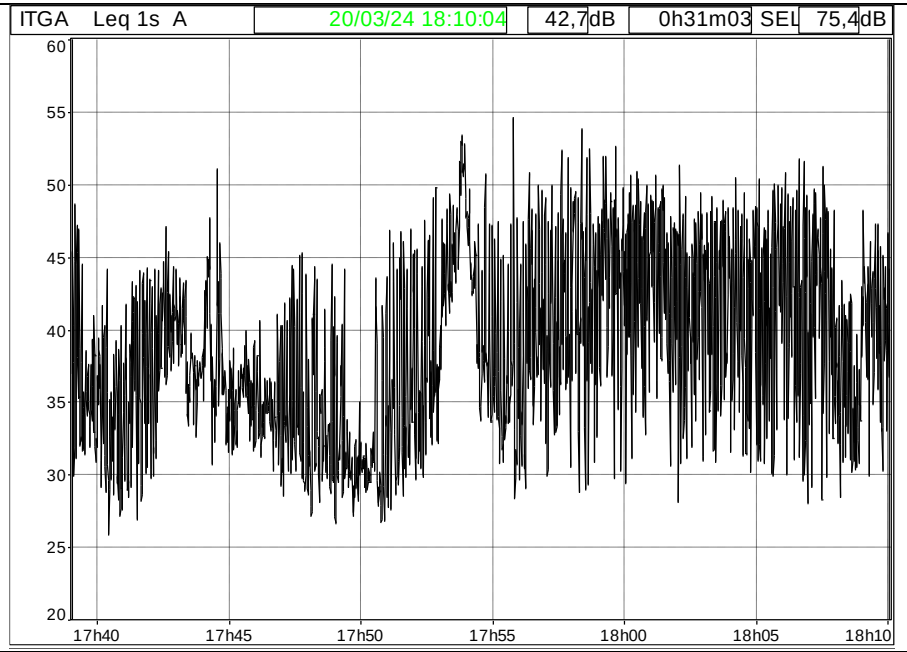


Tableau de résultat

Fichier	ETAIS-ZER 3-Amb-Jour-20-03-2024.cmg								
Début	20/03/24 15:40:19								
Fin	20/03/24 16:15:31								
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L90	L50	L10
ITGA	Leq	A	dB	42,1	27,1	53,6	32,4	37,3	46,3

Fichier	ETAIS-ZER 3-Rés-Jour-20-03-2024.cmg								
Début	20/03/24 17:39:02								
Fin	20/03/24 18:10:05								
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L90	L50	L10
ITGA	Leq	A	dB	42,7	25,8	54,6	30,5	38,1	47,3

Emplacement	**Limite de propriété – LP1 – Sud**

Photo



Evolution temporelle

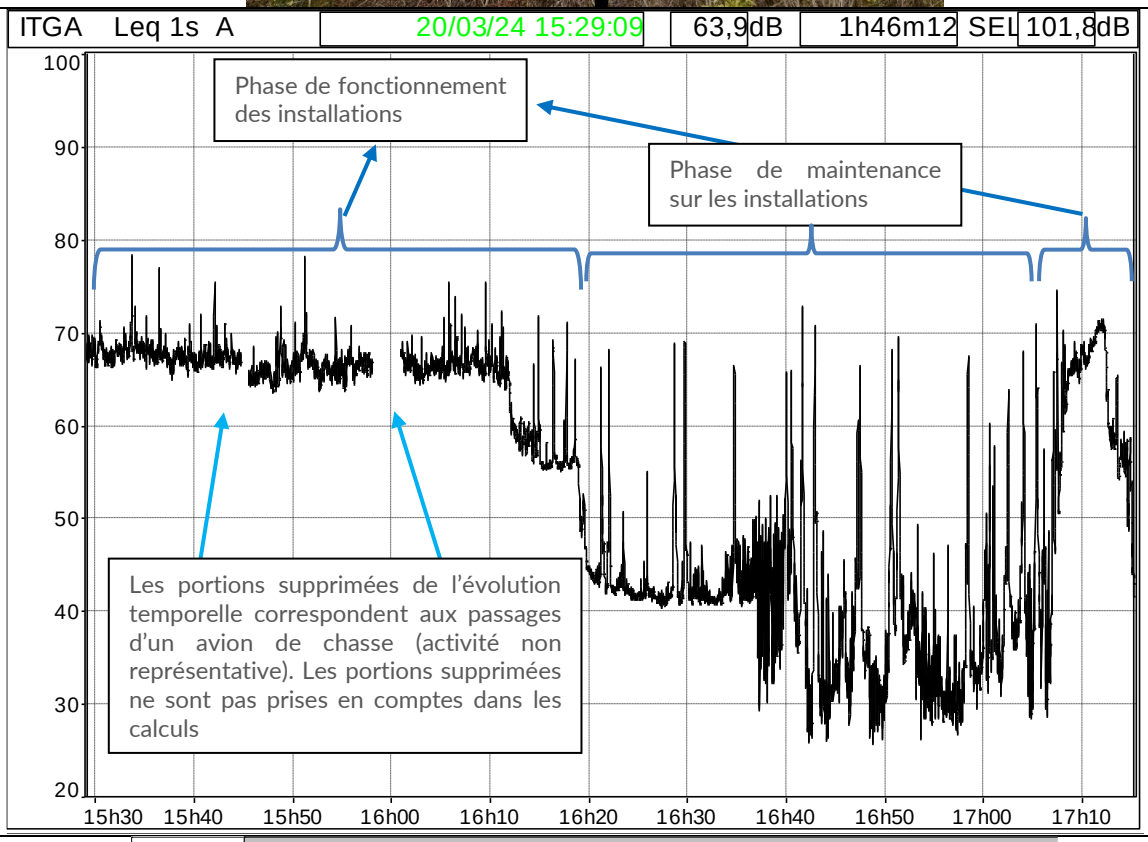


Tableau de résultat

Fichier	ETAIS-LP 1-Jour-20-03-2024.cmg								
Début	20/03/24 15:29:09								
Fin	20/03/24 17:15:21								
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L90	L50	L10
ITGA	Leq	A	dB	63,9	25,7	78,3	33,8	56,6	67,8

C. ANNEXE 3 : RESULTATS DE TONALITE MARQUEE

Emplacement	ZER 1 – habitation la plus proche au nord-ouest, au lieu-dit « La montagne des alouettes »

Résultat

Fichier	ETAIS-ZER 1-Amb-Jour-20-03-2024.cmg			
Début	20/03/24 13:32:00			
Fin	20/03/24 14:05:04			
Source	tonalité marquée			
Lieu	Niveau dB	Tonalité marquée D1 dB	Tonalité marquée D2 dB	Tonalité permise dB
ITGA [1/3 Oct 6.3Hz]	45,4		0,9	
ITGA [1/3 Oct 8Hz]	44,8		1,5	
ITGA [1/3 Oct 10Hz]	44,2	-0,9	-5,9	
ITGA [1/3 Oct 12.5Hz]	42,3	-2,2	-7,7	
ITGA [1/3 Oct 16Hz]	52,7	9,4	13,0	
ITGA [1/3 Oct 20Hz]	41,1	-9,0	3,0	
ITGA [1/3 Oct 25Hz]	37,7	-12,3	-1,0	
ITGA [1/3 Oct 31.5Hz]	38,4	-1,3	1,2	
ITGA [1/3 Oct 40Hz]	38,9	0,8	5,2	
ITGA [1/3 Oct 50Hz]	34,5	-4,2	1,7	
ITGA [1/3 Oct 63Hz]	32,8	-4,4	1,5	10,0
ITGA [1/3 Oct 80Hz]	32,8	-0,9	4,2	10,0
ITGA [1/3 Oct 100Hz]	29,0	-3,8	2,0	10,0
ITGA [1/3 Oct 125Hz]	28,2	-3,1	3,9	10,0
ITGA [1/3 Oct 160Hz]	25,2	-3,4	2,1	10,0
ITGA [1/3 Oct 200Hz]	23,0	-4,0	0,4	10,0
ITGA [1/3 Oct 250Hz]	23,1	-1,2	1,8	10,0
ITGA [1/3 Oct 315Hz]	22,1	-1,0	-0,3	10,0
ITGA [1/3 Oct 400Hz]	20,3	-2,3	-1,9	5,0
ITGA [1/3 Oct 500Hz]	23,8	2,5	4,2	5,0
ITGA [1/3 Oct 630Hz]	19,7	-2,7	0,0	5,0
ITGA [1/3 Oct 800Hz]	19,6	-2,6	-0,7	5,0
ITGA [1/3 Oct 1kHz]	19,9	0,3	-1,0	5,0
ITGA [1/3 Oct 1.25kHz]	20,6	0,9	-1,3	5,0
ITGA [1/3 Oct 1.6kHz]	21,2	0,9	-4,7	5,0
ITGA [1/3 Oct 2kHz]	22,4	1,5	-9,4	5,0
ITGA [1/3 Oct 2.5kHz]	27,8	5,9	-6,0	5,0
ITGA [1/3 Oct 3.15kHz]	33,9	8,0	1,7	5,0
ITGA [1/3 Oct 4kHz]	33,8	2,0	6,5	5,0
ITGA [1/3 Oct 5kHz]	29,7	-4,1	9,8	5,0
ITGA [1/3 Oct 6.3kHz]	21,5	-10,7	6,7	
ITGA [1/3 Oct 8kHz]	17,2	-10,1	8,6	
ITGA [1/3 Oct 10kHz]	9,4	-10,5	2,3	
ITGA [1/3 Oct 12.5kHz]	7,5	-7,3	0,7	
ITGA [1/3 Oct 16kHz]	6,8	-1,8		
ITGA [1/3 Oct 20kHz]	6,9	-0,2		

Emplacement : **ZER 2- habitation la plus proche au sud-est, au lieu-dit « Les Gallois »**

Résultat

Fichier	ETAIS-ZER 2-Amb-Jour-20-03-2024.cmg			
Début	20/03/24 14:36:02			
Fin	20/03/24 15:08:45			
Source	Tonalités marquées			
Lieu	Niveau dB	Tonalité marquée D1 dB	Tonalité marquée D2 dB	Tonalité permise dB
ITGA [1/3 Oct 6.3Hz]	40,6		0,1	
ITGA [1/3 Oct 8Hz]	40,9		0,0	
ITGA [1/3 Oct 10Hz]	40,1	-0,7	-6,2	
ITGA [1/3 Oct 12.5Hz]	41,5	1,0	-5,7	
ITGA [1/3 Oct 16Hz]	48,6	7,7	1,9	
ITGA [1/3 Oct 20Hz]	45,1	-1,2	-4,0	
ITGA [1/3 Oct 25Hz]	47,9	0,7	-1,3	
ITGA [1/3 Oct 31.5Hz]	50,1	3,4	-2,8	
ITGA [1/3 Oct 40Hz]	48,1	-1,0	-5,6	
ITGA [1/3 Oct 50Hz]	55,1	5,9	4,0	
ITGA [1/3 Oct 63Hz]	51,5	-1,4	2,7	10,0
ITGA [1/3 Oct 80Hz]	50,6	-3,1	5,1	10,0
ITGA [1/3 Oct 100Hz]	45,6	-5,5	-0,5	10,0
ITGA [1/3 Oct 125Hz]	45,3	-3,5	-0,7	10,0
ITGA [1/3 Oct 160Hz]	46,8	1,3	1,6	10,0
ITGA [1/3 Oct 200Hz]	45,0	-1,1	-0,3	10,0
ITGA [1/3 Oct 250Hz]	45,4	-0,6	0,2	10,0
ITGA [1/3 Oct 315Hz]	45,2	0,0	0,7	10,0
ITGA [1/3 Oct 400Hz]	45,2	-0,1	1,5	5,0
ITGA [1/3 Oct 500Hz]	43,6	-1,6	1,2	5,0
ITGA [1/3 Oct 630Hz]	43,8	-0,7	3,3	5,0
ITGA [1/3 Oct 800Hz]	40,4	-3,3	-0,2	5,0
ITGA [1/3 Oct 1kHz]	40,6	-1,8	0,6	5,0
ITGA [1/3 Oct 1.25kHz]	40,7	0,2	1,8	5,0
ITGA [1/3 Oct 1.6kHz]	39,1	-1,5	0,8	5,0
ITGA [1/3 Oct 2kHz]	38,6	-1,4	1,6	5,0
ITGA [1/3 Oct 2.5kHz]	37,9	-1,0	2,3	5,0
ITGA [1/3 Oct 3.15kHz]	35,9	-2,4	2,0	5,0
ITGA [1/3 Oct 4kHz]	35,2	-1,8	4,3	5,0
ITGA [1/3 Oct 5kHz]	32,1	-3,5	3,7	5,0
ITGA [1/3 Oct 6.3kHz]	29,2	-4,7	3,6	
ITGA [1/3 Oct 8kHz]	27,5	-3,4	6,8	
ITGA [1/3 Oct 10kHz]	22,1	-6,3	4,8	
ITGA [1/3 Oct 12.5kHz]	18,7	-6,9	5,3	
ITGA [1/3 Oct 16kHz]	15,1	-5,6		
ITGA [1/3 Oct 20kHz]	10,5	-6,8		

Emplacement	ZER 3- habitation la plus proche au nord-est, au lieu-dit « Vellery »

Résultat

Fichier	ETAIS-ZER 3-Amb-Jour-20-03-2024.cmg			
Début	20/03/24 15:40:19			
Fin	20/03/24 16:15:31			
Source	Tonalités marquées			
Lieu	Niveau dB	Tonalité marquée D1 dB	Tonalité marquée D2 dB	Tonalité permise dB
ITGA [1/3 Oct 6.3Hz]	37,8		0,2	
ITGA [1/3 Oct 8Hz]	38,3		1,9	
ITGA [1/3 Oct 10Hz]	36,8	-1,3	-11,4	
ITGA [1/3 Oct 12.5Hz]	35,8	-1,8	-12,5	
ITGA [1/3 Oct 16Hz]	51,1	14,7	12,8	
ITGA [1/3 Oct 20Hz]	38,7	-9,5	-0,5	
ITGA [1/3 Oct 25Hz]	37,8	-10,5	-9,4	
ITGA [1/3 Oct 31.5Hz]	40,3	2,0	-7,3	
ITGA [1/3 Oct 40Hz]	49,7	10,5	8,6	
ITGA [1/3 Oct 50Hz]	43,2	-4,0	4,5	
ITGA [1/3 Oct 63Hz]	36,6	-11,0	-4,0	10,0
ITGA [1/3 Oct 80Hz]	40,1	-1,0	-2,5	10,0
ITGA [1/3 Oct 100Hz]	41,0	2,3	-0,5	10,0
ITGA [1/3 Oct 125Hz]	43,8	3,2	9,6	10,0
ITGA [1/3 Oct 160Hz]	36,3	-6,3	3,5	10,0
ITGA [1/3 Oct 200Hz]	30,2	-11,3	-4,0	10,0
ITGA [1/3 Oct 250Hz]	34,3	0,1	2,0	10,0
ITGA [1/3 Oct 315Hz]	34,0	1,2	5,2	10,0
ITGA [1/3 Oct 400Hz]	29,6	-4,6	3,2	5,0
ITGA [1/3 Oct 500Hz]	27,9	-4,4	4,8	5,0
ITGA [1/3 Oct 630Hz]	24,1	-4,7	2,7	5,0
ITGA [1/3 Oct 800Hz]	21,7	-4,7	0,9	5,0
ITGA [1/3 Oct 1kHz]	21,2	-1,9	-3,4	5,0
ITGA [1/3 Oct 1.25kHz]	20,4	-1,0	-12,2	5,0
ITGA [1/3 Oct 1.6kHz]	26,7	5,9	-7,8	5,0
ITGA [1/3 Oct 2kHz]	35,0	10,4	2,1	5,0
ITGA [1/3 Oct 2.5kHz]	34,1	1,5	2,5	5,0
ITGA [1/3 Oct 3.15kHz]	31,3	-3,2	0,8	5,0
ITGA [1/3 Oct 4kHz]	31,9	-1,0	5,0	5,0
ITGA [1/3 Oct 5kHz]	28,6	-3,0	5,0	5,0
ITGA [1/3 Oct 6.3kHz]	23,9	-6,6	3,0	
ITGA [1/3 Oct 8kHz]	23,2	-3,7	8,2	
ITGA [1/3 Oct 10kHz]	15,8	-7,8	2,7	
ITGA [1/3 Oct 12.5kHz]	14,0	-6,9	3,4	
ITGA [1/3 Oct 16kHz]	12,0	-3,0		
ITGA [1/3 Oct 20kHz]	8,7	-4,4		

ANNEXE 4 MESURES DE RETOMBEES ATMOSPHERIQUES - ITGA - 2023

ITGA DIJON
Parc Technologique de la toison d'or
2 rue Louis de Broglie
21000 DIJON
03 80 48 25 92
www.itga.fr

Accréditation n° 1-**5909**
portée disponible
sur www.cofrac.fr

Sont couverts par l'accréditation : la stratégie d'échantillonnage, la réalisation des prélèvements, les analyses, la comparaison des résultats aux valeurs limites, les avis et interprétations émis en conclusion à ce rapport.

MESURES DE RETOMBEES ATMOSPHERIQUES

Rapport d'interprétation N°EQI/23/04/1931- EQI/23/08/4400-EQI/23/11/7130-JAUGES-ETAIS LA SAUVIN 01/02/2024

Site de : ETAIS LA SAUVIN

Synthèse des Campagnes 2023

Réf Client :	**EQIOM GRANULATS**
Interlocuteur :	Monsieur Julien Fourier
Adresse :	Carrière d'Etais-La-Sauvin Lieu-dit Le gros Theureau 89480 Etais-La-Sauvin
Tél :	06 12 63 18 08
E-mail :	Julien.fourier@eqiom.com

Réf ITGA :	
Interlocuteur :	Jean-Baptiste VERDIER
Agence :	ITGA DIJON Parc Technologique de la toison d'or 2, rue de Broglie 21000 DIJON
Tél :	06 27 43 27 96
E-mail :	jean-baptiste.verdier@itga.fr

Rapport Rédigé et Vérifié le 01/02/2024
Par Jean-Baptiste Verdier
Chargé de mission



Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

SOMMAIRE

1. OBJECTIF 3
2. STRATEGIE 3
3. EMPLACEMENTS DES STATIONS, PLANNING, INDICATEURS 5
4. PLAN 8
5. PHOTOGRAPHIES 9
6. RESULTATS 11
7. HISTOGRAMME DES RELEVES MENSUELS 13
8. CONCLUSION 15
A. ANNEXE 1 - DONNEES METEOROLOGIQUES 16
B. ANNEXE 2 - SUIVI PLURIANNUEL 26

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

1. OBJECTIF

Les **réseaux de surveillance des retombées atmosphériques** sont mis en place en application du texte réglementaire suivant :

- Arrêté ministériel du 30 septembre 2016 modifié par l'arrêté du 22/10/2018 pour les unités de production soumises à autorisation au titre de la rubrique 2510 des installations classées,

L'**objectif** des mesures est d'**évaluer l'impact** des unités de production en périphérie de site par des mesures de retombées atmosphériques.

Étant donné la méconnaissance des fractions granulométriques prélevées par cette méthode, aucun lien ne doit être effectué avec les conventions de fraction de taille de particules liées aux problèmes de santé définies dans la norme NF ISO 7708.
La méthode est uniquement un indicateur de la gêne pour les riverains.

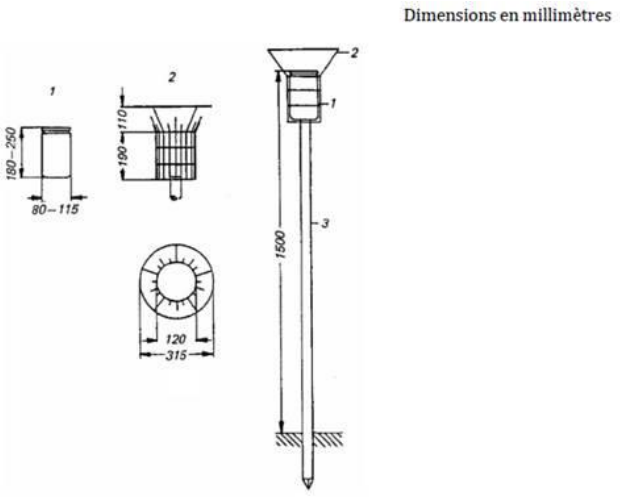
Pour les collecteurs de précipitation, conformément à l'arrêté du 30 septembre 2016 modifié par l'arrêté du 22/10/2018, les concentrations annuelles glissantes obtenues aux points de type b *(premières habitations ou bâtiments accueillant des personnes sensibles situés à moins de 1,5 km des limites de propriété)* sont confrontées à la valeur de 500 mg/m²/jour.

2. STRATEGIE

Le contrôle des retombées atmosphériques totales dans l'environnement est basé sur l'utilisation de collecteurs de précipitation disposés autour du site à contrôler.

L'emplacement des stations de mesure est effectué en fonction de :
- la topographie du site,
- des vents dominants,
- du voisinage.

La mise en œuvre de cette méthode est décrite dans la norme NFX 43-014. L'appareillage utilisé comprend un jeu de collecteurs de précipitation en polyéthylène, de 62 cm² de surface utile, disposés ouverts à 1,5 m du sol par l'intermédiaire de supports prévus à cet effet. Un tamisage à 1 cm est directement réalisé au cours du prélèvement. Ces collecteurs ouverts permettent de collecter les eaux pluviales ainsi que les poussières sèches.



Légende
1 Collecteur
2 Panier de protection
3 Poteau

Schéma des Collecteurs Bergerhoff *(extrait de la norme NF X 43-014, version 2017)*

L'arrêté du modifié par l'arrêté du 22/10/2018 prévoit l'installation de 3 types de stations de mesure :
- 1 station de mesure témoin *(point de type a)*

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

- x stations de mesure à proximité des premières habitations et des zones sensibles (centre de soins, crèches) situées à moins de 1500 m des limites de propriété de l'exploitant, sous les vents dominants *(point de type b)*
- x stations de mesure en limite de propriété sous les vents dominants *(point de type c)*

La durée d'exposition des capteurs est fixée à 30 jours. En effet la concentration en retombées atmosphériques sèches est dépendante de la durée de prélèvement.
Pour les collecteurs de précipitation, une durée de prélèvement trop longue peut engendrer un débordement des collecteurs et donc l'invalidation de ces derniers.

Après une durée d'exposition de 30 ± 6 jours, les plaquettes sont traitées au laboratoire, où les poussières sont extraites à l'aide d'un solvant. La masse du dépôt est déterminée par pesée.

Pour effectuer un suivi, les capteurs sont mis en place et retirés régulièrement. En parallèle, les conditions météo et les conditions de production sont enregistrées.

Afin d'analyser les résultats et dégager des tendances, deux facteurs d'influence principaux sont à prendre en compte :
- les données météo corrigées issues d'une interprétation par Météo France des données de son réseau et d'une adaptation par modélisation au site de la carrière.
- les conditions de production qui sont traitées par l'exploitant ou fournies au laboratoire.

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

3. EMPLACEMENTS DES STATIONS, PLANNING, INDICATEURS

4 stations de mesures ont été disposées autour du site aux emplacements suivants :

Station n°	Libellé	Coordonnées GPS	Périodicité	Durée
1	Station de type (a) : Station témoin	47.514911,3.329084	Mars Juin Novembre	30 jours +/- 6 jours
2	Station de type (b) Station à proximité immédiates des Premières habitations au Nord-Est du site	47.524133,3.333997		
3	Station de type (c) située au niveau de la limite Nord-Est-Installation	47.521065,3.312646		
4	Station de type (c) située au niveau de la limite Sud-Est-Entrée de site	47.518842,3.312511		

Justification :

Le plan d'échantillonnage est justifié notamment par la rose des vents obtenue à partir des données enregistrées par la station Météo France de CLAMECY.

Rose des vents :

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

METEO FRANCE

ROSE DES VENTS

Vent horaire à 10 mètres, moyenné sur 10 mn

Année 2019 – Mois de JANVIER à DÉCEMBRE

18225480

CLAMECY (58)

Indicatif : 58079004, alt : 215 m., lat : 47°26'27"N, lon : 3°30'32"E

Fréquence des vents en fonction de leur provenance en %

Valeurs horaires entre 0h00 et 23h00, heure UTC

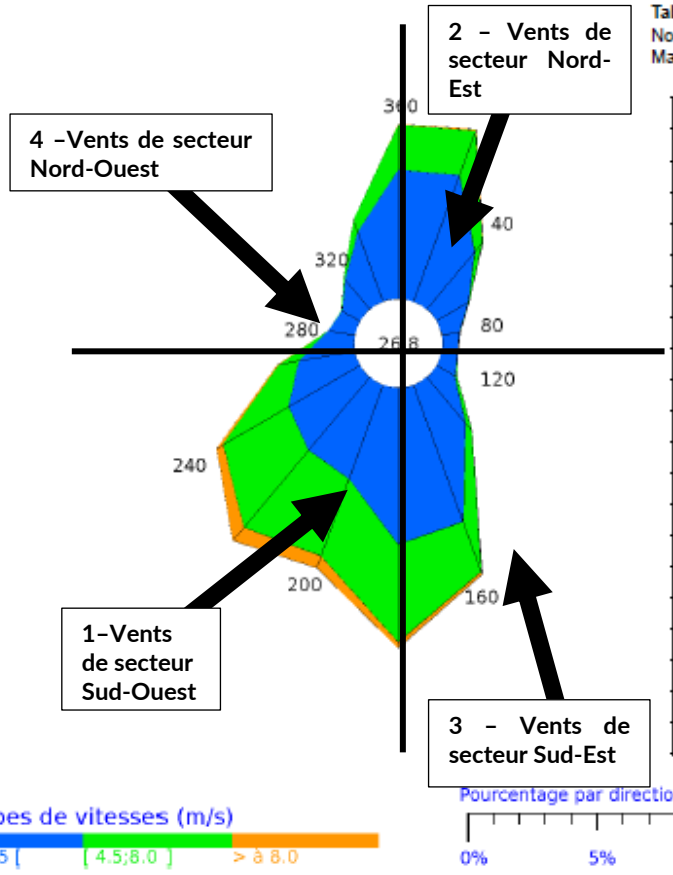


Tableau de répartition
Nombre de cas étudiés : 8760
Manquants : 0

Dir.	[1.5;4.5 [	[4.5;8.0]	> 8.0 m/s	Total
20	5.2	1.8	+	7.0
40	2.9	0.4	+	3.4
60	1.4	+	+	1.5
80	0.7	+	0.0	0.7
100	0.6	0.0	0.0	0.6
120	0.8	0.1	0.0	0.9
140	2.3	0.4	0.0	2.7
160	5.6	2.1	0.1	7.8
180	6.0	3.8	0.2	10.0
200	3.8	3.2	0.5	7.5
220	3.7	3.9	0.6	8.2
240	3.2	2.9	0.3	6.4
260	2.2	0.8	+	3.0
280	1.0	+	0.0	1.0
300	0.8	+	0.0	0.8
320	1.5	+	0.0	1.5
340	2.9	0.5	0.0	3.3
360	5.0	1.7	+	6.7
Total	49.5	21.7	2.0	73.2
[0;1.5 [				26.8

Dir. : Direction d'où vient le vent en rose de 360° : 90° = Est, 180° = Sud, 270° = Ouest, 360° = Nord
le signe + indique une fréquence non nulle mais inférieure à 0.1%

Page 1/1

Figure 1 Rose des vents (Source : Météo France)

Analyse de la rose des vents :

1 -Vents de secteur Sud-Ouest avec une fréquence de 25,1% pour les directions comprises entre 200 et 260° avec des vitesses souvent enlevées, supérieures à 4,5m/s et ponctuellement supérieures à 8m/s

2 -Vents de secteur Nord-Est avec une fréquence de 12,6 % pour les directions comprises entre 20 et 80° avec des vitesses en majorité faibles, inférieures à 4,5 m/s.

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

3 -Vents de secteur Sud-Est avec une fréquence de 12,0% pour les directions comprises entre 100 et 160°
4 -Vents de secteur Nord-Ouest avec une fréquence de 6,6% pour les directions comprises entre 280 et 340°

Remarque :
Les vents dont les vitesses sont inférieures à 1,5m/s, ne sont pas représentés sur la rose des vents. Ils ont une fréquence de 26,8%

Pour rappel :

L'arrêté du modifié par l'arrêté du 22/10/2018 prévoit l'installation de 3 types de stations de mesure :

- 1 station de mesure témoin *(point de type a)*
- x stations de mesure à proximité des premières habitations et des zones sensibles (centre de soins, crèches) situées à moins de 1500 m des limites de propriété de l'exploitant, sous les vents dominants *(point de type b)*
- x stations de mesure en limite de propriété sous les vents dominants *(point de type c)*

⇨ **Point de type (a) : Station Témoin.**

Une station est prévue au hameau Les Gallois afin de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant du secteur (Station 1)
Le point est placé au Sud-Est sur un emplacement a priori, non impacté par les activités du site d'Etais La Sauvin.
En effet, la zone située à plus de 1km n'est pas sous l'influence des vents dominants. Le point de mesure permet d'évaluer le niveau de l'empoussièrement du secteur.

⇨ **Point de type (b) : Stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants.**

Des bâtiments accueillants des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants ne sont pas recensés.

Une station de mesure est implantée au Nord-Est de la carrière au niveau des première habitations du lieu-dit de Vellery sous les vents provenant du Sud-Ouest. Le point de mesure permet d'évaluer l'impact des activités du site dans ce secteur (Station 2).

⇨ **Point de type (c) : stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants.**

Un point de mesure est placé en limite de propriété Nord-Est (Station 3). La zone est balayée par les vents provenant du Sud-Ouest et du Sud-Est Le point de mesure permet d'évaluer l'impact des activités du site au niveau de cette limite.

Une Jauge est installée au Sud-Ouest du site et à proximité de l'entrée du site. La Station 4 est soumise aux poussières charriées par les vents de Nord-Est.
Les sources principales de poussières en cette limite sont :
-Les envols des poussières dus à la circulation des camions et des engins.
-Les poussières générées par l'installation de concassage-criblage
Le point de mesure permettra d'évaluer l'impact des activités du site au niveau de cette limite.

Les **indicateurs de production** choisis sont :

- Type de matériau: calcaire
- Les données météorologiques sont issues d'une interprétation par Météo France des données de son réseau (station météo, radars, satellites) et d'une adaptation par modélisation au site de la carrière.

La pluviométrie moyenne selon les données Météo France de 1991 à 2020 est :

	Mois	Mars	Juin	Novembre
	Nombre de jours dans le mois	31	30	30
Pluviométrie selon les données Météo France de 1991 à 2020	**Précipitations en mm**	56,1	56,3	60,2
	Nombre de jours de précipitation	9,9	8,6	11,1
	% de jours de pluie sur une période de 28, 29, 30 ou 31 jours	32%	29%	37%

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

4. PLAN

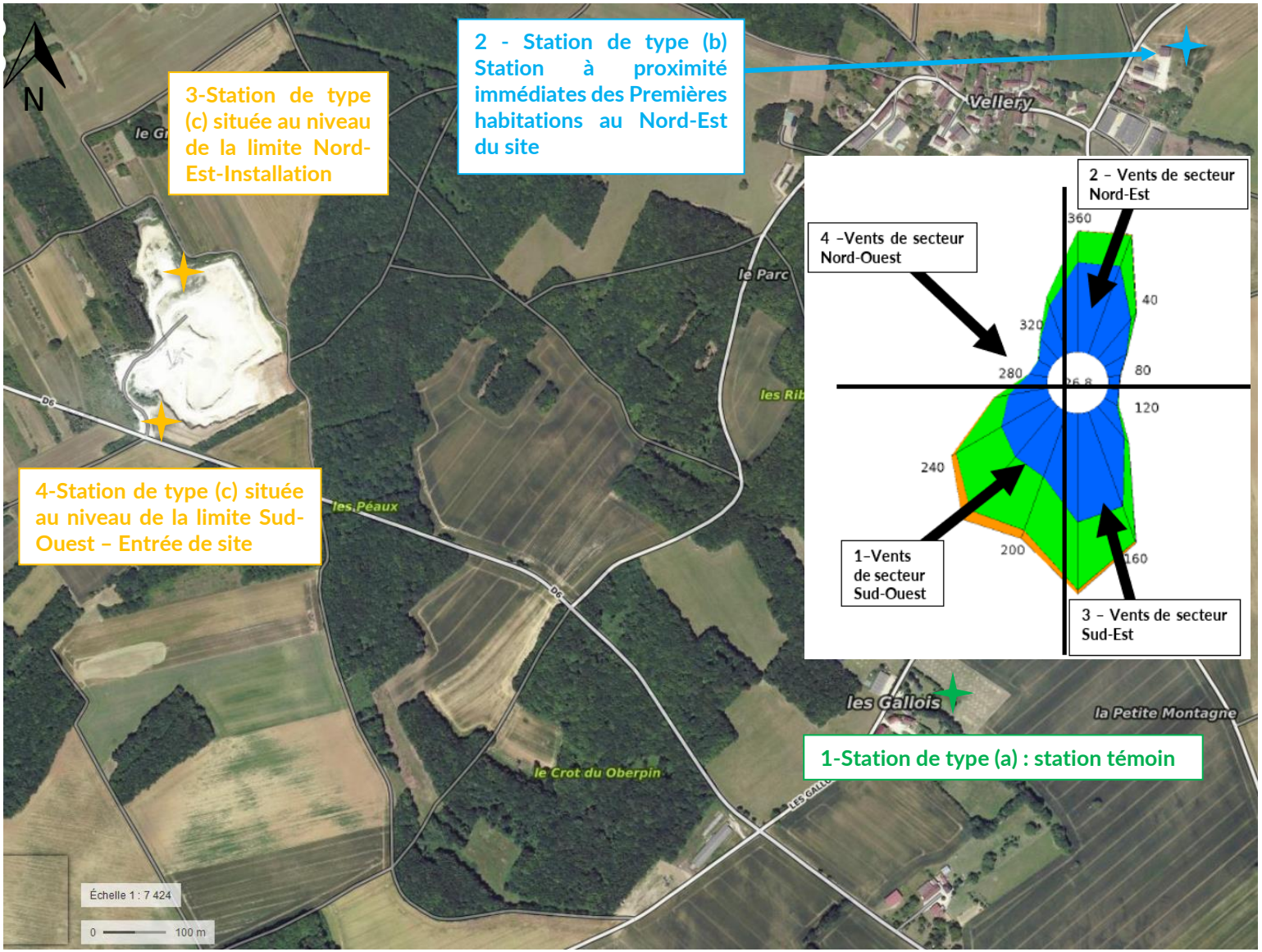


Figure 2 : Vue aérienne du site d'ETAIS LA SAUVIN avec l'emplacement des stations de mesure (Source : GEOPORTAIL pour la vue aérienne)

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

5. PHOTOGRAPHIES



Station 1-Station de type (a) : Station témoin



Station 2-Station de type (b) Station à proximité immédiates des Premières habitations au Nord-Est du site

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire



Station 3-Station de type (c) située au niveau de la limite Nord-Est-Installation



Station 4-Station de type (c) située au niveau de la limite Sud-Est-Entrée de site

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

6. RESULTATS

Année 2023				
Rapport N°		EQI/23/04/1931	EQI/23/08/4400	EQI/23/11/7130
Dates de prélèvement	Début	06/03/2023	01/06/2023	25/10/2023
	Fin	05/04/2023	30/06/2023	23/11/2023
Nombre de jours prélevés		30,0	29,0	29,0

Concentration en :			Retombées atmosphériques totales			mg/m²/jour
Valeur limite :			500			En moyenne annuelle glissante
Station n°	Libellé	Valeur limite applicable ?	Mars	Juin	Novembre	Moyenne
1	Station de type (a) : station témoin	Non	**31,6**	**215**	**82,0**	**110**
2	Station de type (b) station à proximité immédiates des premières habitations au Nord-Est du site	Oui	**286**	**244**	**125**	**218,3**
3	Station de type (c) située au niveau de la limite Nord -Est - installation	Non	**92**	**660**	**68**	**273**
4	Station de type (c) située au niveau de la limite Sud-Est – Entrée de site	Non	**143**	**1543**	**88,0**	**591**

Météo et Indicateurs de production *(Donnés informatives hors champs d'accréditation)*				
Température	Temp. moy sous abri en °C	8,7	20,5	9,7
Pluviométrie	Nombre de jours de précipitation	16	6	19
	% de jours de pluie	53	21	66
	Précipitations en mm	91,3	67,6	143,5
Vent dominant	Direction	Sud-Ouest	Nord-Est	Sud-Ouest
	Vitesse moyenne du vent (km/h)	15	9	15
Indicateurs de production	Type de matériau	Calcaire		
	Tonnage	10504	/	9390
	Incidents	/	/	/
Remarques		Présence de fientes d'oiseaux sur la jauge n°2	/	/

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

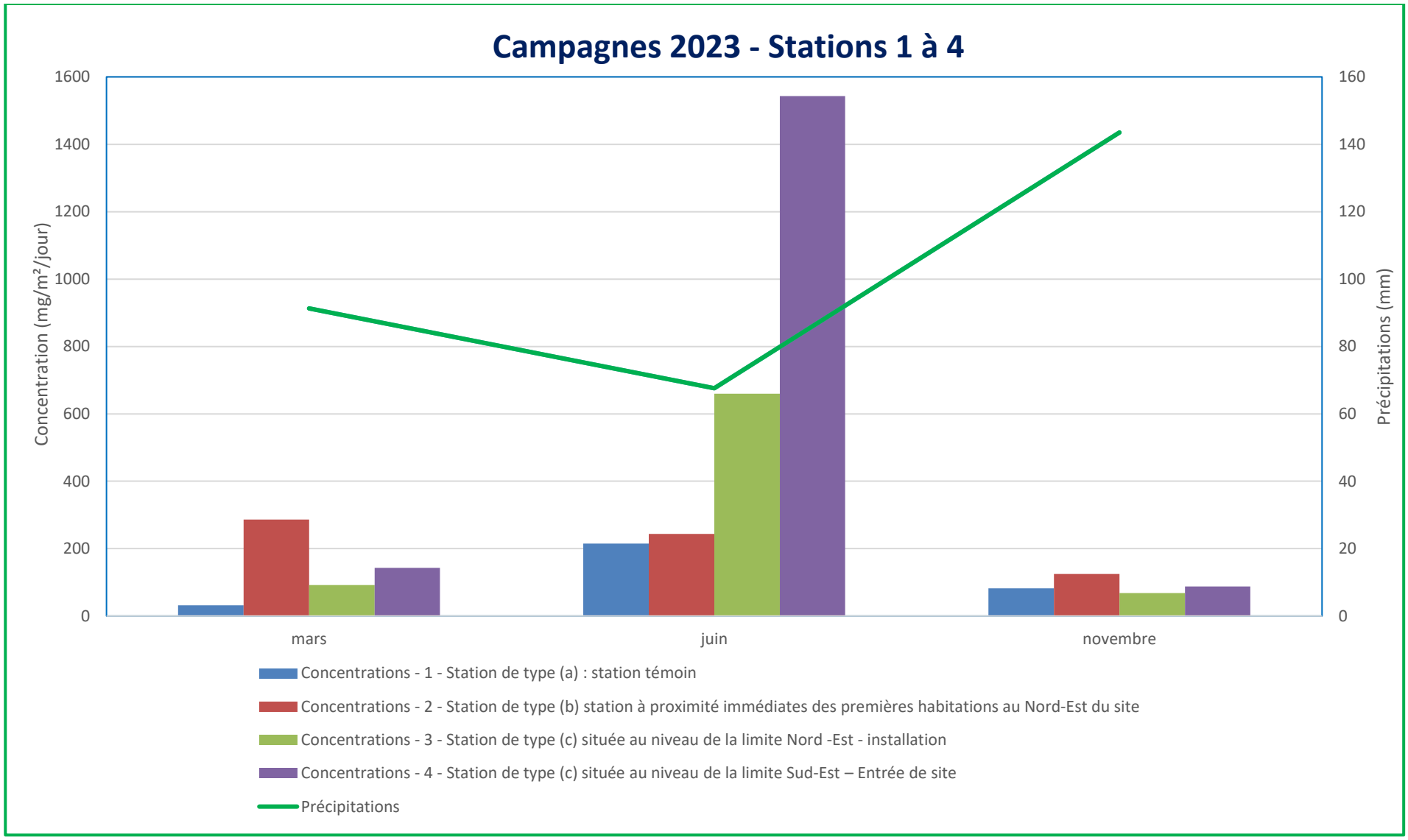
Tableau des résultats – Moyennes annuelles glissantes :

Retombées atmosphériques totales **en mg/m²/jour**

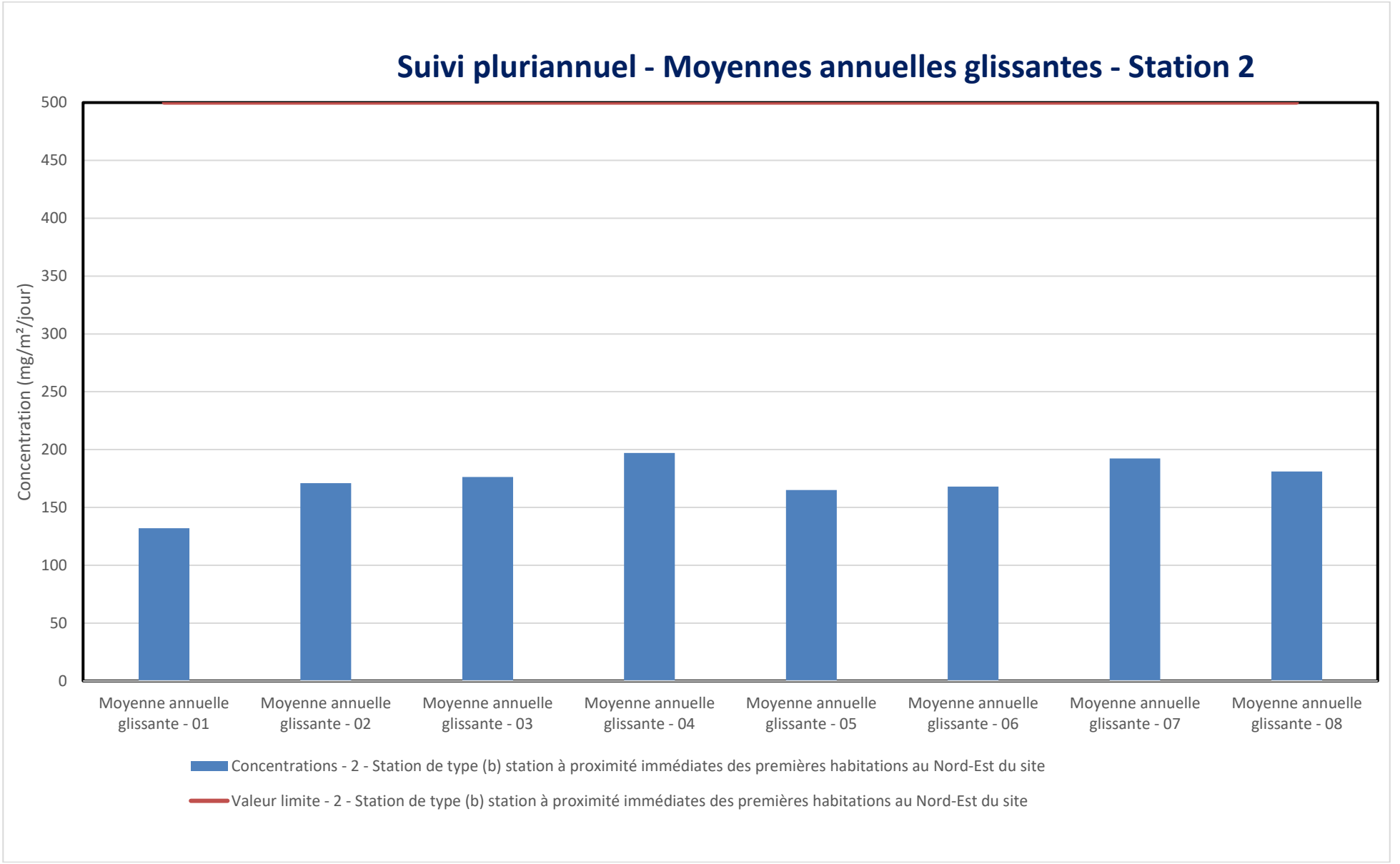
Année	Mois	Station 2 Station de type (b) station à proximité immédiates des premières habitations au Nord-Est du site
Valeur limite applicable ?		Oui
2021	mai	157
	juillet	131
	novembre	108
2022	mars	274
	juin	147
	septembre	170
	novembre	69
2023	mars	286
	juin	244
	novembre	125
Moyenne annuelle glissante	Années	Station 2
Moyenne annuelle glissante - 01	2021	**132,0**
Moyenne annuelle glissante - 02	2021 - 2022	**171,0**
Moyenne annuelle glissante - 03	2022	**176,3**
Moyenne annuelle glissante - 04	2022	**197,0**
Moyenne annuelle glissante - 05	2022	**165,0**
Moyenne annuelle glissante - 06	2022 - 2023	**168,0**
Moyenne annuelle glissante - 07	2023	**192,3**
Moyenne annuelle glissante - 08	2023	**181,0**
Remarques :		/

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

7. HISTOGRAMME DES RELEVES MENSUELS



Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire



Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

8. CONCLUSION

Synthèse des campagnes 2023 :

Les conditions météorologiques pendant les trois campagnes ne sont pas représentatives de la météorologie habituelle pour ces mêmes périodes.

En effet, le climat a été plus humides lors des périodes échantillonnées par rapport aux normales.
Le cumul des précipitions a été le plus élevé en novembre avec 143,5 mm sur 19 jours, contre une pluviométrie habituelle de 60,2 mm sur 11,1 jours pour le même mois.
Des apports de pluie supérieurs aux normales sont également constatés pour les campagnes de mars et de juin.

Ces éléments caractérisent des conditions climatiques humides par rapport aux normales qui peuvent participer à une réduction de l'envol des poussières.

Les vents dominants relevés pendant les prélèvements, proviennent globalement des secteurs Nord, Nord-Nord-Est, Sud et quart Sud-Ouest, pour les vents les plus forts et les plus fréquents.

Le mois de juin présente la moyenne des concentrations des 4 stations la plus importante (moyenne de 666 mg/m²/jour) avec un maximum atteint pour la jauge n°4 « Station de type (c) située au niveau de la limite Sud-Est – Entrée de site» de 1543 mg/m² /jour.
Ce point de mesure située en limite de site et sous les vents en provenance du Nord-Est est principalement empoussiéré par les sources de poussières suivantes :

- La circulation des camions entrant et sortant du site
- Le fonctionnement de l'installations de concassage-criblage

L'empoussièrement moyen relevé pour la station de type (b) (point n°2) lors des trois campagnes est en dessous de la valeur issue de l'arrêté du 30 septembre 2016 (500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante). Les valeurs enregistrées pour cette station sont similaires à celles de la station témoin. Ces éléments montrent un impact faible du site dans l'environnement du point de mesure, dans les conditions des périodes de mesurage.

Enfin, il est possible de constater que l'ensemble des mesures faites depuis 2021 présente des résultats conformes à l'objectif fixé par l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié, puisque les valeurs enregistrées ont toujours été inférieures au seuil de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante.

Compte tenu des résultats enregistrés lors des campagnes de 2023, la périodicité du suivi des retombées atmosphériques totales est poursuivie semestriellement.

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

A. ANNEXE 1 - DONNEES METEOROLOGIQUES

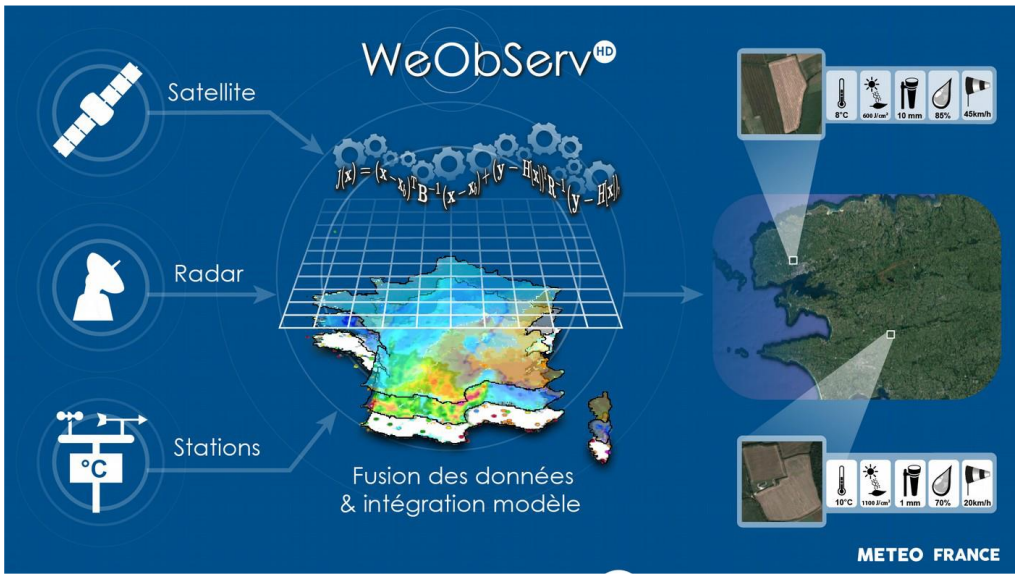
L'acquisition des données météorologiques s'effectue par l'abonnement à des données corrigées par Météo-France.
Ces données sont issues d'une interprétation par Météo France des données de son réseau (station météo, radars, satellites) et d'une adaptation par modélisation au site de la carrière.

La méthodologie de construction des Point d'Observation Virtuelle (POV) est détaillée ci-dessous dans l'extrait de la plaquette présentation POV publiée par Météo France et daté du 22/01/2019.

Météo-France élabore des **points d'observation virtuelle** en utilisant une technique de fusion de données issues d'observations de surface, radar et modèle numérique. La méthode utilisée permet un maillage d'observations kilométrique, avec une fréquence horaire. Ce service, opérationnel depuis le 15 juin 2017, a été déposé sous la **marque WeObServHD**.

Pour répondre à l'expression de besoin des exploitants de carrière et des acteurs industriels, les observations spatialisées sont élaborées pour 4 paramètres : précipitation, température, vitesse et direction du vent. Par ailleurs, les paramètres humidité, pression, température minimale et maximale sont également disponibles.
Pour les **paramètres température, vitesse et direction du vent**, les observations disponibles et les dernières sorties de la modélisation numérique sont extraites toutes les heures. Les observations proviennent des stations de mesure de Météo-France ainsi que des stations partenaires certifiées. Elles sont spatialisées par des méthodes statistiques de krigeage, en les comparant aux valeurs du modèle numérique. Quel que soit le paramètre, cette méthode permet de restituer la valeur observée au niveau des points d'observation.

Pour le **paramètre précipitation**, les pluies stratiformes et convectives sont traitées séparément.
Elles sont spatialisées par des méthodes statistiques de krigeage, en les comparant à la lame d'eau mesurée par les radars de Météo-France.



Pour calculer les valeurs en un point d'intérêt différent des points de grille kilométrique, les règles suivantes sont appliquées :
- pour les précipitations, la règle affecte la moyenne des 4 points de grille entourant le point d'intérêt ;
- pour la température, la règle reprend la valeur du point de grille le plus proche en altitude parmi les 4 entourant le point d'intérêt ;
- pour le vent, la valeur du point de grille le plus proche géographiquement est retenue.

Des **scores qualité** sont calculés pour ces données spatialisées, par validation croisée : en chaque point où une observation est présente, la spatialisation est recalculée sans utiliser la valeur observée en ce point. La valeur spatialisée ainsi obtenue est comparée avec la valeur de référence mesurée, ce qui fournit un écart. La précision de la valeur spatialisée est donnée par le calcul de l'erreur absolue moyenne, c'est à dire la moyenne des valeurs absolues des écarts. Les scores ont été calculés sur la France métropolitaine entière, sur 1 an pour la Température et le Vent, et 2 ans pour les Précipitations.
Précipitation : 0.4 mm, Température : 0.9 °C, Vitesse du vent : 1.5 m/s, Direction du vent : 17°

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

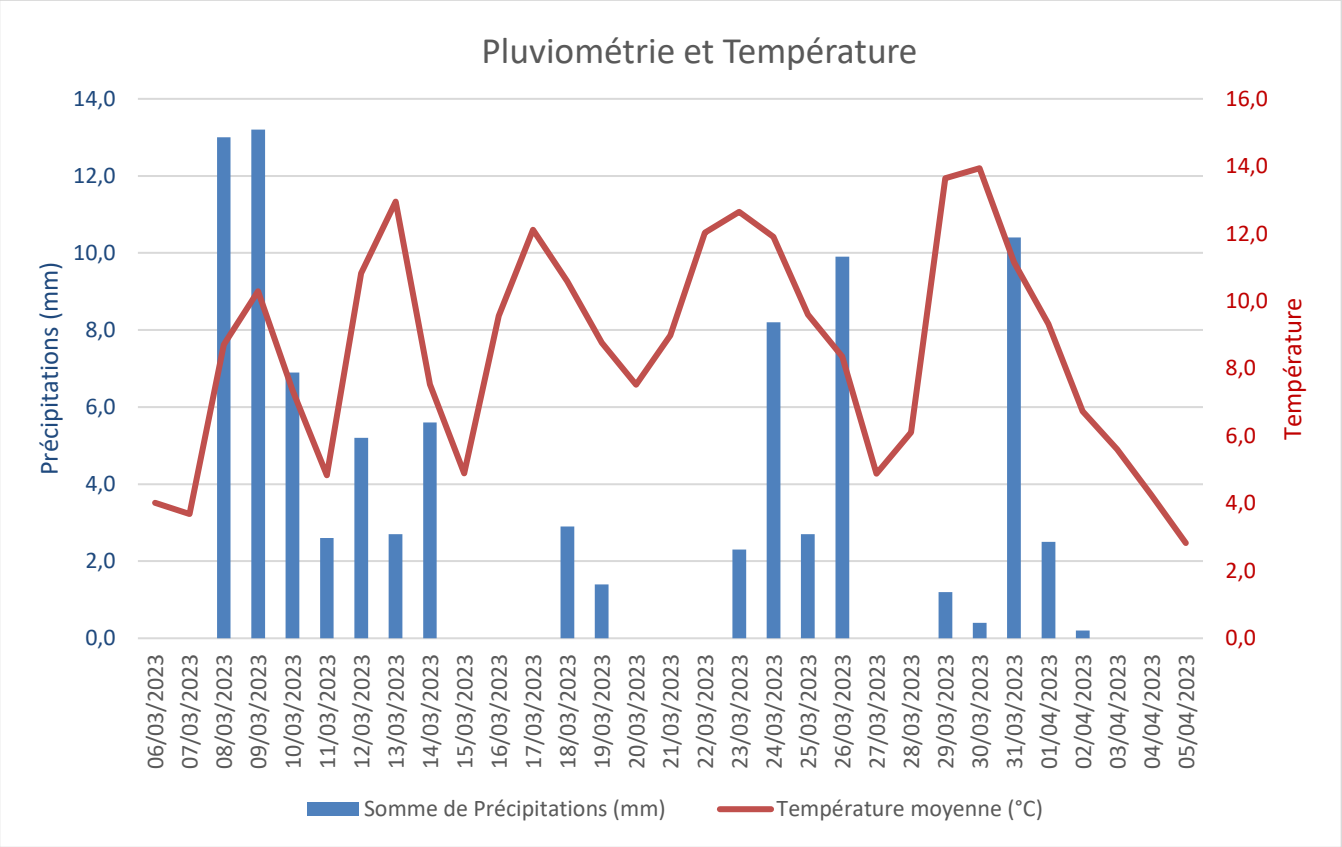
Le traitement des données corrigées est présenté, dans deux tableaux, de la façon suivante :
Premier tableau :
- **Le cumul des précipitations sur 24h**
- **La moyenne des températures sur 24h.**

Second tableau :
- **Fréquence des vents en fonction de leur provenance et par classe de vent en %**

Campagne de Mars 2023

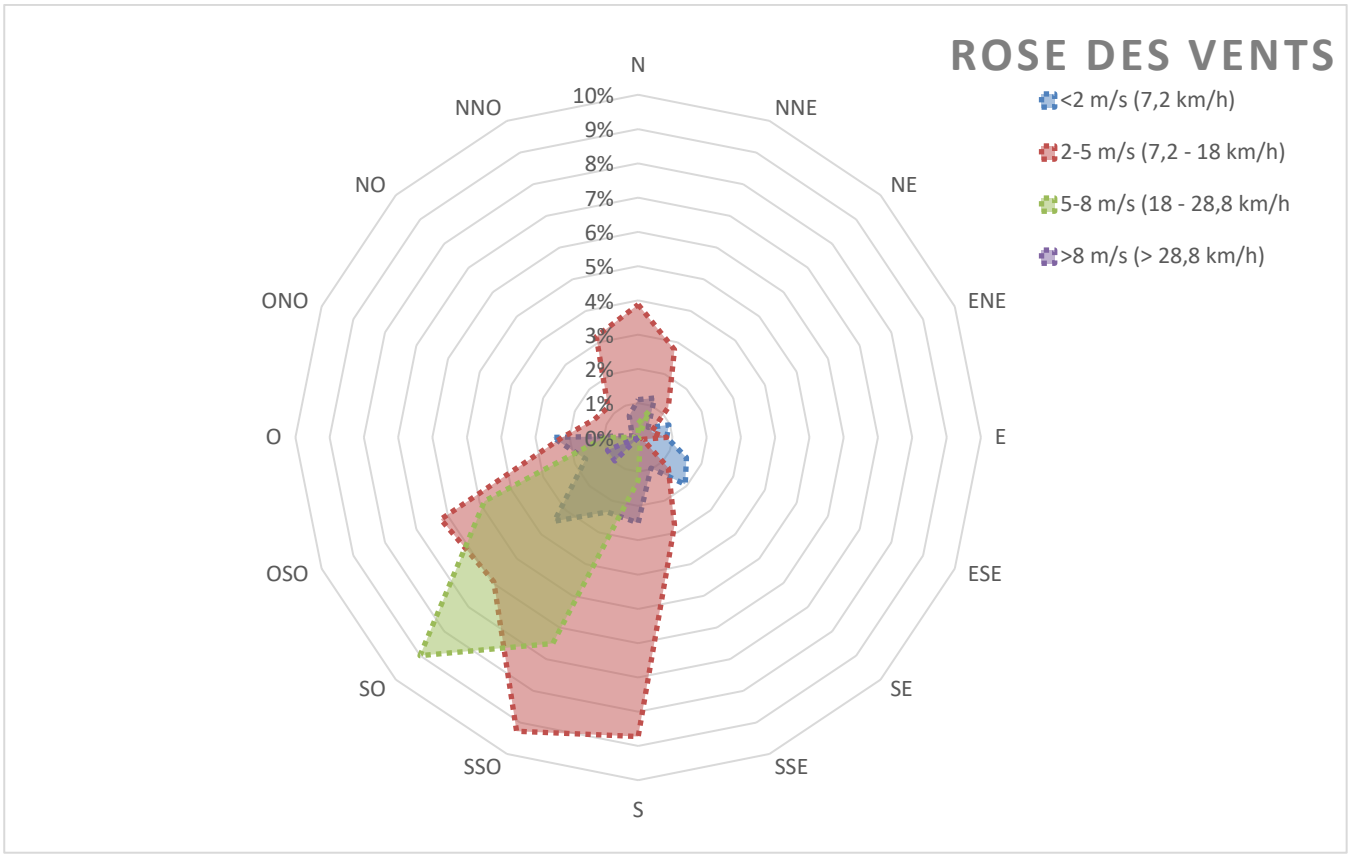
Date	Somme Précipitations (mm)	Température Moyenne (°C)
06/03/2023	0,0	4,0
07/03/2023	0,0	3,7
08/03/2023	13,0	8,7
09/03/2023	13,2	10,3
10/03/2023	6,9	7,3
11/03/2023	2,6	4,8
12/03/2023	5,2	10,8
13/03/2023	2,7	13,0
14/03/2023	5,6	7,5
15/03/2023	0,0	4,9
16/03/2023	0,0	9,6
17/03/2023	0,0	12,1
18/03/2023	2,9	10,6
19/03/2023	1,4	8,8
20/03/2023	0,0	7,5
21/03/2023	0,0	9,0
22/03/2023	0,0	12,0
23/03/2023	2,3	12,7
24/03/2023	8,2	11,9
25/03/2023	2,7	9,6
26/03/2023	9,9	8,4
27/03/2023	0,0	4,9
28/03/2023	0,0	6,1
29/03/2023	1,2	13,6
30/03/2023	0,4	13,9
31/03/2023	10,4	11,1
01/04/2023	2,5	9,3
02/04/2023	0,2	6,7
03/04/2023	0,0	5,6
04/04/2023	0,0	4,3
05/04/2023	0,0	2,8
Total général	**91,3**	**8,7**

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire



Provenance du vent	<2 m/s (7,2 km/h)	2-5 m/s (7,2 - 18 km/h)	5-8 m/s (18 - 28,8 km/h	>8 m/s (> 28,8 km/h)	Total général
N	1%	4%	0%	0%	5%
NNE	1%	3%	1%	0%	5%
NE	0%	1%	0%	0%	2%
ENE	1%	0%	0%	0%	1%
E	1%	1%	0%	0%	2%
ESE	2%	0%	0%	0%	2%
SE	2%	1%	0%	0%	3%
SSE	1%	3%	0%	0%	4%
S	2%	9%	1%	0%	12%
SSO	2%	9%	7%	0%	18%
SO	3%	6%	9%	1%	19%
OSO	2%	6%	5%	1%	14%
O	2%	2%	1%	0%	6%
ONO	0%	1%	0%	0%	2%
NO	0%	1%	0%	0%	2%
NNO	1%	3%	0%	0%	4%
Total général	**23%**	**52%**	**24%**	**2%**	**100%**

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire



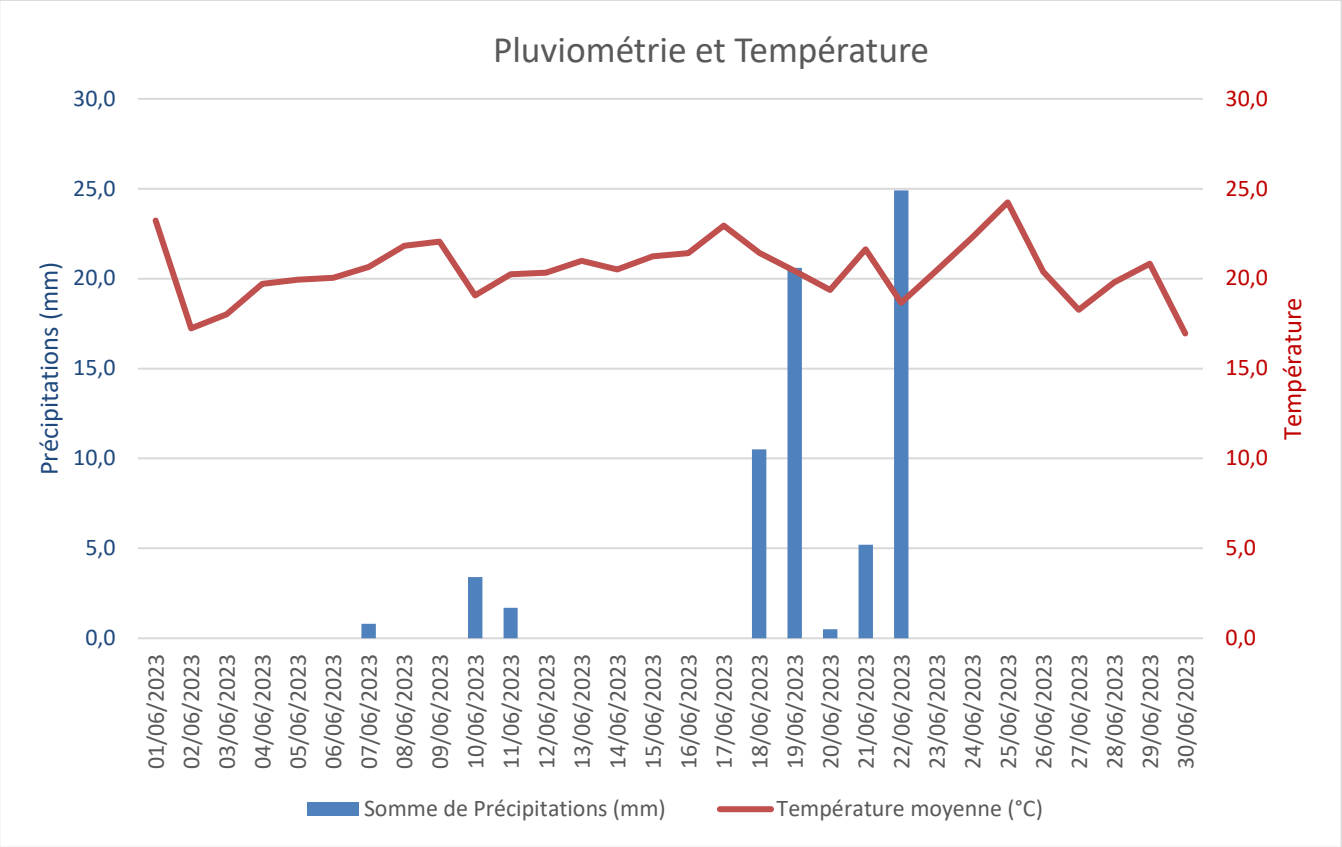
Rose des Vents obtenue à partir des données météorologiques de la campagne de mars 2023.

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

Campagne de juin 2023

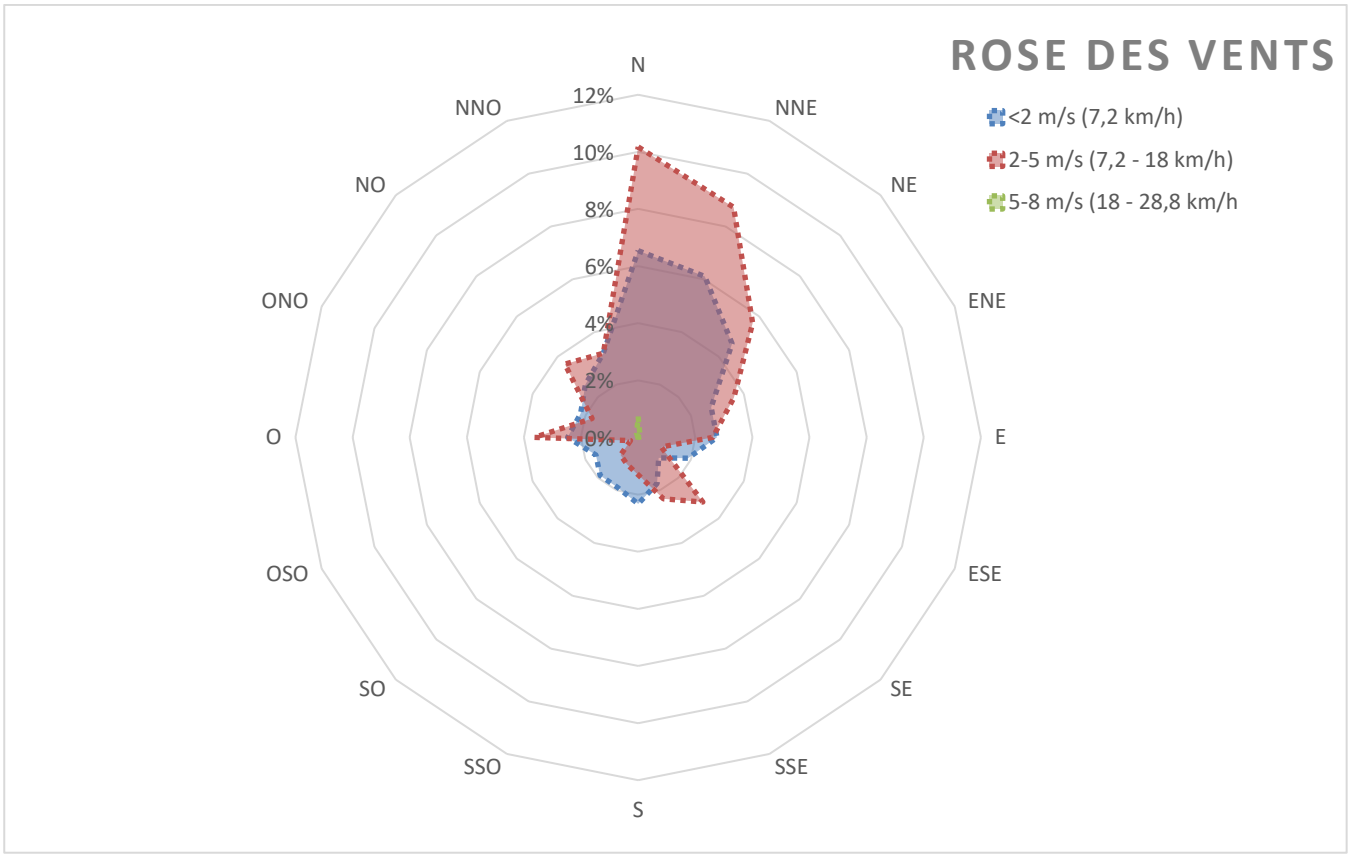
Date	Somme Précipitations (mm)	Température Moyenne (°C)
01/06/2023	0,0	23,2
02/06/2023	0,0	17,2
03/06/2023	0,0	18,0
04/06/2023	0,0	19,7
05/06/2023	0,0	19,9
06/06/2023	0,0	20,1
07/06/2023	0,8	20,7
08/06/2023	0,0	21,8
09/06/2023	0,0	22,1
10/06/2023	3,4	19,1
11/06/2023	1,7	20,2
12/06/2023	0,0	20,3
13/06/2023	0,0	21,0
14/06/2023	0,0	20,5
15/06/2023	0,0	21,2
16/06/2023	0,0	21,4
17/06/2023	0,0	22,9
18/06/2023	10,5	21,4
19/06/2023	20,6	20,4
20/06/2023	0,5	19,4
21/06/2023	5,2	21,6
22/06/2023	24,9	18,7
23/06/2023	0,0	20,5
24/06/2023	0,0	22,3
25/06/2023	0,0	24,2
26/06/2023	0,0	20,4
27/06/2023	0,0	18,3
28/06/2023	0,0	19,8
29/06/2023	0,0	20,8
30/06/2023	0,0	17,0
Total général	**67,6**	**20,5**

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire



Provenance du vent	<2 m/s (7,2 km/h)	2-5 m/s (7,2 - 18 km/h)	5-8 m/s (18 - 28,8 km/h	Total général
N	7%	10%	1%	17%
NNE	6%	9%	0%	15%
NE	5%	6%	0%	10%
ENE	3%	4%	0%	7%
E	3%	3%	0%	5%
ESE	2%	1%	0%	3%
SE	1%	3%	0%	4%
SSE	2%	2%	0%	4%
S	2%	1%	0%	4%
SSO	2%	1%	0%	3%
SO	2%	1%	0%	3%
OSO	2%	0%	0%	2%
O	2%	4%	0%	6%
ONO	2%	2%	0%	4%
NO	3%	4%	0%	6%
NNO	3%	3%	0%	7%
Total général	**46%**	**53%**	**1%**	**100%**

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire



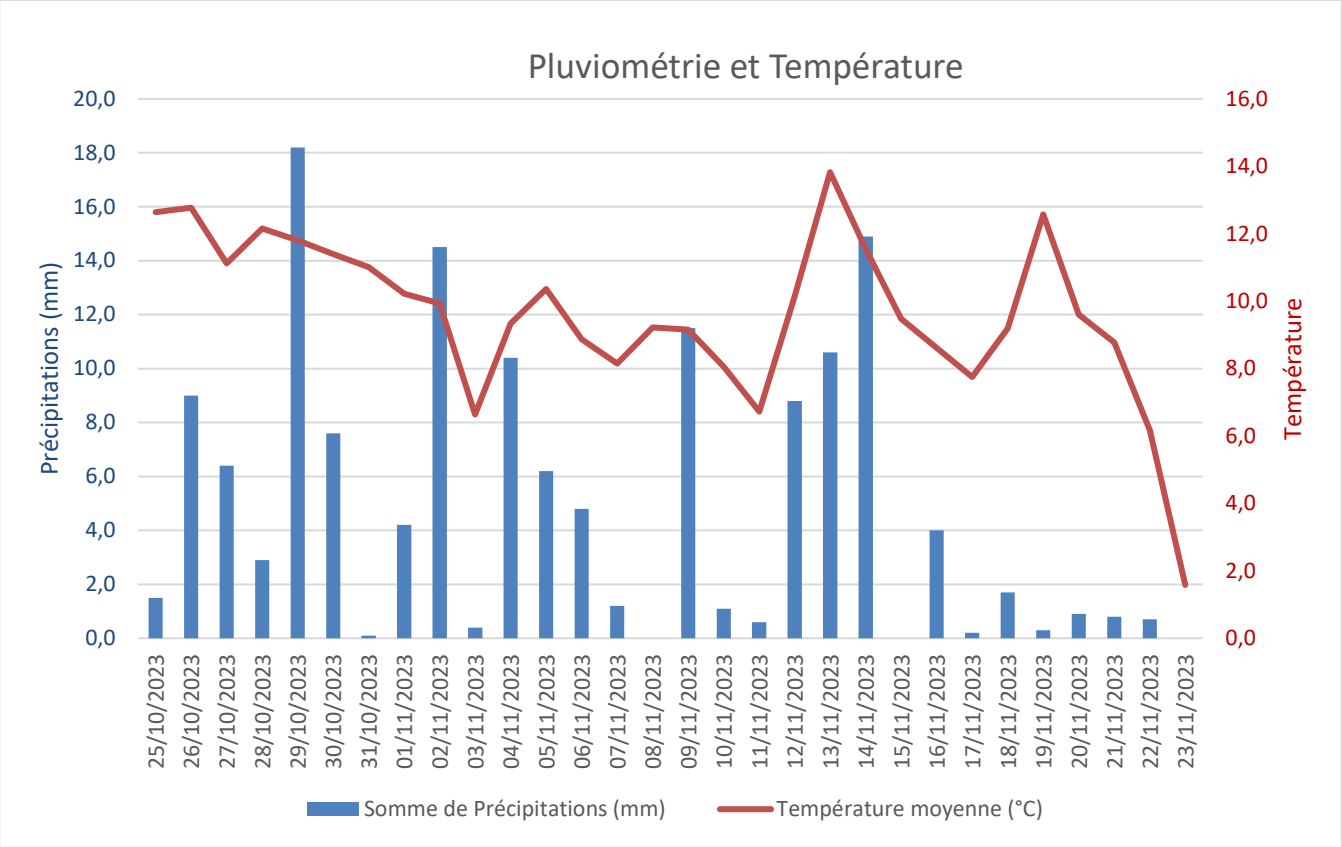
Rose des Vents obtenue à partir des données météorologiques de la campagne de juin 2023.

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

Campagne de novembre 2023

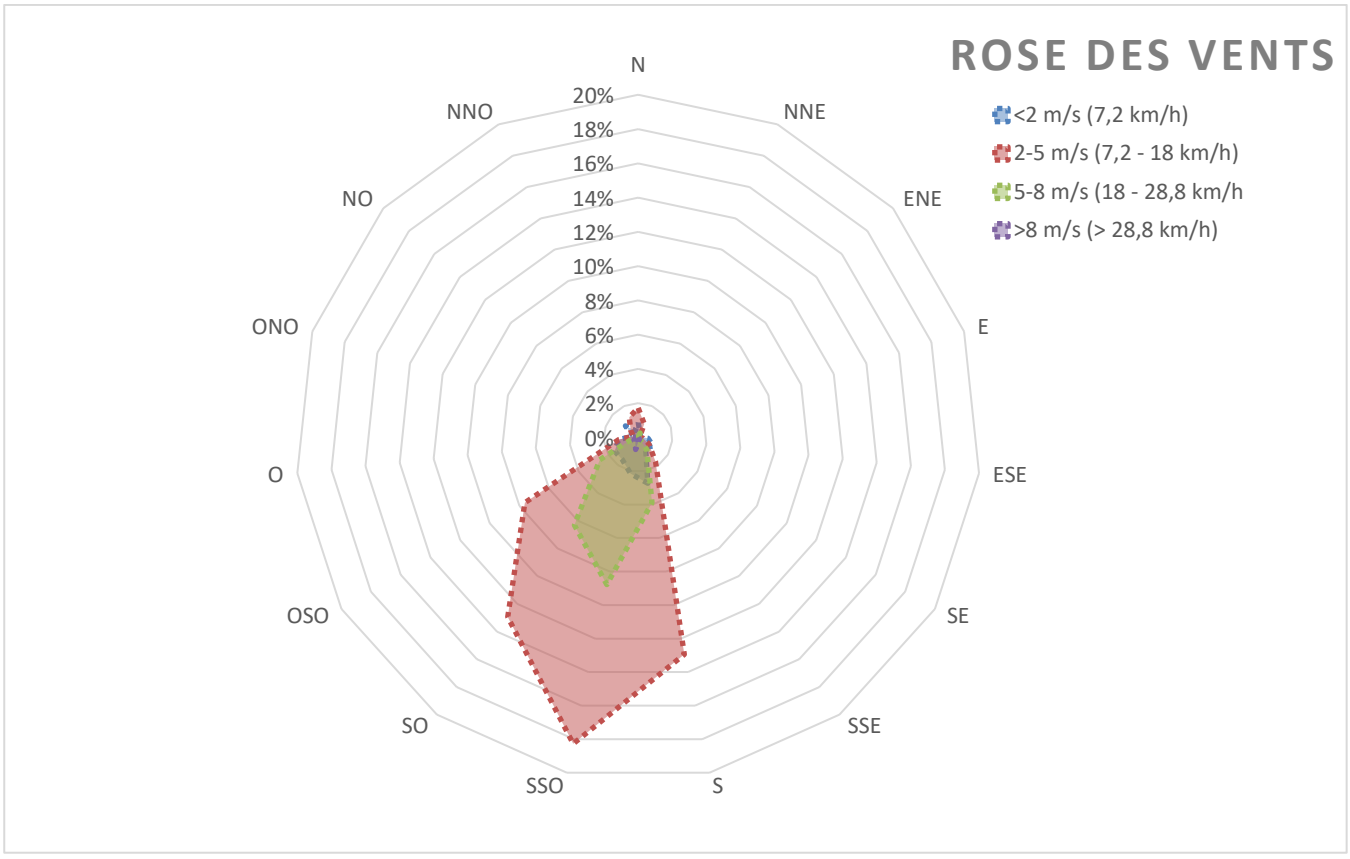
Date	Somme Précipitations (mm)	Température Moyenne (°C)
25/10/2023	1,5	12,6
26/10/2023	9,0	12,8
27/10/2023	6,4	11,1
28/10/2023	2,9	12,2
29/10/2023	18,2	11,8
30/10/2023	7,6	11,4
31/10/2023	0,1	11,0
01/11/2023	4,2	10,2
02/11/2023	14,5	9,9
03/11/2023	0,4	6,6
04/11/2023	10,4	9,3
05/11/2023	6,2	10,4
06/11/2023	4,8	8,9
07/11/2023	1,2	8,2
08/11/2023	0,0	9,2
09/11/2023	11,5	9,2
10/11/2023	1,1	8,1
11/11/2023	0,6	6,7
12/11/2023	8,8	10,2
13/11/2023	10,6	13,8
14/11/2023	14,9	11,6
15/11/2023	0,0	9,5
16/11/2023	4,0	8,6
17/11/2023	0,2	7,8
18/11/2023	1,7	9,2
19/11/2023	0,3	12,6
20/11/2023	0,9	9,6
21/11/2023	0,8	8,8
22/11/2023	0,7	6,2
23/11/2023	0,0	1,6
Total général	**143,5**	**9,7**

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire



Provenance du vent	<2 m/s (7,2 km/h)	2-5 m/s (7,2 - 18 km/h)	5-8 m/s (18 - 28,8 km/h	>8 m/s (> 28,8 km/h)	Total général
N	1%	2%	0%	0%	3%
NNE	0%	1%	0%	0%	1%
ENE	0%	0%	0%	0%	0%
E	0%	0%	0%	0%	0%
ESE	1%	0%	0%	0%	1%
SE	1%	1%	0%	0%	2%
SSE	1%	2%	1%	0%	3%
S	3%	13%	4%	0%	20%
SSO	2%	18%	9%	1%	30%
SO	2%	13%	6%	0%	21%
OSO	2%	8%	3%	0%	12%
O	1%	1%	0%	0%	3%
ONO	0%	0%	0%	0%	1%
NO	1%	1%	0%	0%	2%
NNO	0%	1%	0%	0%	2%
Total général	**15%**	**61%**	**23%**	**2%**	**100%**

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire



Rose des Vents obtenue à partir des données météorologiques de la campagne de novembre 2023.

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

B. ANNEXE 2 - SUIVI PLURIANNUEL

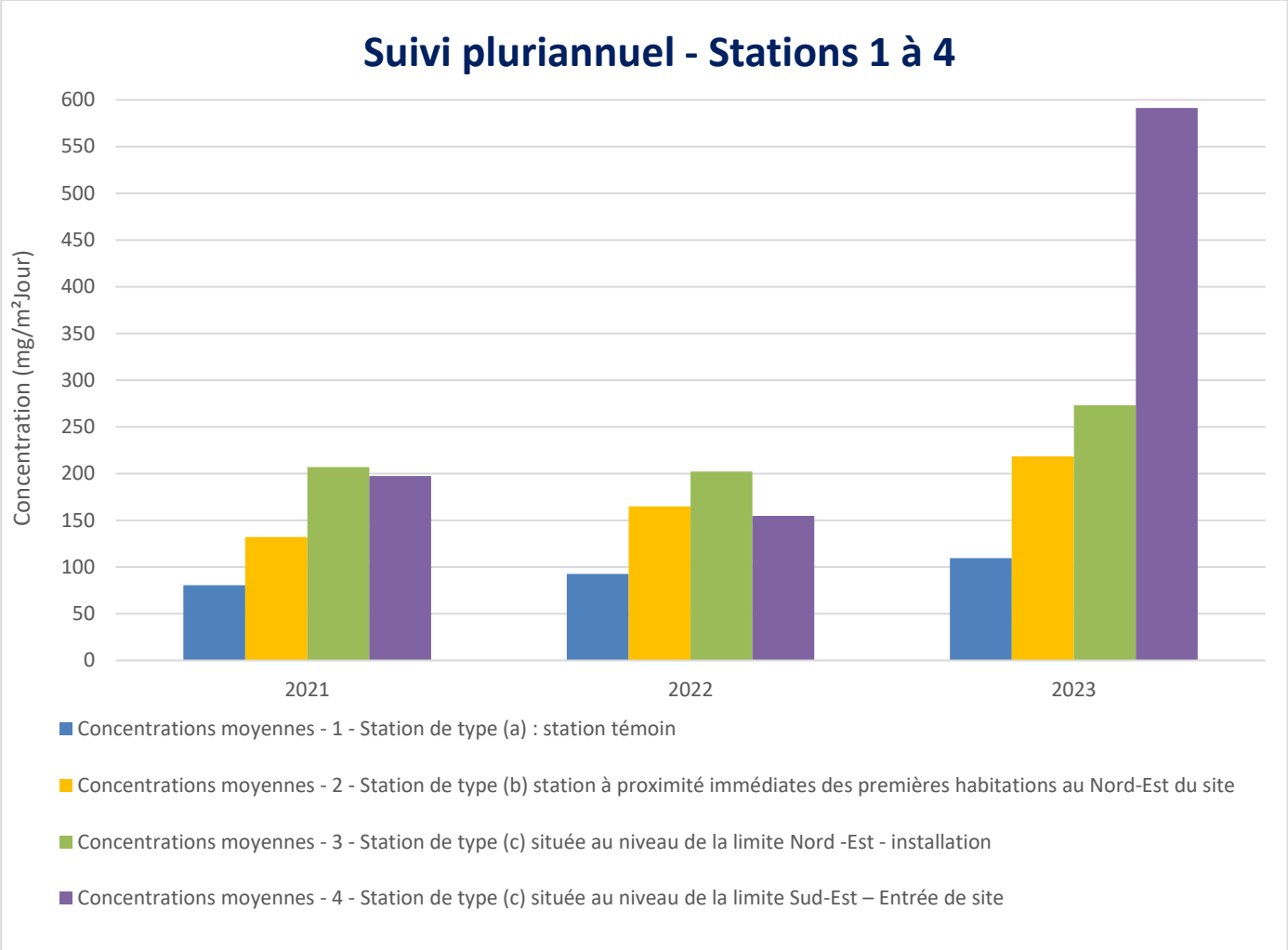
Années			2021	2022	2023
Station n°	**Libellé**	**VL applicable ?**	**Retombées atmosphériques totales**		
1	Station de type (a) : station témoin	Non	80,7	< 92,7	110
2	Station de type (b) station à proximité immédiates des premières habitations au Nord-Est du site	Oui	132,0	165,0	218
3	Station de type (c) située au niveau de la limite Nord -Est - installation	Non	207,0	202,3	273
4	Station de type (c) située au niveau de la limite Sud-Est – Entrée de site	Non	197,3	154,7	591

Météo *(Données informatives hors champs d'accréditation)*				
Température	Temp. moy sous abri en °C	12	13,3	13,0
Pluviométrie	Nombre de jours	11	11	13,7
	% jours de pluie	38	37	47
	Précipitations en mm	77,3	96	100,8
Vent dominant	Direction	/	/	/
	Vitesse moyenne du vent (km/h)	20,6	16,1	13

Production				
Indicateurs de production	Type de matériau	Calcaire		
	Tonnage	9777	/	9947
	Incidents	/	/	/

Remarques	/	/	/

Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire



Le rapport d'interprétation est indissociable du rapport d'essai de même référence. La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire

ANNEXE 5 MESURES DE VIBRATIONS – 2022/2024

ETAIS-LA-SAUVIN

Emplacement Capteur : BASCULE

Appareil numéro : 356 / Enregistrement numéro : 106 / Seuil Sismique : 0,2 mm/s

Date : 28/03/2024 Heure : 11 h 03 min

Pondération selon l'arrêté du 22/09/94 (France)

Voie Acoustique : 94 dB à 0,1 Hz

Acoustique pondérée : < 94 dB A

Voie Radiale : 0,8 mm/s à 0,7 Hz

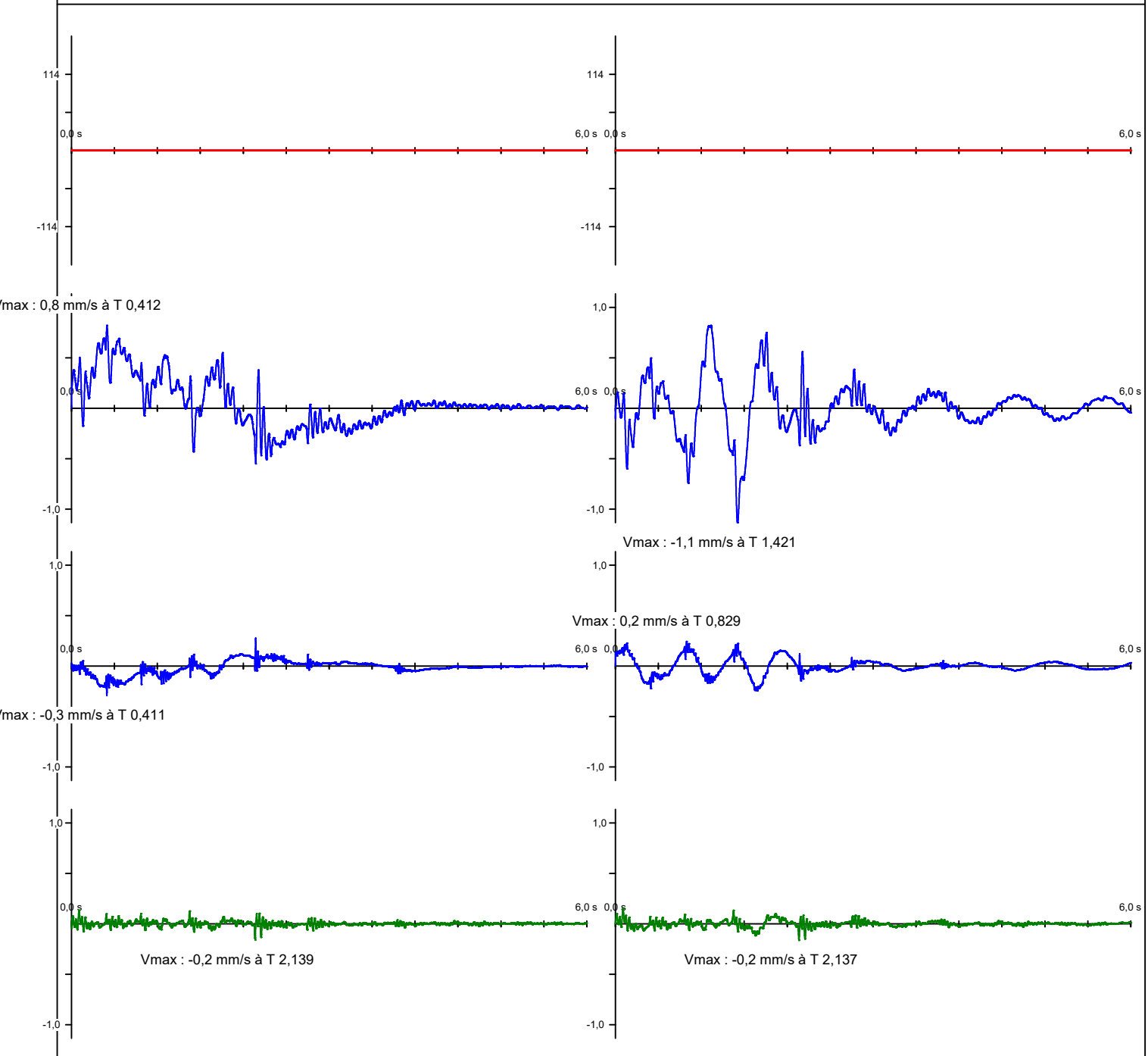
Radiale pondérée : 1,1 mm/s à 1,8 Hz

Voie Transverse : 0,3 mm/s à 0,8 Hz

Transverse pondérée : 0,2 mm/s à 1,6 Hz

Voie Verticale : 0,2 mm/s à 10,0 Hz

Verticale pondérée : 0,2 mm/s à 8,8 Hz





artifex

4 rue Jean le Rond d'Alembert
81000 Albi
Tél. : 05 63 48 10 33 - contact@artifex-conseil.fr - RCS 502 363 948
www.artifex-conseil.fr